

Colombie : la démocratie à tout prix

La Colombie a tenu son pari, dimanche 27 mai : celui d'un petit pays qui malgré des décennies de violence aveugle a décidé de rester fidèle aux principes démocratiques qu'il s'était fixés. La preuve vient d'en être faite, lors de la tenue inespérée de ce scrutin présidentiel qui a vu la victoire du libéral César Gaviria. Un scrutin que la mafia de la cocaïne liée aux forces d'extrême droite avait bien juré de saboter.

La démocratie à tout prix donc, mais aussi à quel prix ! Trois candidats à la présidence assassinés en huit mois, des dizaines de victimes, une centaine de policiers tués, d'autres dont la tête a été mise à prix par les barons de la drogue qui veulent imposer leur version de « la loi et l'ordre » au pays.

Or c'est dans un calme exemplaire que la Colombie a choisi celui qui succéderait au vieux président Barco le 7 août. Preuve aussi que la détermination désespérée des autorités a porté et que le cartel de Medellín n'est peut-être pas aussi efficace qu'il y paraît quand un pays semble déterminé à exercer le premier de ses droits : voter. Les 50 % d'abstention enregistrés - un record pour la Colombie - ne sont que la concession à la peur, en quelque sorte.

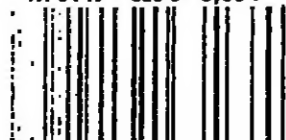
La journée du 27 mai aura été exemplaire à un autre titre : pour la première fois, la gauche obtient 12 % des voix et conquiert sa place sur un échiquier politique qu'elle avait plutôt jusqu'ici contribué à déstabiliser, les armes à la main. En ce sens-là encore, la démocratie a marqué des points, et le succès hautement symbolique du candidat du mouvement de guérilla M19 montre que le président Barco a peut-être trouvé le terrain favorable pour conduire de la lutte armée au dialogue.

PESTE - le mot en lui seul est un euphémisme - cet autre poison qui mine et pourrit la société colombienne : les narcotrafiquants. Pour ceux-là surtout, la victoire de César Gaviria est un défi. Un défi mortel, puis-que seul parmi les candidats - les autres, plus réalistes ou plus accommodants, parlaient de « dialogue » et même de mettre fin à « ce caprice des Etats-Unis » que sont les extraditions de trafiquants - Cesar Gaviria a promis une « lutte sans merci ».

Encore faudra-t-il avoir les moyens de la mener. Et en dépit des mots d'ordre vengeurs qui viennent de Washington, et auxquels les libéraux ont toujours été sensibles, on peut conclure avec les premiers critiques de l'opposition conservatrice que le cycle infernal de la violence n'est pas près de s'arrêter. A moins que, là aussi, le nouveau gouvernement ne soit prêt à se battre contre ce redoutable adversaire qu'est le manque de solidarité internationale, qui rend bien vains les sacrifices colombiens. Aussi n'est-ce pas un hasard si le premier appel du futur président a été pour Washington : « Que pouvons-nous faire si les pays consommateurs ne font rien ? »

Lire nos informations page 4

M 0147 - 529 0 - 5.00 F



La montée des périls en Union soviétique

Affrontements meurtriers entre Arméniens et militaires

M. Gorbatchev tente d'enrayer la panique provoquée par l'annonce des hausses de prix

La situation était très tendue le 28 mai à Erevan où des centaines de milliers de personnes s'apprêtaient à manifester après les affrontements qui se sont produits dimanche entre Arméniens et militaires et qui auraient fait une vingtaine de morts.

M. Gorbatchev a tenté, dimanche soir, dans un discours télévisé, d'enrayer la panique provoquée par l'annonce des hausses des prix alimentaires.

MOSCOU

de notre correspondant

On se serait cru deux ans en arrière sauf qu'il ne s'agissait plus de politique mais d'économie. Comme il y a deux ans, M. Gorbatchev était redevenu cet instituteur patient, un peu lent mais bon pédagogue, maître dans l'art d'ex-

pliquer des choses compliquées en termes simples - hier la démocratie et aujourd'hui la nécessité du « passage au marché ». En direct à la télévision, cinquante minutes durant, le président soviétique a donc expliqué, dimanche 27 mai dans la soirée, que le marché n'était « pas un but en soi » mais un moyen d'« émanciper l'indi-

vidu (et) de nous aider à résoudre les problèmes contre lesquels nous luttons depuis des décennies ». Trois jours plus tôt, le premier ministre, M. Ryjkov, n'avait, sur le fond, rien dit d'autre en présentant au Parlement son projet de réforme économique. Honnête technocrate mais mauvais politique, il n'avait réussi à convaincre la population

que d'une chose - l'imminence de la hausse des prix.

On s'était donc rué par familles entières sur les magasins, raflant tout le nécessaire et le superflu. Les conserves comme les denrées périssables.

BERNARD GUETTA

Lire la suite et nos informations page 3



Plaies d'Afrique

I. - La peur de l'oubli

Empeutes au Gabon, graves incidents au Cameroun, où trois cents étudiants ont été arrêtés le 26 mai après une manifestation (lire page 8), progrès de la guérilla au Libéria, révolte de militaires et de policiers en Côte-d'Ivoire où s'éternise une fin de règne : la chronique africaine de ces derniers jours en dit long sur la profondeur du mécontentement populaire sur un continent assoiffé de démocratie et de liberté.

par Jean-Pierre Longellier

Trente ans après les indépendances, l'Afrique, enfin, s'émancipe. Nouvellement délaissée par ses grands parrains d'hier, qui attisèrent

trop longtemps sur son soi les braises de leur « guerre tiède », elle se retrouve avec elle-même, à la fois lucide et inquiète, impatiente aussi. Peu à peu, elle ôte ses masques, brade les slogans vides et les dogmes d'emprunt. L'œil grand ouvert sur le monde et l'esprit aux aguets, elle redécouvre la plus belle des idées - la liberté - et ses deux filles, en l'occurrence jumelles : la démocratie et l'économie de marché. L'aube d'Afrique se lève sur un paysage politique neuf mais encore flou, qui, plus tard peut-être, aura la netteté des lendemains d'orage.

C'est le temps des constats, entre amertume et clairvoyance, des prises de conscience et des remises en cause. En balayant l'Afrique, la queue du « cyclone Gorbatchev » a chassé les derniers effluves de l'illusion hystérique qui fit croire naguère aux vertus du socialisme tropical. Car le nouvel *homo africanus* - rejeton prodige de Marx et de

Frantz Fanon - n'a jamais vu le jour. L'URSS, sur le départ, abandonne à leur sort ses anciens clients, vulnérables et désemparés, voire ruinés par des guerres devenues archaïques à ses yeux (Angola, Ethiopie, Mozambique). Un à un, les adeptes du marxisme-léninisme l'abjurent sans chagrin, parfois d'un jour à l'autre (Bénin), en faisant mine de découvrir les mérites du capitalisme. L'Afrique, il est vrai, avait acclimé à sa mère l'idéologie venue du froid. Et Kim Il Sung, pour ne prendre que lui, trouva des émeutes à gauche (Mugabe) comme à droite (Mobotu).

Par un cruel retour de l'histoire, l'Afrique « progressiste », celle qui choisit hier de rompre avec le néo-colonialisme maudit, se retrouve aujourd'hui essouffée - sans aucune exception - et le plus durement assujettie aux créanciers, de l'Ouest comme de l'Est (1). Pourtant, à l'en-

contre d'un mythe tiers-mondiste qui eut la vie dure, les grands fauves du Nord n'ont pas étranglé les révolutions africaines. Celles-ci se sont lentement suicidées, à force de mensonge bureaucratique. « Progressiste » ou non, l'Afrique n'a plus le cœur à se chercher des alibis ou des boucs émissaires. En apaisant la vieille rivalité américano-soviétique, le reflux de l'URSS prive le continent de sa dernière arme, ce chantage à la désertion vers l'autre camp que certains agitent sous le nez de l'Occident, histoire d'obtenir de lui - en échange - de quoi remplir leur escarcelle.

Lire la suite page 6

(1) A ce sujet et sur l'évolution récente du continent, voir les deux intéressantes études de Jean-Marie Kalféche « L'argumentaire menteur d'une entreprise de déclassement » et « L'alignement gorbachev » dans les livraisons d'octobre 1989 et mars 1990 de la revue « géopolitique africaine ».

POINT DE VUE : la lutte contre le racisme et l'antisémitisme

Une morale du respect

par Jean-Denis Bredin

de l'Académie française

Après notre Bicentenaire, tant célébré, voici un centenaire dont on eut préféré qu'il ne fut pas le nôtre, et que nul ne le célèbre ! 1890... C'est l'année du déchaînement de l'antisémitisme en France, s'il est possible de le dater précisément.

Depuis 1880, une quarantaine d'ouvrages antisémites ont été publiés. En 1886, Drumont a publié la *France juive*, dénonçant le juif « dans sa totalité ». En 1892, il fondera la *Libre Parole*. Ennemi par nature, traître par vocation, étranger en tout cas, le juif, affligé de toutes les disgrâces physiques et morales, est coupable du malheur des Français. La fièvre antisémite secoue la presse, le Parlement, l'armée, les élites. Comment se débarrasser de ce fléau ? Un prêtre demande la rélegation des juifs hors de la société chrétienne, un écrivain

suggère le gibet, un parlementaire propose l'expulsion de tous les juifs de France. Et Drumont prophétise, en janvier 1893 : « Quelque chose me dit que le châtiment sera effroyable... » Le capitaine Dreyfus est jeune marié, jeune père, brillant officier. Encore deux années de bonheur, ou presque, avant qu'il n'apprenne vraiment qu'il est juif !

Mais nous savons que ce siècle, qui nous sépare des années de l'hystérie antijuive, a transformé le monde et les mentalités : comme ne l'avait pas fait un millénaire, nous observons que la plupart des sources auxquelles se nourrissait l'antisémitisme français sont aujourd'hui taries. A la fin du siècle passé, l'enseignement catholique était volontiers antijuif, désignant le peuple déicide ; le plus grand journal catholique se décrivait fièrement en 1890 « le journal le plus antijuif de France ».

Aujourd'hui, l'Eglise condamne sans équivoque l'antisémitisme.

les évêques de France participent aux combats contre le racisme, la presse catholique - dont l'audience n'est plus la même - parle d'amour non de haine. L'antisémitisme profite de la peur du capitalisme montant - le juif était responsable du règne des banques, de la ruine des petites gens - et aussi de la terreur des révolutions, car bien sûr ce juif était de tous les complots qui pouvaient saccager le « vieux jardin français ». Ce discours-là, qui dénonçait dans le juif tantôt Rothschild et tantôt Marx, on voit comme il paraît aujourd'hui vieux, démodé par l'histoire.

Et de même le nationalisme français, la haine de l'Allemagne, la volonté de revanche, l'exaltation de l'armée qui caractérisèrent la France contre la guerre de l'humiliation et celle de la victoire, ils n'appartiennent plus qu'au passé.

Lire la suite page 2

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 650 M ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 P ; Irlande, 90 P ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (other), 2 \$

هكذا من الأصل

QUES

...ndidat libéral
...mafia de la drogue

...la stratégie



...de la stratégie

...de la stratégie

...de la stratégie

...de la stratégie

...de la stratégie

LA MARQUE CASINO INTERDITE DE TELEVISION ! DOMMAGE...



Oui, c'est vraiment dommage qu'en 1990, au moment où l'on parle de compétition, d'efficacité, de communication bien sûr, que l'on interdise à une entreprise comme CASINO de faire de la publicité à la télévision sur ses produits qu'elle fabrique dans ses usines ou qu'elle élabore avec les grands de l'industrie agro-alimentaire.



Dommage pour les consommateurs! Un simple message publicitaire de vingt secondes leur permettrait de savoir que 3 tablettes de chocolat supérieur au lait 100 g CASINO, fabriquées dans ses usines et d'une qualité tout à fait comparable aux grandes marques, ne coûtent que 8F95* dans toutes les grandes surfaces CASINO.

* soit le kg 29 F 83

LE BON N'EST PAS PLUS CHER

هكذا من الأصل

ENQUÊTE



Plaies d'Afrique

Suite de la première page

La nouvelle grande peur de cette Afrique stratigraphiquement dépeçée, c'est tout simplement qu'on l'oublie. Au profit de l'Asie, méritante parce qu'elle « s'en sort », mais surtout de l'Europe ex-communiste, elle aussi dans le besoin. Elle craint de faire les frais des retrouvailles entre les frères du Nord. Le désir de l'Occident d'épauler ses fragiles démocraties renaissantes prend la forme d'un « est-mondisme » qui dissimule mal de vieux réflexes malthusiens. L'Afrique redoute d'autant plus ce néo-cartisme planétaire qu'elle sait son « crédit d'indulgence » largement épuisé. L'afro-pessimisme résigné (« il n'y a vraiment rien à faire ! ») alimente l'afrophobie méprisante (« à quel bon leur aider ? »).

« L'Europe de l'Est ressemble à une jeune beauté, note un dirigeant kenyan. L'Afrique à une vieille dame ridée. » Même si l'Occident se défend de vouloir choisir entre la jeune et la vieille, sa générosité a des limites. Dans cette compétition pour l'« argent de l'aide », l'Afrique n'est pas la mieux placée (elle ne dispose, par exemple, d'aucun lobby à Washington). Déjà, l'indifférence – sa pire ennemie – se devine à d'autres signes. Les réunions annuelles de l'OUA n'intéressent plus grand monde. Les conférences franco-africaines, tournant au rite, s'espacent discrètement.

« Effet Gorbatchev », « effet Ceausescu »

La marginalisation économique du continent aggrave son déclin. L'Afrique noire ne contribue plus que pour 1,5 % au commerce mondial. Son PNB avoisine celui de la Belgique. Les entreprises étrangères, même japonaises, lui retirent leurs capitaux. L'investissement par tête en Afrique est trois fois moindre, en monnaie constante, qu'il y a trente ans. Le marasme industriel, la vétusté des transports, les pesanteurs administratives, les abus du népotisme, les trop grands risques encourus pour d'incertains profits expli-

quent ce désintérêt croissant. En revanche, l'Afrique reste le bénéficiaire privilégié de l'aide publique au développement (1/3 du total pour seulement 11 % de la population mondiale).

L'Afrique subit, conjugués pour son salut, l'« effet Gorbatchev » et l'« effet Ceausescu » : le premier libère la parole, restaure la vérité, ranime la démocratie ; le second accuse les dictatures familiales, fragilise les pouvoirs personnels, fait réfléchir les « chefs ». Devenus des « citoyens du monde », de mieux en mieux informés – même en brousse – beaucoup d'Africains ont vécu d'autant plus intensément les révolutions d'Europe de l'Est, qu'ayant perdu foi en leurs régimes, ils étaient dans l'attente. La démocratie était contagieuse, certains – d'Abidjan à Libreville – l'ont vite « attrapée ».

Cinq pays d'Afrique noire – sur quarante-six – fonctionnent, à des degrés divers, en démocratie : le Botswana, la Gambie, le Sénégal, l'île Maurice – la plus authentique – et la toute jeune Namibie (2). Ailleurs, le chef gouverne sans partage. Il n'a ni second ni dauphin. Héritage de la tradition des royaumes, réponse aux besoins d'une époque – l'enfance des Etats postcoloniaux – le culte du chef inflexible, offert à l'adulation populaire, du guide au destin réglé par la Providence, et de tous ceux que Bertrand de Jouvenel appelle les « monstres de conduite » ne disparaîtra pas de sitôt. Symptôme aigu de la concentration du pouvoir, il atteste la puissance d'incantation des régimes africains.

Pourtant, au-delà même du style, les mœurs politiques évoluent rapidement, ici et là. « Je préfère l'injustice au désordre », répétait Félix Houphouët-Boigny. Il le pense encore mais n'a plus l'autorité politique pour faire respecter sa préférence. « On ne dira pas de moi : voici l'ancien président du Mali », jurait naguère Modibo Keita, avant d'être démenti par les faits. Aujourd'hui, qu'ils aient ou non conquis leur trône par la force (environ qua-

tre-vingt coups d'Etat en trente ans) certains chefs consentent – c'est une révolution – à envisager leur « sortie du pouvoir », voire à l'organiser. A l'exemple des deux seuls leaders qui planifiaient en douceur leur départ, le Sénégalais Léopold Senghor et le Tanzanien Julius Nyerere (3). Houphouët-Boigny s'apprêtait à sacrer son successeur. Au Bénin, le président Mathieu Kérékou passe la main sans le dire.

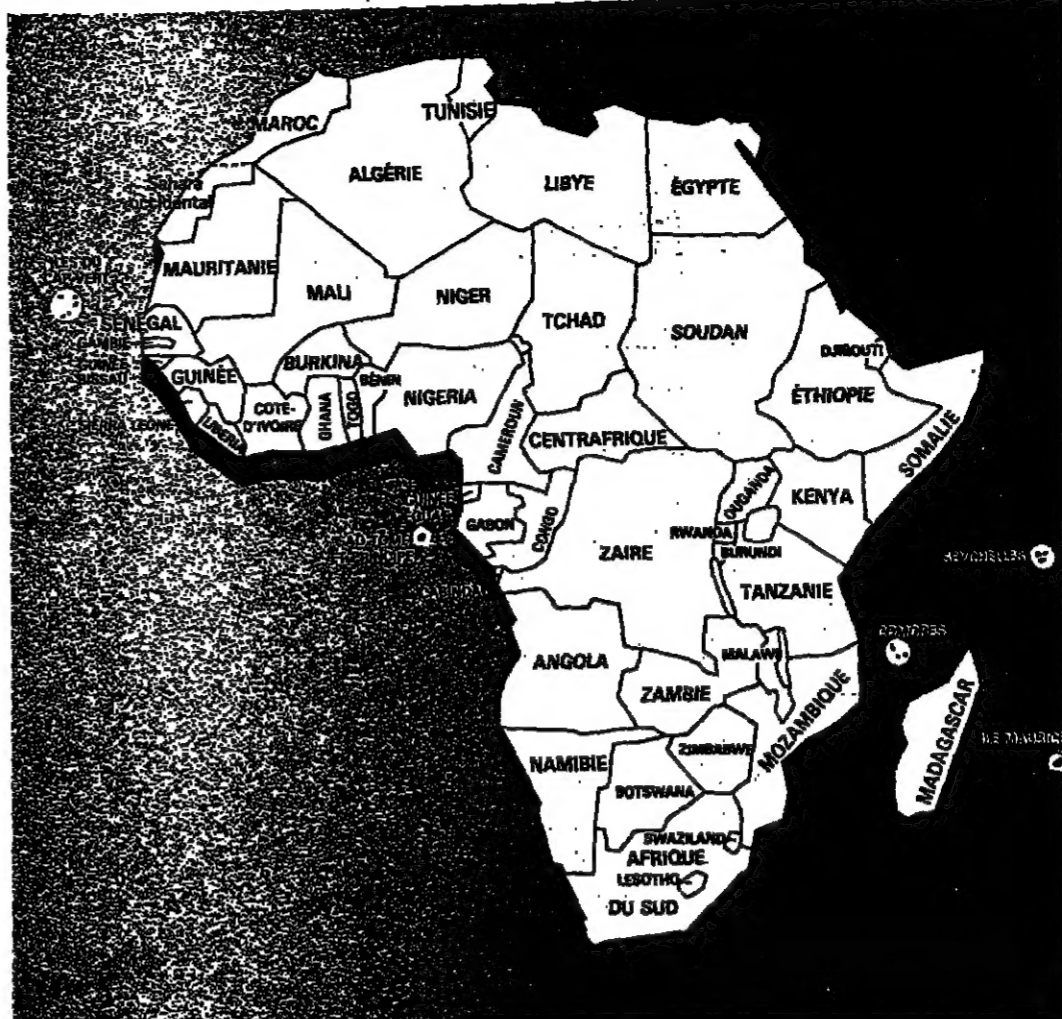
Mieux : des chefs renoncent à l'instrument du pouvoir absolu, ce parti-Etat tentaculaire qui, comme au Zaïre, recrutait les « citoyens » dès leur naissance. Ils instaurent ou restaurent le multipartisme, parfois inscrit dans la Constitution (Côte d'Ivoire). Même Julius Nyerere, jadis prophète vertueux du socialisme tanzanien, admet – parce qu'il est à la retraite ? – que le monopartisme n'est pas un « *new de Dieu* ».

Ces chefs ont-ils oublié les alibis qui firent du parti unique l'indispensable outil de la transformation sociale ou le crasseux de l'unité nationale ? Ce système qu'ils vantaient n'empêcha ni l'aggravation des inégalités ni les conflits – ou les dosages – ethniques. En Afrique aussi, les partis uniques ont logiquement produit leur nomenklatura. Au lieu d'estomper le tribalisme, ils l'ont « abrité ». En se « villagérant » (4). A cet égard, l'armée fut plus souvent un facteur d'intégration nationale. Et la grande ville, avec ses brassages, reste le plus sûr remède au tribalisme.

Naissance d'une opinion publique

Certains leaders, moins audacieux, se contentent de promouvoir des réformes. D'autres, enfin, se cramponnent à leur sceptre. Ils voient dans le multipartisme un « retour à l'âge de pierre » (Kenneth Kaunda), l'objet d'un « complot capitaliste » (Robert Mugabe) et tiennent ses avocats pour des « marionnettes du colonialisme » (Daniel Arap Moi). Combien de temps pourront-ils résister au changement ?

Le multipartisme africain – n'est-ce pas M. Chirac ? – n'est ni une panacée ni une fin en soi. Il ne garantit ni la démocratie ni le développement. Il peut même comporter certains risques – l'émiettement politique, le foisonnement tri-



bal – et décevoir plus d'une espérance. Voilà pourquoi les « sociétés civiles », là où elles peuvent enfin s'exprimer, demandent une véritable démocratisation des régimes africains, quelle que soit leur idéologie de façade. Celle-ci suppose la mise en place de contre-pouvoirs, une profonde décentralisation, et surtout l'abandon des méthodes de gouvernement en vigueur sur le continent, du paternalisme à la dictature. L'Afrique aspire à une nouvelle culture politique, et elle le dit.

Une opinion publique est en train de naître, qui réclame la démocratie tout court, ni « guidée » ni « populaire », la démocratie « sans mystères » (comme l'observe un ancien ministre ougandais) ; qui refuse cette introuvable « troisième voie » entre capitalisme et communisme trop longtemps promise au tiers-monde ; qui entend interdire des pouvoirs devenus méfians envers leur peuple à la force de ne dialoguer qu'avec eux-mêmes.

Depuis trente ans, de grève en émeute vite réprimée, les sociétés africaines furent bien moins dociles qu'on ne l'a dit – quoique plus avides de l'Etat de droit – même si la peur finissait presque toujours par l'emporter. Pour survivre valait que vaille, en esquissant les méfaits du pouvoir, l'Africain de la rue se réfugie dans l'humour, la dérision, la frénésie mystique des ordes. C'est ce qu'on appelle la « part de l'écoulement » (5). Quant aux intellectuels, expatriés de gré ou de force, ils s'éloignent rapidement aux soleils pâles de l'exil. Mais « l'elasticité sociale », décrite par les ethnologues, autrement dit la capacité du petit peuple à endurer ses malheurs, à faire de la résistance passive, n'est pas sans limites.

La colère a surgi des classes moyennes atteintes par la rigueur ambiante : fonctionnaires, professions libérales, étudiants. En Côte d'Ivoire, par exemple, les employés des villes ont craint de perdre certains acquis, dès lors que la crise financière malmenait le libéralisme social dont le pouvoir avait long-

temps tiré une juste fierté. Sur les campus, les doléances corporatistes (bourses, loyers, qualité de l'enseignement) prirent vite un tour politique. Chômeurs potentiels ou salariés en sursis, les « *longs crayons* » d'Afrique, étudiants ou fonctionnaires débutants, sont en première ligne face à l'austérité.

Démocratie et économie de marché

Aux marges de deux mondes et de deux époques, ce sont souvent des mutants, un pied en brousse, l'autre à la ville, déjà déracinés mais encore soumis à la tyrannie familiale : qui dira les tourments du « *beursier* » harcelé par ses innombrables cousins, qu'il doit nourrir et loger ? Les sacrifices du jeune marié alimentent en mandats ses vieux parents qui ont tant investi en lui ? En Afrique, on n'échappe pas facilement à l'emprise des aînés, sauf à subir la honte due aux ingrats, ou à tourner le dos une fois pour toutes au village natal abandonné à ses petites jalousies, ses querelles et ses soritèges.

L'Afrique « qui bouge » revendique en même temps la démocratie et l'économie de marché, consciente à son tour que le capitalisme est le moins mauvais des systèmes de production, que le développement se fonde sur l'épanouissement individuel et collectif. Seules des sociétés concernées par leur propre sort, et où règne un minimum de confiance entre le pouvoir et son peuple, apporteront à l'Afrique le dynamisme qui précède toute modernité.

C'est alors que les comportements pourront évoluer, que le chef, exposé au jugement des siens, devra peu à peu renoncer à ce que le petit peuple du Cameroun appelle la « *politique du ventre* » et qui consiste pour celui qui « s'est mis debout » à accumuler toujours plus de richesses avant de la redistribuer – plus ou moins – de « *cadeau* » – comme on dit au Ghana – parce que la prospérité partagée est une chance, une vertu, la source du prog-

ress (5). Alors seulement s'atténuera cette corruption dont l'Afrique n'a pas l'apparence et qui, chez elle, permet souvent aux plus pauvres de survivre.

Trente ans après, tout bilan des indépendances, si désenchanté qu'il soit, exige qu'on le avance, d'un pays à l'autre. A côté des crimes et des misères, les Etats adolescents ont partiellement étanché la soif de dignité de leur peuple tout en forgeant l'unité nationale. De formidables bouleversements sont en cours : la promotion scolaire, l'explosion urbaine, le métissage ethnique. Certains régimes ont avec courage mis à fond sur l'enseignement, comme en témoignent les énormes progrès de la francophonie. Le continent a ainsi accumulé un précieux capital intellectuel.

Seul l'avenir attestera la sincérité de certains dirigeants manifestement trop soucieux de retrouver, grâce à une cure de réformation, leur crédit perdu : seul le temps fera la part de l'opportunisme et de la conviction. Plus d'une révolution pacifique risque de dégénérer en Thermidor tropical. Mais ailleurs, l'Afrique aura enfin la chance de vivre sa « *seconde indépendance* ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

(2) Auxquels on peut ajouter Madagascar, qui a retrouvé le multipartisme et une presse un peu plus libre.
(3) D'autres chefs d'Etat, tel M. Ndiaye au Cameroun, ont cédé la place, plus ou moins contraints et fondus.
(4) Pour comprendre un adage de l'écriture compagne Soni, Labou Tani.
(5) Jean-François Bayart dans son ouvrage de référence *L'Etat en Afrique* sous-titré *la Politique du ventre*, Fayard 1989.

Prochain article : MATIÈRES PREMIÈRES, DU MIRACLE AU MIRAGE par ERIC FOTTORINO



Après un 1^{er} versement de 23 960 F
849 F le 2^e loyer
849 F le 3^e loyer
849 F le 4^e loyer
849 F le 5^e loyer
849 F le 60^e et dernier loyer.
Si je comprends bien ça fait des loyers de 849 F.



Renault 19 Prima
Pourquoi vivre sans elle ?

M. Financement vous propose jusqu'au 16 juin une location avec option d'achat sur 60 mois moyennant un versement initial de 23 960 F (dont 14 975 F de premier loyer majoré et 8 985 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), et 50 loyers de 849 F. Coût total en

M. Financement chez votre concessionnaire ou au 06.25.25.25

M. FINANCEMENT. VOUS POUVEZ COMPTER SUR LUI.

PREPAS MEDICINE PHARMACIE
DESS
Certificat d'Aptitude à l'Administration des
Etudiants
DESS de généraliste à la gestion
par (1) 45 58 00 21
DESS de spécialité à la gestion
par (1) 45 58 40 10
Inscription possible par minitel : 3616 code IAE : (1) 45 58 00 21

80 % de reçus
CEPES, 57, rue Charles-Lafitte, 93280 Neuilly - 47-45-09-19

L'ALBUM 89
PLANTU
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DESS FINANCE
Certificat d'Aptitude à l'Administration des
Etudiants
DESS de généraliste à la gestion
par (1) 45 58 00 21
DESS de spécialité à la gestion
par (1) 45 58 40 10
Inscription possible par minitel : 3616 code IAE : (1) 45 58 00 21

DESS SYSTEMES D'INFORMATION
Certificat d'Aptitude à l'Administration des
Etudiants
DESS de généraliste à la gestion
par (1) 45 58 00 21
DESS de spécialité à la gestion
par (1) 45 58 40 10
Inscription possible par minitel : 3616 code IAE : (1) 45 58 00 21

L'IAE DE PARIS propose DES DIPLOMES DE 1^{er} CYCLE accessibles aux étudiants ou aux salariés par la voie de la Formation Continue

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université de Paris 1 - Panthéon Sorbonne
102 rue Saint-Chervin 75740 Paris Cedex 13
Minitel 3616 code IAE : (1) 45 58 00 21
Retrait possible par minitel ou des dossiers d'inscription

5 F le
Jamais le démon de jeu n'a été aussi tentant.
A SAINT LAZARE
5 F le
Plus cher ne serait pas du jeu.

AFRIQUE

CAMEROUN

Six personnes ont été tuées au cours d'une manifestation

Six personnes sont mortes au cours de manifestations qui ont eu lieu, samedi 26 mai, à Bamenda (nord-ouest du Cameroun) selon la radio nationale camerounaise qui a affirmé que celles-ci avaient été provoquées par une bousculade. Mais d'après plusieurs témoignages ces manifestants ont été tués par balles, lorsque un barrage des forces de l'ordre qui avaient bloqué le centre ville, a été sous la pression des protestataires, environ 20 000 personnes.

Durant quatre heures les forces de l'ordre ont subi les assauts répétés de la foule qui lançait des pierres et jetait des gourdin.

Les manifestants se sont ensuite livrés à des actes de vandalisme et de violence qui ont abouti à la destruction de trois véhicules de la gendarmerie et d'un camion-citerne de la police. Ces violences ont fait également de nombreux blessés parmi les forces de l'ordre.

Le Front démocratique social (SDF), parti d'opposition illégal, avait appelé ses sympathisants à manifester pour inaugurer le lancement de ses activités, en dépit de l'interdiction des autorités. Le président du SDF, M. John Frundi, avait déposé le 16 mars un dossier pour la création d'un parti politique.

Il avait accordé un délai de deux mois aux autorités camerounaises et avait annoncé qu'au-delà il mènerait à exécution son programme d'action.

Le 1^{er} mai, vingt-deux intellectuels, représentant toutes les ethnies du Cameroun, avaient lancé un appel au président Biya pour l'instauration « urgente » du « pluralisme démocratique ». (AFP, AP.)

■ **ALGÉRIE** : des militaires pourraient prendre le pouvoir, selon M. Ben Bella. — L'Algérie est au bord d'un bouleversement analogue à celui qu'a connu la Roumanie, estime l'ancien président algérien Ahmed Ben Bella. Dans l'émission « Le club de la presse » d'Europe 1, M. Ben Bella a déclaré dimanche 27 mai : « Des militaires algériens s'apprentent à faire la même chose que ce qui s'est produit en Roumanie et à rendre Chadli

service minitel
36.15 infoliban
le liban en direct
Paris et région parisienne
tel: 36.65.74.44

(l'actuel président algérien) responsable de tout. » Sans donner davantage de précisions, il a assuré disposer d'éléments prouvant que des militaires seraient en train de comploter pour s'installer au pouvoir.

■ **CÔTE-D'IVOIRE** : les douaniers en grève. — La situation sociale s'est de nouveau dégradée, vendredi 25 mai, à Abidjan, où les douaniers ont manifesté bruyamment. Les quelque 500 douaniers de la capitale ont entamé leur mouvement au début de la nuit, par leurs 1 500 collègues de province. Ils réclament la « militarisation » de leur corps, ce qui leur apporterait certains avantages, notamment en matière de logement et d'indemnités. Les douaniers ont occupé l'un des deux ponts reliant les deux parties d'Abidjan et exigé le départ de leur directeur général, M. Maurice Augoua Koffi. De nombreux coups de feu ont été tirés en l'air. (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Une semaine après la tuerie de Rishon-le-Zion

Les Palestiniens des territoires occupés restent mobilisés

Une semaine après le drame de Rishon-le-Zion, la mobilisation des Palestiniens des territoires occupés reste importante. Il a suffi que les autorités décident de lever, dimanche 27 mai, le couvre-feu imposé sur la plupart des localités de Cisjordanie et de la bande de Gaza pour que de nouveaux affrontements aient lieu avec l'armée.

JERUSALEM

de notre correspondant

Une fois de plus, c'est à Gaza, d'où étaient originaires les sept Palestiniens assassinés à Rishon-le-Zion, que les affrontements ont été les plus durs ; un Palestinien a été tué et une demi-douzaine d'autres ont été blessés par balles dans le camp de Deir-el-Balah, cependant que des sources locales faisaient état d'une série d'agressions et de tueries dans le territoire.

La direction unifiée du soulèvement palestinien, dans un communiqué 57, appelle à une « escalade de la lutte » à l'occasion du sommet arabe de Bagdad. Si les couvre-feux ont été levés, une grande partie des territoires était toujours déclarée « zone militaire fermée ».

Toutefois, un certain soulagement était perceptible dans les milieux officiels à la suite de la prestation de M. Yasser Arafat, vendredi 25 mai, à Genève. L'analyse dans ces milieux est que le chef de l'O.L.P. a tenu des propos radicaux, en tout cas pas les discours modérés attendus par les Occidentaux, et que ce ton a déplu aux Américains. On faisait valoir qu'une décision du Conseil de sécurité en faveur de l'envoi d'une mission d'observation temporaire dans les territoires était encore loin d'être acquise.

L'hypocrisie des Nations unies

A Jérusalem, une trentaine de personnalités palestiniennes nationalistes n'en poursuivaient pas moins une grève de la faim, entamée il y a une semaine et qu'elles n'entendent rompre que lorsque le Conseil de sécurité aura pris une décision sur l'envoi d'observateurs en Cisjordanie et à Gaza.

Du Likoud (droite) à l'opposition travailliste, la proposition a, en général, été unanimement rejetée en Israël. Il faut en juger à l'aune de l'éditorial du très libéral *Haaretz*, la réunion du Conseil de sécurité est

perçue en Israël comme une nouvelle manifestation de l'hypocrisie des Nations unies à l'égard de l'Etat hébreu. Nous voulons bien, dit *Haaretz*, qu'on en appelle à la fin de l'occupation et qu'on condamne la « main lourde » de l'armée israélienne ; mais que l'on puisse parler dans l'enceinte de l'ONU, pour suit-il, d'un génocide commis collectivement par les Israéliens contre les Palestiniens, est plutôt triste.

La plupart des éditorialistes relèvent qu'il n'a pas été question d'envoyer des observateurs de l'ONU au Kurdistan irakien quand le président Saddam Hussein a fait bombarder au gaz chimique sa propre population ni, tout récemment, au Cachemire lorsque l'armée a ouvert le feu sur le cortège funèbre d'un dirigeant musulman.

ALAIN FRACHON

« Le pire peut arriver » affirme M. Kouchner

JERUSALEM

de notre correspondant

Les Palestiniens des territoires occupés ont « atteint un seuil de désespoir où le pire peut arriver » : « la situation est plus dangereuse qu'elle ne l'a jamais été par le passé », M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a conclu par ces propos, dimanche 27 mai, une mission de quatre jours en Cisjordanie, à Gaza et en Israël.

Entré par la demande expresse de l'Elysée, ce voyage a été conduit « sans aucun esprit de provocation », a-t-il dit, mais « dans un souci d'apaisement afin d'écouter et de voir », parce que « nous voyons des échos de la répression des manifestations après le meurtre de Rishon le Zion. M. Kouchner a pris note des besoins médicaux. Il a observé « des structures dévastées par la bombe des victimes », relevé des

besoins d'urgence, en radiologie, en traumatologie et en anesthésie. Comme nombre d'observateurs, il a enregistré l'une des principales plaintes des Palestiniens : médecins et ambulances sont trop souvent empêchés de se rendre immédiatement aux lieux des affrontements.

Représentant un assez large « consensus », la délégation comprenait aussi trois députés : M. Michèle Barzach (RPR), M. Bernard Stasi (UDC) et M. Bertrand Gallais (PS). D'abord accueillie plutôt froidement par les autorités, la délégation a rendu visite aux dirigeants de l'opposition travailliste, MM. Shimon Pérès et Itzhak Rabin, et a été reçue, dimanche, par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, pour une entretiens que M. Kouchner a qualifié de « long, franc et cordial ».

Al. Fr.

Après avoir entendu M. Arafat à Genève

Le Conseil de sécurité va reprendre ses travaux à New-York

GENÈVE

correspondance

Exceptionnellement transférée à Genève afin de permettre à M. Yasser Arafat de prendre la parole, la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU pour l'examen de la situation en Cisjordanie et à Gaza, n'a abouti à aucune décision, samedi, et les débats doivent reprendre, mardi 29 mai, à New-York.

L'O.L.P. et les représentants arabes n'avaient pourtant pas ménagé leurs efforts pour faire aboutir un projet d'envoi par le Conseil d'une mission d'observation de l'ONU dans les territoires occupés. Selon l'ambassadeur de la Ligue arabe, M. Clovis Maksoud, ce projet,

attribué aux Etats-Unis et à l'Egypte, prévoyait de dépêcher sur place une délégation de trois membres (France, Canada, Ethiopie) pour une brève visite.

Rejet israélien

En attendant le retour de cette mission, le Conseil aurait suspendu ses délibérations, puis, au vu du rapport, aurait pu décider des mesures à prendre pour améliorer le sort des habitants de ces régions. Alors que l'O.L.P. avait favorablement accueilli cette idée, les Israéliens l'ont au contraire « catégoriquement rejetée », ce qui a conduit les Etats-Unis à hésiter à appuyer publiquement le projet, a ajouté M. Maksoud.

J.-C. B.

En dépit d'ultimes démarches diplomatiques

Le sommet arabe s'est ouvert à Bagdad en l'absence de plusieurs dirigeants

Pour l'Irak, l'essentiel est quasiment fait puisque Bagdad a réussi à réunir, lundi 28 mai, le sommet arabe extraordinaire auquel tenait tant le président Saddam Hussein. La précipitation dans la préparation et le choix du lieu officiellement proposé par l'O.L.P. sont toutefois à l'origine de plusieurs absences de marque.

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Prévisible, la non-participation de la Syrie a donné lieu à d'ultimes démarches diplomatiques effectuées depuis Damas par le colonel Kadhafi, qui a tenté vain de jouer de nouveau les médiateurs entre Damas et Bagdad. S'alignant sur la Syrie, le Liban ne sera pas non plus représenté. Trois autres chefs d'Etat ont en outre boudé la capitale irakienne. Le roi Hassan II du Maroc a été irrité, dit-on du Maroc, par la source diplomatique arabe, que, hôte du précédent sommet extraordinaire de Casablanca, qui avait réuni tous les grands leaders du monde arabe, il ait été mis devant le fait accompli et que le lieu choisi soit « porteur de discord plus que d'union ». Le président algérien Chadli Bendjedid, lui aussi, semble avoir été choqué par la méthode. Il ne serait pas mécontent de « faire plaindre la Syrie, sans laquelle, avait dit son ministre des affaires étrangères, ce sommet n'avait pas de sens ». Le sultan Qabous d'Oman, enfin, n'apprécie guère ces « réunions de famille ».

Ces absences font en tout cas peser une lourde ambiance sur un sommet qu'en fait, hormis l'Irak, l'O.L.P. et la Jordanie, personne ne voulait vraiment ; celui-ci risque donc de se terminer, comme c'est trop souvent le cas, par une série de résolutions éphémères sans portée pratique. C'est par un dîner de travail, offert dimanche

soir à ses pairs par le président Saddam Hussein, que s'est ouverte cette réunion, alors que les ministres des affaires étrangères s'attelaient à la rédaction d'un message que le chef de l'Etat irakien devait envoyer au sommet Bush-Gorbatchev qui ouvre mercredi à Washington. Outre la question de l'émigration des juifs soviétiques vers Israël, ce message devrait évoquer le soutien des Etats-Unis à l'Etat hébreu, les menaces contre la sécurité nationale arabe, en particulier contre l'Irak et la Libye, ainsi que le droit des Arabes aux technologies les plus avancées.

Vie controversée

Les Deux Grands ont d'ailleurs envoyé chacun un message au sommet de Bagdad. Le contenu de celui des Etats-Unis, remis par note écrite, qui appelait à la modération, a même entraîné une violente dénonciation dans la presse irakienne, qui accuse Washington d'ingérence dans les affaires arabes. Retour d'un voyage éclair à Moscou, M. Abou Mazen, membre du comité central de l'O.L.P., a apporté dimanche soir une promesse de l'URSS qui s'engageait, en réponse à une requête de l'O.L.P., à prendre rapidement la décision de donner des

passports plutôt que des laissez-passer aux juifs désirant émigrer, leur laissant ainsi le libre choix de retourner en Union soviétique.

L'attitude à adopter vis-à-vis des Etats-Unis a déjà provoqué une très vive controverse, lors de la réunion préparatoire des chefs de diplomatie, opposant l'Irak et l'O.L.P., qui souhaitaient une résolution très dure, à l'Egypte et à l'Arabie saoudite, qui ont fait valoir qu'une attitude trop négative n'avait aucune chance d'aboutir. Cette controverse risque d'autant plus de diviser les rangs que M. Yasser Arafat est reparti les mains vides de la réunion du Conseil de sécurité à Genève.

Ce sommet, convoqué pour « consolider le front arabe », déjà mis à mal par l'absence de la Syrie et du Liban, pourrait donc, au contraire, aggraver les divisions, tant l'appréciation des « menaces » auxquelles doit faire face la nation arabe, et surtout des moyens de les contrer, est différente.

FRANÇOISE CHIPAUX

EN BREF

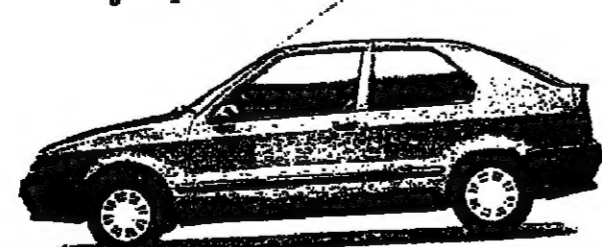
■ **LIBAN** : plan de paix du Vatican dans le camp chrétien. — L'armée du général Michel Aoun a remis en liberté, dimanche 27 mai, trente miliciens des Forces libanaises (FL), au lendemain de l'annonce d'un plan de normalisation dans le « pays chrétien ». Le nonce apostolique au Liban, Mgr Pablo Puente, avait, samedi, annoncé ce plan, accepté par les deux parties, prévoyant, outre la fin des combats et l'échange des prisonniers, l'arrêt des campagnes médiatiques et des mouvements de troupes sur les

fronts ainsi que la réouverture des écoles. (AFP.)

■ **SYRIE** : le Parti Baas largement majoritaire aux élections parlementaires. — Au pouvoir en Syrie, le Parti Baas a remporté, dimanche 27 mai, 134 des 250 sièges en jeu lors des élections parlementaires. Les cinq partis de gauche formant avec le Baas le Front national progressiste ont remporté 32 sièges, les indépendants 84. 21 femmes ont été élues. (AP.)



Pour 849 F par mois
elle a un moteur 60 CH
elle a un autoradio FM - cassette
affichage digital
elle a des phares halogènes
elle a 2 rétroviseurs extérieurs
elle a 2 appuis-tête
elle a même un allume-cigares
et une montre.
Et c'est 849 F par mois
jusqu'au dernier mois.



Renault 19 Prima Pourquoi vivre sans elle ?

M. Financement vous propose jusqu'au 16 juin une location avec option d'achat sur 60 mois moyennant un versement initial de 23 960 F (dont 14 975 F de premier loyer majoré et 8 985 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), et 59 loyers de 849 F. Coût total en cas d'acquisition 74 051 F. Renault 19

Prima 3 portes, prix TTC clés en main au 06/04/90, 59 900 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC-S.A. au capital de 3 321 490 700 - 27-33, rue Le Gallé 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221. 60 CH DIN/43 kW ISO. Consommation 5,1 l à 90 km/h, 6,7 l à 120 km/h, 7,8 l en ville.

M. Financement chez votre concessionnaire ou au 05.25.25.25

M. FINANCEMENT. VOUS POUVEZ COMPTER SUR LUI

RENAULT

Aujourd'hui directeur du quotidien d'extrême droite « Présent »

Dans ses derniers numéros, le quotidien d'extrême droite *Présent* expose, sur une page entière, sa position vis-à-vis des juifs. « A la différence du monde moderne, du modernisme et du progressisme chrétien, écrit son directeur, M. Jean Madiran, nous ne nous rallions pas au refus juif de reconnaître la divinité de Notre Seigneur Jésus-Christ. » Selon M. Madiran, « l'accusation d'antisémitisme est en train de devenir la plus grande imposture de la fin du vingtième siècle ».

« Pourquoi toujours revenir sur le passé ? ». Cette question revient souvent dans les propos d'un certain « extrême droit », il est inutile, à moins que, de rappeler certains faits, sauf à vouloir porter atteinte à l'unité nationale. Mais ceux qui contestent, aux autres l'utilisation de la mémoire ne se l'interdisent pas à eux-mêmes. Ici, un homme de gauche est montré du doigt car son nom figure sur une liste officielle de titulaires de la francisque - ordre créé par Philippe Pétain - et, là, un dirigeant de droite est accusé d'être « communiste » pour avoir signé l'appel de Stockholm, un texte pacifiste d'inspiration soviétique lancé au début de l'année 1935. Le propos est d'autant plus étrange que, dans cet « extrême droite, dont c'est peut-être qu'elle est proche du Front national (1), ne se refuse jamais cette pratique, sur un mode qui se veut polémique ou même pamphlétaire. Le Journal Présent (2) la double d'une dénonciation de tous ceux qui sont, selon lui, animés d'un esprit « journalistique ; commissaire politique, auxiliaire de répression ».

Les mots « *répression* », « *débaillon* », « *persécution* » sont ceux qui reviennent le plus souvent sous la plume du directeur spirituel de ce journal. Ce sont les maux qui frappent, selon M. Madirac; « *le moment d'attente de surré national* ». Depuis cinquante ans, armé de la même inébranlable conviction, il assène inlassablement un credo dont seule la formulation a évolué. Sur le terrain du fatras, il est vrai que certaines « *opinions* » ayant trait aux juifs ne peuvent plus être formulées comme elles le furent dans les années 40 ou à la fin du siècle dernier, quand Edouard Drumont écrivait la *France juive*.

Aujourd'hui, M. Madiran dénonce régulièrement dans *Présent* les « lobbies » sans jamais les définir, il s'attaque au « cosmopolitisme » avec autant de virulence que le président du Front national.

il s'indigne qu'on veuille « *entraver* » le *ML*. Le *Pon* à la télévision (3) « avec des historiens de juifs et d'interdiction du révisionnisme », mais il tarde à « s'effusquer de la profanation de Carpentras et il répète sans cesse, mais sans convaincre, que « *l'accusation arbitraire d'antisémitisme* » qui « *se trouve* » dans la publication est « *en train de devenir la plus grande imposture de la fin du vingtième siècle* ». A la fin de la première moitié du siècle, l'antisémitisme lui paraissait pas « *la plus grande imposture* ».

ML. Madiran, il est vrai, lui apparaît alors sans caution intellectuelle.

ML. « *Il est évident que c'est vrai* » dit Jean Arbel avec la bénédiction de Charles Maurras, qui voulait « *monter en épingle* » cette jeune recrue selon ce que rapporte Henri Massis (4).

« La bataille de l'intelligence »

Militant royaliste, M. Arfel s'affirme anticommuniste, antirépublicain, antisémite et antimacaronique. Comme bon nombre de membres de l'Action française, il n'est pas particulièrement germanophile, mais il ne manifeste pas, non plus, un amour immodéré pour les Britanniques. Sa famille de pensée est farouchement antigaulloise et anticommuniste. Tout ce qui concerne le chef de la France libre *refusé à* Londres est

publié par le journal *l'Action française*, dans la rubrique « *Petit courrier de la dissidence* » ou sous l'intitulé « *Echos et informations* » avec un mépris qui le dispute à la haine. Habillé philosophiquement de pied en cap dès l'âge de vingt ans, en 1940, M. Arfel participait pendant près de quatre ans, à la glorification de la « *contre-révolution inaugurée en juin 1940* », que l'extrême droite accueille comme une « *divine surprise* ».

Il fait son apparition dans les colonnes de *l'Action française* au milieu de l'année 1943, mais, depuis 1941, il mène « la bataille de l'intelligence » dans une revue littéraire publiée à Angoulême, France, qui deviendra *Nouveaux Cahiers de France* en juin 1943. Dans ce journal, il défend avec vigueur les idées qu'il a lui-même ou avec ses collaborateurs ont eu le malheur de ne pas suivre le même chemin que lui. « Nous n'avons pas été accueillis par un chapitre d'opithéisme vigoureux le bas peuple des Estuaries, dit Kessel, des Abel Hermain, des Giono, des Martin du Gard... Nous savons aujourd'hui lui - malgré Descartes - que la pensée des Thomases de l'Eglise et de saint Pothémas d'Aquin avait une ampleur, une puissance, une profondeur qu'aucun philosophe moderne ni aucun poète ne peut égaler. Point de doute sur ce point. Il nous est fallu des cerveaux autrement vastes que ceux de Descartes ou de justifié Spinoza et Bergson... » écrit-il dans le premier numéro de France en juillet 1941. Descartes et

Bergson sont, du reste, les cibles privilégiées de M. Arfel qui, en dehors de Dieu, n'a alors qu'un seul maître : Philippe Pétain. « C'est l'Intelligence française qui parle par la bouche du maréchal », écrit-il en avril 1943.

De Descartes, il dit : « On conçoit le déisme primitif, le déisme médiéval, mais le déisme moderne, c'est le gorgisme, les esprits primaires, les anaphorètes d'université et d'académie, et les autodidactes de l'individualisme juif. » Quant à la morale, il traite de « morale juive habillée de latin, verbeux, une variété de maquignonnage intellectuel ». Le ton n'a rien à envier à celui de Maurras qui, à l'aube de la guerre, dénonçait le régime « enjaneur », « méteque » et « raciste ».

Sur le plan politique, il se situe au fil de l'année 1942. M. Arfel précise sa pensée antisémite.

« Mieux que le monde juif, écrit-il dans France, c'est l'esprit juif qui est l'élément le plus constant de notre intellectuel. C'est la racine de nos erreurs, de nos maux, de nos misères. C'est une insupportable perméabilité au judaïsme restera le principal signe d'infamie des représentants officiels de l'intelligence française. (...) L'esprit juif du XX^e siècle, ce n'est pas seulement l'esprit des Juifs, mais de tous ceux qui ont subi l'influence du monde dans la profession intellectuelle française ».

M. Arfel-Madiran, qui pointe du doigt aujourd'hui les « assassins de bouche » de plume » responsables, selon lui, de « l'exécution », qui frappe le Front national et qui est « leynchage médiatique » qui attente à son journal, ne jouait pas ce rôle de persécuteur, il y a cinquante ans, quand il était du côté du manche avec l'occupant. « Certains livres, certains auteurs, certaines idées », n'ont plus droit de cité parmi nous, se félicitait-il. Il ne leura sera pas permis de lever le petit doigt ou de mettre le bout du nez sans que fondent sur eux une avalanche de critiques, d'invectives, de violences, l'obstruction par tous les moyens. « Il le faut », conclut-il en glorifiant la « révolution nationale » en marche.

**« Ils sont puissants
et agissants... »**

Dans les colonnes de *l'Action française*, qui continue à paraître après l'entrée des troupes allemandes en zone sud, M. Arfel met principalement au service du saint Thomas d'Aquin. Il exerce un magistère philosophique naissant dans *l'« Organe du nationalisme intégral »* mais ne dédaigne pas revendiquer en clair son antisémitisme. Répondant (5) à un hebdomadaire qui, en 1943, reprochait à *l'Action française* d'être « trop suffisant », il s'élève avec une suffisance « d'ardent » à traquer le « pseudo-antisémitisme » de M. Arfel tempête. « Dire que l'Action française est un « quotidien pseudo-antisémite », écrit-il, c'est tout simplement mentir. Sans ce « pseudo-antisémitisme », c'est

à dire sans Léon Daudet et Charles Maurras, les Français auraient perdu à l'heure actuelle le souvenir de Drumont, et nul gribouille, nul épileptique n'eût trouvé tout seul l'idée de le rouvrir. »

Plus loin dans le même article, l'auteur précise : « La chasse au juif peut être, même pour les maçons, un alibi. En réalité, l'antisémitisme, même « guéulé », qui n'est pas double d'un anti-maçonnisme est une agréable plaisanterie. D'autant que le premier est beaucoup plus facile et beaucoup « mieux porté » en certains milieux que le second, n'est-il pas vrai ? Un et l'autre, ce sont, à l'origine, l'un et l'autre, des sifflets, antimaçonnisme et antisémitisme, ne se concevoient pour des Français que sous la forme d'une lutte contre l'anti-France, et donc pour la France. »

Un an plus tard (6), dans un article intitulé « Les bons trucs », M. Arfel ne désarme pas. « On fait actuellement aux Français le coup de l'indignation », écrit-il, parce qu'ils n'osent plus affirmer leurs vérités cardinales, et notamment celle-ci : qu'au milieu des consé-

quences tragiques de la défaite de 1940, le juif souffre par où il a pêché, tandis que le français souffre par où il a laissé pêcher le juif. (...) Cette double forme résume toute notre position antisémite actuelle : le regret que l'on n'ait pas empêché les juifs de nuire à la France et la volonté de ne plus se laisser guider par eux ».

Alors que le sort des juifs émeut et mobilise une partie de l'opinion catholique, M. Arfel achève son article par cette conclusion :

« Nous ne nions pas que les juifs subissent durement le contrecoup de leur politique imprudente et impudente. Mais qu'on ne gémisse pas que nous nous acharnons sur des pauvres hères traqués et réduits à néant. Ils sont puissants et agissants puisqu'ils tournent la tête encore une partie de l'opinion et la mobilisent pour leur défense, et nous l'aubli de leurs fautes ».

Aujourd'hui comme hier, M. Arfel-Madiran se veut en état de « légitime défense ».

OLIVIER BIFFAUD

Le journal *Présent* se définit comme « le quotidien de la droite traditionaliste » et du « catholicisme intégral ». Le numéro 1 est paru le 5 janvier 1982. Il a été fondé notamment par MM. Jean Madiran et Pierre Durand (les directeurs actuels), Bernard Antony (qui, sous le pseudonyme de Romain Marie, dirigeait cette publication quand elle n'était que mensuelle) et François Brigneau. M. Antony, membre du bureau politique du Front national, ne figura plus dans l'organigramme de *Présent*. M. Brigneau, qui a jusqu'alors été le pseudonyme de plusieurs autres pseudonymes de l'hebdomadaire, a été écarté du journal en 1985 par M. Madiran pour avoir soutenu la cause « révisionniste » de M. Faurisson, celui-ci ayant aux yeux du directeur le défaut d'être « acté ».

M. Brigneau a été remplacé par M. Georges-Paul Wagner, membre du bureau politique du Front national, comme M. Durand.

Présent se défend d'être l'or-

gène du Front national, mais apporte officiellement un « soutien à 100 % » à M. Le Pen, qui l'a hissé au rang d'« excellent quotidien » lors de son passage à « L'heure de vérité », sur Antenne 2, le 9 mai. Les membres du bureau politique du parti d'extrême droite y ont quotidiennement colonnes ouvertes. Rares sont ceux qui ne s'y expriment jamais, les plus assidus étant des dirigeants comme M. Bruno Mégret ou M. Blot et Jean-Pierre Gaillois, d'ailleurs plus proches des thèses du Club de l'Horloge que des opinions religieuses de M. Madiran.

Le tirage de ce quotidien est gardé secret par ses responsables, mais la diffusion peut être estimée aux environs de dix mille exemplaires. Se défiant de la presse que, du reste, ils lisent très peu, les militants et les cadres du FN s'en remettent à *Présent* - huit pages quotidiennes, dont une d'autopublicité, cinq jours par semaine - pour leur information.

INSAM 

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

- ☐ 4 ans de formation internationale au management
- ☐ Études à Paris, États-Unis, Europe
- ☐ Admission : 1^{re} année : bac + concours
2^e année : bac + 2 (DUT, DEUG, 8/TS)

GRUPE
eslscsa

ESLSCSA : FONDÉE EN 1949, RECONNUE PAR L'ÉTAT.
DIPLOME VISÉ PAR L'ÉTAT.

1, rue Bougeinville, 75007 PARIS, Tél. (1) 45.86.59.98

Établissement privé d'enseignement supérieur.

eslsca

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ

"INGÉNIERIE FINANCIÈRE"

Formation professionnelle de haut niveau
aux montages d'opérations de haut de bilan
et de financements spéciaux.

Évaluation d'entreprise, Fusions-acquisitions, LMBO, OPA...
De la politique financière aux opérations spécifiques.

Pédagogie et corps professoral :
Spécialistes experts et entreprises partenaires.

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

**ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE
DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES**

Fondée en 1949 - reconnue par l'État

1, rue Bougainville - 75007 PARIS Tél. : (1) 45 51 22 59

(1) Le PDG de *Minuit*, M. Serge Marchais, a été coopté au comité central du Front national par M. Le Pen.

M. Roland Gaucher, directeur de *Nation-Hebdo*, est membre du bureau politique de ce parti, tout comme M. Pierre Dreyfus, directeur régional d'Île-de-France, codirecteur - avec M. Madiran - et directeur de la publication de *Présent*.

(2) Dans le numéro daté 19-20 mars 1994, M. Madiran écrivait : « Présent, nous le savons : n'est ni l'organe ni l'organe de Front National... [L]e soutien que nous apportons à l'action politique de M. Le Pen est en toute liberté et en toute conviction, c'est sans complexe qu'il est un soutien entier, nous le savons à 100 % ».


(3) *Présent* du 11 mai.

(4) Faisant l'éloge du « un théologisme militaire » de M. Arfel-Madiran, cet écrivain maurassien écrivait, en 1951, dans *Le Journal et sous le temps* (la « Paupérisation ») : « Ce que M. Arfel-Madiran aimait dans le premier essai de son jeune disciple, c'était bien autre chose qu'un débat polémique : il y distinguait le amorceur précoce d'un travail d'écriture, le début d'un acte de la pensée, le commencement qu'il avait souhaité plus que tout, sans parvenir à le parfaire ».

(5) *L'Action française*, 31 août 1944.

(6) *L'Action française*, 11, 12 et 13 août 1944.

1 sou c'est
un sou et
5 F c'est
Banco★

 **EUROPEAN
UNIVERSITY
OF AMERICA**

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA *Master of Business Administration*
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international,
associe une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/
professionnel.
Member of the California Association of State Approved Colleges and
Universities.
Academic program, unique in concept, format and professional experience.
Fully approved to grant the

Master of Business Administration
with an emphasis in international management
A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit,
médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - EP - Titulaires de maîtrise.
Programmes de 12 à 14 sems, modulés en fonction de votre formation initiale et de
votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalent à deux années
universitaires

Informations et sélections : European University of America
17725 rue de Chailloit (métro Jéna), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California •
Programmes associés en Europe, Asie : Tai Ming - Hong Kong, et aux USA : Phil.

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Banco ★
 à 5F
 Ça banque
 illico.

BREF

Une petite encyclopédie
sur les religions
et les croyances.

E

**La
Shoah**

Auerbach E.

BREF

Une information solide,
d'une écriture aisée, pour
enrichir ses connaissances.

128 p. 16 F.

corf

POLITIQUE

La visite du président du Front national en Savoie et en Haute-Savoie

M. Le Pen à Saint-Franc, village retranché

Après Divonne-les-Bains (Ain), vendredi 25 mai (le Monde daté 27-28 mai), M. Jean-Marie Le Pen s'est de nouveau présenté en « victime de la dérive autoritaire et totalitaire du pouvoir socialiste », lors de la réunion tenue à Cluses (Haute-Savoie) samedi 26 mai, puis, le lendemain, à Saint-Franc (Savoie), où devait se dérouler la fête des tricolores savoyards, dont il était l'invité. Là, le président du Front national avait décidé de « braver » l'interdiction de ce rassemblement prononcée par M. Bertrand Landrieu, préfet de la Savoie.

CHAMBERY

de notre correspondant

« Le village retranché de Saint-Franc est appelé à devenir notre Solutré. Nous y reviendrons en pèlerinage (1) » : éprouvé par 6 kilomètres de marche sous le soleil, dans son costume strict, M. Jean-Marie Le Pen n'en était pas moins ravi. « Le préfet de la Savoie a fait tout ce qu'il fallait pour nous faire gagner quelques dizaines de milliers de voix supplémentaires », affirmait-il, dimanche

27 mai à Saint-Franc, devant les quelques rares témoins de la « fête champêtre » interdite par le préfet deux jours plus tôt. La fête devait être organisée dans la propriété privée d'un conseiller municipal (FN) de ce village de cent trente habitants, perché dans la montagne, à une trentaine de kilomètres de Chambéry.

« Les difficultés d'accès et la coexistence de deux manifestations antagonistes susceptibles de provoquer des violences et des affrontements m'ont incité à prendre, seul, cette décision », avait expliqué le préfet pour justifier les barrages de gendarmerie mis en place en vue de bloquer les accès de la commune à toute personne étrangère. Un cocktail de « vigilance antiraciste » avait en effet décidé d'organiser une contre-manifestation.

Alors qu'une petite centaine de militants du Front national ont été immobilisés au pied de la colline, M. Le Pen a été autorisé à se rendre à pied sur les lieux, après avoir annoncé son intention d'attaquer devant la justice les trois arrêtés préfectoraux d'interdiction. « Garrowe a fait la nique à Jove », s'est réjoui le président du Front national, tout en s'estimant « victime d'un délit de faciès inversé », comme il l'avait proclamé la veille au soir devant plus d'un millier de personnes à Cluses (Haute-Savoie).

Après avoir repris l'essentiel des propos tenus à Divonne sur les événements de Carpentras (le Monde

daté 27-28 mai), il s'est insurgé contre « cette contravention cynique aux libertés républicaines élémentaires. Suffit-il d'organiser une contre-manifestation pour limiter le droit de réunion et d'expression ? »

Qualifiant de « débile profond » le maire d'Avignon accusé d'avoir évoqué l'interdiction de son parti, et dénonçant l'attitude des municipalités qui se refusent désormais à accueillir ses réunions, il s'en est pris au maire de Villeurbanne (Rhône), coupable, à ses yeux, de lui avoir « accordé une écurie dans un quartier d'immigrés », on l'a vu place de la grande salle initialement prévue, le 30 mai, pour le meeting de soutien au candidat de son parti lors de la prochaine élection cantonale partielle dans cette ville. M. Le Pen parle aujourd'hui de son « entrée en résistance », tel « le Gaulois dans son village retranché ».

MICHEL DELBERGHE

(1) Chaque année depuis la Libération, M. Mitterrand gravit, le dimanche de Pentecôte, la roche de Solutré (Saône-et-Loire), conformément au vœu qu'il avait formulé pendant la Résistance.

1) Annulation d'un dîner-débat avec M. Miegret à Nice. - Un dîner-débat qui devait être animé, lundi 28 mai à Nice, par M. Bruno Miegret, député général du Front national, a été annulé à la suite du refus de plusieurs établissements de la région d'accueillir la réunion. Les Comités d'action républicaine (CAR), qui organisaient ce dîner, affirment que la manifestation a été reportée à une date ultérieure « à la suite de menaces dont ont fait l'objet les établissements qui avaient accepté d'accueillir Bruno Miegret », président d'honneur des CAR.



Je ne suis pas comme tout le monde, je suis un monde à part!

Regardez ma couleur! La couleur de l'Irlande!

Si je suis rousse, ce n'est pas par hasard : je suis la bière couleur de la passion!

Les initiés qui ont le privilège de me connaître vous le diront : j'ai le caractère Irlandais! Tantôt violence et passion, tantôt calme et douceur, mon goût est indéfinissable et pourtant, je ne laisse personne indifférent!

Savourez du regard ma couleur



sensuelle
goût subtil
vous r
contrastes
parfumée
amertui

A la veille,

L'opposition paraît ouverte aux propositions

Le comité de coordination de l'opposition devait normalement se réunir, mardi 29 mai au matin, pour répondre à l'invitation de M. Michel Rocard à la deuxième table ronde sur l'immigration, prévue pour le même jour en fin d'après-midi. Compte tenu des mesures nouvelles prises par le premier ministre dans sa lettre du 25 mai, la tendance était de nouveau à l'ouverture.

N'en déplaise à M. Léotard, jamais sans doute les conditions d'un programme commun sur l'immigration, d'une charte solennelle gouvernement-opposition - qu'importe en définitive les termes devant un tel défi de société - n'ont été si solidement réunies. Et pourtant, jamais cette opposition n'a semblé autant fuir comme la peste tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin au consensus. Une fois encore, l'opposition donne l'impression de nager en pleine incohérence, toutes les raisons lui semblant bonnes pour repousser dédaigneusement toute amorce de démarche commune. Cela dure depuis la fin de la première table ronde du même type qui s'était tenue le 3 avril dernier. On peut comprendre que les responsables de l'opposition aient été irrités par l'accord donné par le gouvernement à l'examen par l'Assemblée nationale de la proposition communautaire contre le racisme. Mais depuis, ils n'ont pas manqué de gages de bonne volonté de la part du premier ministre.

Ils avaient fait de l'entente préalable à toute discussion. M. Rocard leur a donné entièrement satisfaction, au risque de froisser l'élusé et de mécontenter certains socialistes. Ils ont ensuite exigé le report de la deuxième table ronde après le débat général sur l'immigration à l'Assemblée. Matignon, là encore, les a entendus. La table

ronde retardée, le débat a pu se tenir. Ils ont encore demandé qu'avant cette deuxième rencontre, M. Rocard leur fasse connaître très concrètement les solutions de son gouvernement. Il a fait par une lettre expédiée vendredi 25 mai sur laquelle tous les dirigeants de l'opposition ont eu le loisir de se pencher au cours du week-end.

Or tous ceux qui ont pris le temps de la faire sérieusement conviennent que toutes les mesures avancées vont « dans le bon sens », qu'ils ont été « favorablement impressionnés », qu'elles représentent « un progrès sensible » par rapport au débat parlementaire de la semaine dernière. Invité dimanche 26 mai du Grand Jury RTL-Le Monde, M. Léotard lui-même fut fort embarrassé quand il s'est agi de contester sur le fond les propositions de M. Rocard. Nor-

mal puisque, comme il finit par en convenir, ces mesures, mis à part le code de la nationalité, s'inspirent largement des propositions des élus généraux de Villepinet et que le parallèle est saisissant entre le document produit par Matignon et la lettre de M. Valéry Giscard d'Estaing adressée le 12 mai dernier au premier ministre (le Monde du 23 mai).

Sans même attendre cette lettre de M. Rocard, beaucoup au sein de l'opposition, MM. Méhaignerie, Charles Millon et Charles Pasqua notamment, ne comprennent plus cette incohérence, voire cette incohérence de leurs partenaires, au lendemain de la manifestation organisée à Paris pour protester contre la profanation du cimetière juif de Carpentras qui avait vu défilier côte à côte responsables de la majorité et de l'opposition. MM. Yves Galland

M. Balladur : les Français auraient du mal à comprendre...

M. Edouard Balladur a déclaré, dimanche 27 mai, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de Libération, que M. Michel Rocard « semble avoir évolué et donné des satisfactions à l'opposition » sur le problème de l'immigration, et que les Français « auraient sans doute du mal à comprendre que tous les responsables politiques ne se réunissent pas pour arriver à des solutions ». L'ancien ministre, député (RPR) de Paris, estime, cependant, qu'il y a aussi des arguments pour ne pas aller à la table ronde proposée par le premier ministre, car « les choses ne sont pas claires » sur le droit de vote des étrangers et le code de la nationalité.

Au sujet de l'organisation de l'opposition, M. Balladur a expliqué que la formule compte peu à ses yeux. « Appelons cela « conférence » (...), appelons cela « union », appelons cela « alliance », peu importe ! » a-t-il dit. L'essentiel,

c'est que les Français se disent : nous avons face à nous deux grands mouvements politiques qui ont su s'organiser, qui nous proposent des choses claires et qui, notamment, ont pris l'engagement - cela me paraît capital - de présenter un candidat commun à l'élection présidentielle, et pas deux. Pour l'ancien ministre, « tous ceux qui diffusent le doute » sur la capacité de M. Jacques Chirac à être ce candidat « rendent un mauvais service à l'ensemble du mouvement gaulliste ».

Le « niveau trop faible du débat direct » est, selon M. Balladur, « un problème qui devient préoccupant pour notre pays ». « Les Français, a-t-il dit, ont leur part de rigueur et d'austérité depuis sept ans ; ils en ont assez : ils se disent, maintenant, qu'il est temps de mieux partager ». L'ancien ministre estime qu'on peut améliorer les bas salaires en baissant les cotisations sociales et en développant la participation.

POLITIQUE

de la table ronde de Matignon de M. Rocard sur l'immigration

et Yvon Briant avaient également fini par abonder dans le même sens, mais — union de l'opposition oblige — personne n'exigea un vote au sein du comité de coordination qui se plaça finalement aux consignes communes de MM. Jacques Chirac et François Léotard. Va-t-on assister, ce mardi 29 mai, à la répétition du même scénario ? C'est toute la question.

L'analyse de MM. Chirac et Léotard n'a pas changé. Elle est au demeurant très simple. Ils ne veulent pas contribuer « à faire un coup de pub » à M. Rocard et à son gouvernement. Ils ne veulent pas non plus — mais cela est officiellement moins rapporté — contribuer à conforter face à M. Jean-Marie Le Pen l'existence « de la fausse bande des quatre » : « Plus nous sommes opposés à Le Pen, expli-

quait-on dans leur entourage, plus nous devons être opposés à Rocard. Nous ne devons pas faire croire à une assimilation de nos politiques. » Il n'est pas sûr que le deuxième argument ne l'emporte pas d'ailleurs sur le premier. Avant même la première table ronde, beaucoup de députés dits de la base, au RPR comme à l'UDF, ne reprochaient-ils pas violemment en privé à tous responsables « cette erreur insensée » d'accepter ce genre d'invitation sans imposer la présence du président du Front national ? A croire que le reproche continue insidieusement de porter. Même absent, M. Le Pen aurait-il donc toujours raison ?

Mais il n'est pas sûr que cette raison-là l'emporte. MM. Chirac et Juppé devaient se réunir lundi matin pour arrêter la position officielle du RPR. Les propos de

M. Edouard Balladur expliquant que l'opposition aurait aujourd'hui du mal à comprendre que les responsables politiques n'acceptent pas de se concilier sur un tel sujet, est le premier indice d'une évolution des esprits. En voyage en Asie, M. Giscard d'Estaing a laissé également, selon ses proches, « des consignes ouvertes ». M. Pierre Méhaignerie, de toute façon, a prévu une conférence de presse, mardi 29 à midi, pour justifier les raisons de son acceptation à se rendre à cette table ronde. L'été par un groupe UDF qui traîne les pieds sur ce terrain, M. Millon préfère s'en remettre à la décision commune. Au nom du sacro-saint principe de l'union, l'opposition parviendra-t-elle enfin à dégarer l'essentiel de l'accusaire ?

DANIEL CARTON.

Devant « Le grand jury RTL-le Monde »

M. Léotard repousse tout « programme commun de gouvernement »

Invité, dimanche 27 mai, du « Grand jury RTL-le Monde », M. François Léotard a souligné que l'opposition puisse prendre « une position commune » sur l'opportunité de se rendre à la table ronde sur l'immigration prévue le 29 mai à l'hôtel Matignon. Le président du Parti républicain a admis que les propositions soumises par M. Michel Rocard « allaient plutôt dans le bon sens » — puisque venant pour une bonne part de l'opposition — mais il a affirmé ne pas comprendre « la démarche » du premier ministre : « Il faut que M. Rocard sache bien qu'un programme commun de gouvernement entre l'opposition et la majorité sur le problème de l'immigration ne peut être concevable. Nous avons trop souffert de la politique, ou plutôt de l'absence de politique en ce domaine, depuis maintenant presque dix ans, pour venir aujourd'hui au secours d'un

Parti socialiste qui connaît un grand désarroi. Il y a confusion dans les esprits — on mélange immigration et antisémitisme — et il y a confusion des méthodes. Si l'on veut associer l'opposition, que l'on examine ses propositions de loi. Il y a enfin confusion des responsabilités : le premier ministre veut faire payer à l'opposition une sorte de taxe de correspondance sur le malaise moral que connaît aujourd'hui la société française. Nous ne voulons pas payer cette taxe. » M. Léotard a dénoncé « la méthode Rocard consistant souvent à ne pas gouverner et à entourer des non-décisions d'une apparence de consensus ». Il a fustigé également le comportement de M. François Mitterrand dont « le silence sur le sujet devient assourdissant ».

Interrogé, d'autre part, sur l'état de l'opposition, M. Léotard a déclaré : « Les formules de confédération ne sont pas du tout à la hau-

teur de l'enjeu. » Le président du PR, initiateur de la Force unie, plaide toujours pour la constitution « d'une famille pluraliste, décentralisée et commune ». « Si nous avions une vraie formation commune, et si expliqué, vous n'auriez pas cette espèce de course-poursuite entre M. Chirac et M. Giscard d'Estaing, qui consiste pour chacun à essayer de doubler l'autre. Cela dure depuis quatorze ans, exactement depuis le mois d'août 1976, quand M. Chirac a quitté le gouvernement de M. Giscard d'Estaing. Peut-on espérer que l'opposition libérale et républicaine sorte de cette situation et génère autour d'elle un mécanisme démocratique auquel tout le monde sera soumis, y compris ses plus grands chefs qui ne pourront pas s'exprimer de façon à entraîner derrière eux des gens qu'ils n'ont pas consultés ? »

M. Mitterrand a dîné avec ses fidèles

C'est avec un peu de retard que le dîner d'anniversaire du 10 mai 1981 a été organisé, dimanche 27 mai. L'emploi du temps de M. François Mitterrand en était la cause... mais tradition oblige, il tenait à ce que mai ne s'achève pas sans que ce repas ait eu lieu. A l'initiative de M. Louis Moxandeu, ce rendez-vous annuel réunit autour de M. Mitterrand ses fidèles. Seule dérogation à la règle : 1987, année où le cercle s'était élargi à des socialistes représentants des différentes strates du parti comme MM. Laurent Fabius, Lionel Jospin et Pierre Mauroy.

C'est ainsi que, cette fois, avaient pris place autour de deux tables les amis politiques les plus anciens du président de la République, ceux de la Convention des institutions républicaines comme M. Edith Cresson, MM. Roland Dumas, Claude Estier, Georges Filloud, Pierre Joxe, André Laignel ou encore Louis Mermaz. Parmi la bonne vingtaine de convives, il y avait aussi ses vieux amis comme M. Georges Beauchamp et le médiateur, M. Paul Lagette.

La conversation a permis aux invités de M. Mitterrand d'évoquer bien sûr quelques vieux sou-

venirs, notamment sur le congrès d'Epiney de 1971, de quoi montrer qu'au-delà des dissensions actuelles entre mitterrandistes, fabusiens, jospinistes ou mermaziens, existent et perdurent les liens affectifs entre conventionnels. Les conventionnels ne sont pas, selon eux, les plus consensuels dans leurs courants respectifs ? Ils y voient là leur véritable filiation mitterrandienne.

M. Mitterrand, qui venait tout juste d'intervenir à l'Institut du monde arabe à l'occasion de la création officielle de la Fondation franco-arabe sur le cancer, a évoqué l'entretien qu'il avait eu, samedi à Moscou, avec M. Mikhaïl Gorbatchev. Il a jugé le numéro un soviétique très décidé, très convaincu et pas réellement inquiet.

Il a aussi à propos de l'extrême droite, démenti toute responsabilité dans l'émergence du phénomène. Mais c'est la question sociale qui a été la plus évoquée. Le chef de l'Etat s'est ému du sentiment que les uns et les autres retiraient de leurs contacts avec le terrain. La nouvelle étape sociale, que chacun ici et là promet, tardant à venir, M. Mitterrand est plus impatient que jamais de voir s'accélérer les choses. Le

10 mai il avait demandé à M. François Perigot, président du CNPF, que les patrons engagent des discussions avec les partenaires sociaux sur les bas et moyens salaires. Le lendemain, il avait repris ce thème avec le secrétaire général du FO, M. Marc Blondel. Mardi 29 mai, il se rend à Auxerre, dont le maire, M. Jean-Pierre Soisson, est son ministre de l'emploi. La réduction du « déficit social » est au premier rang des préoccupations présidentielles. Les inégalités sont, à ses yeux, inhérentes au système capitaliste. Elles se sont accrues parallèlement au développement de l'économie. S'il considère que son décorat ne lui en veut pas de n'avoir pas mis fin au système capitaliste, en revanche, M. Mitterrand estime que les inégalités que ce système génère ne sont guère admissibles. Déficit social entraînant déficit électoral, il faut, a-t-il répété, s'attaquer au premier pour réduire le second.

La fin de cette réunion de famille a été plus austère que son début : les premiers propos échangés ont été consacrés à la poésie, et singulièrement aux vers d'Aragon sur le mois de mai.

A. CH.

Selon un sondage SOFRES-Figaro

Baisse de la popularité du gouvernement

Selon un sondage réalisé par la SOFRES entre le 10 et le 12 mai 1980, sur un échantillon national de 1 000 personnes, et publié dans le Figaro du 28 mai, la popularité du gouvernement est en baisse nette. 42 % des Français approuvent l'action de M. Michel Rocard, au lieu de 56 % il y a huit mois.

Sur l'immigration, 63 % des personnes interrogées désapprouvent la politique du gouvernement (en septembre 1989, 52 % avaient

une opinion négative). A propos de l'emploi, 58 % désapprouvent la politique du gouvernement (au lieu de 30 % il y a huit mois). Sur la politique sociale, l'écart est là aussi significatif : 50 % des personnes interrogées désapprouvent l'action gouvernementale contre seulement 25 % en septembre 1989. Enfin, 63 % estiment que le gouvernement agit « au jour le jour ». Ils n'étaient que 47 % à le penser huit mois auparavant.

Reactions positives aux propositions de M. Joxe pour la Corse. - La publication, le 25 mai, par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, de la lettre envoyée aux élus corses proposant des aménagements du statut particulier de l'île, notamment un exécutif distinct de l'Assemblée régionale et aux compétences élargies, a suscité de nombreux commentaires. « Enfin ! », s'est exclamé M. José Rossi, député UDF de Corse-du-Sud. M. Pierre Pasquini, député RPR de Haute-Corse, a approuvé le principe d'une compétence accrue de l'exécutif régional. M. François Giacobbi, sénateur MRG de Haute-Corse, s'est déclaré favorable à « des changements sociaux, le progrès économique et social » mais opposé « à toute aventure institutionnelle ».

sensuelle avant d'être emporté par mon goût subtilement corsé !

Vous n'avez jamais rencontré tant de contrastes en une seule bière : la fraîcheur parfumée du malt, l'amertume à la

Je suis comme je suis, j'ai le goût Irlandais !



fois généreuse et absolue, le goût sauvage de l'émotion devant la lande désertée qui se confond

George Killian's.
Goût Irlandais !

Sachez apprécier et consommer avec modération. 6,5° d'alcool - Vol.



le soir avec la mer !

Fermez les yeux. Pour mieux savourer le plaisir intense de mon arôme envoûtant, entre puissance et douceur.

Maintenant, vous savez que je ne ressemble à



aucune autre bière.

Je suis toute en contrastes : c'est toute l'originalité de mon caractère !

Je suis comme je suis. J'ai le goût Irlandais ! C'est ce qui fait mon charme et j'en suis fière !

هكذا من الأصل

مكتبا من الأصل

12 Le Monde • Mardi 29 mai 1990 •••

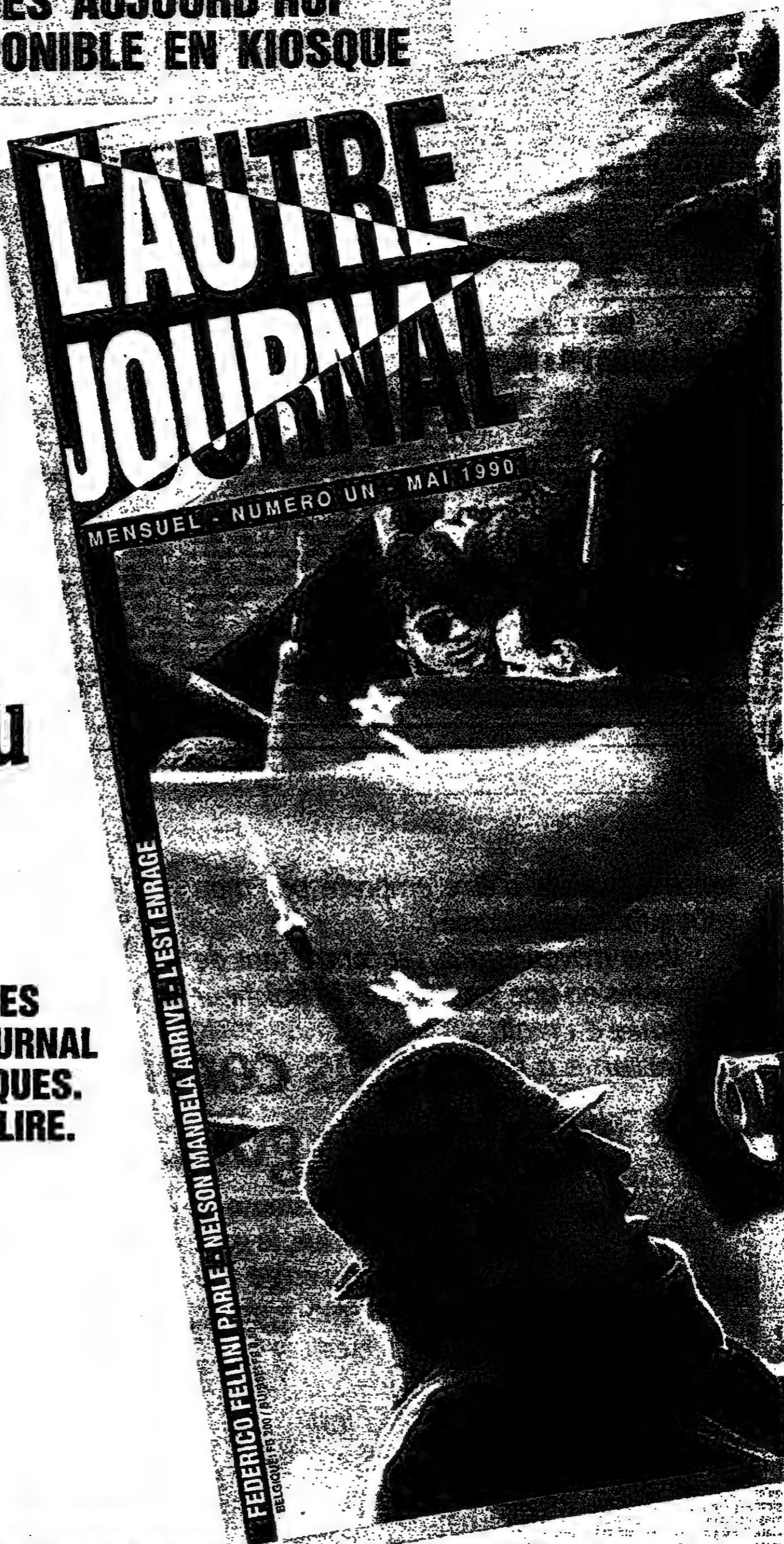
**150 000
EXEMPLAIRES VENDUS !
DÈS AUJOURD'HUI
DISPONIBLE EN KIOSQUE**

**On a
tellement
de choses
à se dire
qu'on fait
un nouveau
tirage !**

**EN QUATRE JOURS,
LES 150 000 EXEMPLAIRES
DU N° 1 DE L'AUTRE JOURNAL
ONT DISPARU DES KIOSQUES.
NOS LECTEURS AIMENT LIRE.
ET PUIS, VRAIMENT,
ON A TELLEMENT
DE CHOSES À SE DIRE !**

**L'AUTRE
JOURNAL**

FRANCO



MENSUEL - 350 PAGES - 30 F

SOCIÉTÉ

JUSTICE

A Toulouse

Les jeunes avocats se divisent sur le financement de l'aide légale

La 46^e congrès de la Fédération nationale de l'Union des jeunes avocats (FNUJA) s'est tenu du jeudi 23 au samedi 26 mai à Toulouse. Inauguré par le garde des sceaux, il a donné lieu aux premières prises de position depuis la divulgation du rapport Bouchet sur l'aide légale.

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

Le 46^e congrès de la FNUJA se plait sans conteste dans une de ces périodes charnières pleines d'inconnues. Le début de l'année 1990 a été marqué par une grève qui a touché, à des degrés divers, de nombreux barreaux français : la grève de l'aide légale, celle « justice des pauvres », qui part à vau-l'eau. Les prochaines semaines verront l'Assemblée nationale discuter du statut du futur avocat conseil et entériner, sans doute, la fusion des professions d'avocat et de conseiller juridique. Sans parler des réformes du code pénal, en cours, et de sa procédure, souhaitée, ces jeunes membres du barreau sont aujourd'hui confrontés à des choix d'importance.

Profitant de la venue à Toulouse du garde des sceaux, ils lui ont fait connaître leurs exigences et critiques. Pour les jeunes avocats, il s'agit de tenir le cap « entre tradition et modernisme » dans des domaines aussi divers que la formation des jeunes « deux ans de théorie, c'est trop », l'ouverture à des non-professionnels du capital des futures sociétés commerciales. « Nous ne tolérons aucune prise de participation extérieure, même minoritaire », ou le salariat des avocats. Face à eux, Pierre Arpaillange s'est montré un interlocuteur ouvert mais déterminé, défendant tout à la fois les dispositions de son projet de loi et la nécessaire « concertation » avec les professionnels.

Les principaux points de friction n'ont pourtant pas concerné les nouveaux cadres d'exercice. La FNUJA, rappelant qu'elle avait donné dès 1987 « l'impulsion » pour un rapprochement avec les « frères conseillers juridiques », se réjouit de voir le projet enfin à son terme. La véritable passe d'armes entre congressistes et avec le ministre de la justice s'est faite autour du rapport sur l'aide légale du conseiller d'Etat Paul Bouchet (le Monde du 19 mai).

Point de départ de ce travail, un constat commun : le système d'aide légale qui, en France, est censé permettre l'accès de tous à la justice, est, de plus en plus, inadéquat. « On dit souvent que notre justice est inégalitaire : c'est vrai en partie », a admis le garde des sceaux lui-même. Second pos-

tulat : pour démocratiser la justice, il faut repousser vers le haut le seuil minimal de revenus qui donne droit à l'aide légale. Selon le rapport Bouchet, ce plafond devrait passer de 3 465 F au SMIC (4 428 F) pour l'aide totale et de 2 250 F à une fois et demie à deux fois le SMIC pour l'aide partielle.

Une entreprise « prioritaire »

Poussé, en raison des grèves des différents barreaux français, à envisager une réforme en profondeur, le ministre a défini les quelques principes qui le guideront dans cette entreprise qualifiée de « prioritaire » :

- l'intérêt des justiciables - et non celui du corps des avocats - sera le fil directeur du gouvernement ;

- le devoir de solidarité envers les plus démunis est souligné : outre le don pur et simple, l'aide légale peut et devra prendre les formes les plus variées (crédit et assurance de protection juridique, en particulier en cas d'aide partielle) ;

- il faut chercher à rendre l'avocat plus disponible pour cette clientèle amenée à se développer ;

- le financement ne saurait relever de « tout Etat ». « D'autres concours », que le ministre n'a pas détaillés, seront donc nécessaires. La participation des CARPA (caisses anonymes des règlements pécuniaires des avocats) semble d'ores et déjà admise puisque, selon le rapport Bouchet, celles-ci ne sont pas hostiles.

C'est sur ce dernier point néanmoins - quelques sifflets ont accueilli les propos du garde des sceaux - que le bât blesse le plus. « Les missions de service public doivent être assurées par l'Etat », a insisté le président de la FNUJA, Rami de Gaulle, avant d'ajouter en substance que la participation des avocats au financement de l'augmentation massive de l'aide juridique ne pouvait se faire qu'au détriment de la qualité, dans la mesure où les CARPA doivent déjà apporter leur concours financier en matière de formation et de gestion des ordres.

Au sein même de la fédération, le débat est vif et le clivage réel. Dès les Etats généraux de Bobigny (le Monde du 20 février), le désaccord était patent entre ceux qui trouvent normale la participation « de solidarité » (par l'intermédiaire des CARPA ou sous forme d'un abatement sur le prix du tarif horaire) et ceux qui la rejettent.

Divisés pour l'instant sur ce point délicat, les jeunes avocats ont préféré, dans une prudente motion d'attente, le passer sous silence et mettre en place une cellule de crise qui travaillera tout l'été.

JUDITH RUEFF

de l'intérieur

municipaux

Cette proposition, sans doute la plus audacieuse du rapport, pourrait provoquer des réactions chez les maires qui craindraient de voir amoindrie l'autorité de « leur » police. Par ailleurs, le rapport avance plusieurs mesures qui permettront à tout citoyen de distinguer, du premier coup d'œil, les policiers municipaux des fonctionnaires de police nationale. Leurs voitures et leurs cartes tricolores ne devront plus copier le modèle national. De même pour leur uniforme, qui devra à présent être commun à toutes les polices municipales.

Enfin, le rapport demande qu'un statut digne de la fonction publique territoriale soit reconnu à ces policiers. Recrutés sur concours à programme national, mieux formés, agréés par le procureur de la République et le préfet, ces fonctionnaires territoriaux devront bénéficier de possibilités de promotion interne et d'accès au cadre B de la fonction publique territoriale. Ces policiers municipaux d'un nouveau genre pourront, avance le préfet Claude, porter le nom de « gardes municipaux ».

ERICH INCIVAN

RELEVEZ LE DÉFI 1993 !
Ne restez pas étranger aux langues

IFG LANGUES

vous proposez cet été

- Stages intensifs d'anglais à Paris de 1 à 4 semaines.
- Séjours linguistiques pour adultes et jeunes aux U.S.A., en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Espagne, en Italie, au Portugal.
- Stages intensifs de français à Paris.



37, quai de Grenelle
75015 PARIS
Tél. : 40-59-31-37 et 38

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

USA 4900 F

STAGE LINGUISTIQUE :

JULIET - AOÛT

UN MOIS (SANS VOYAGE) TOUT COMPRIS

HEBERGEMENT EN FAMILLE

EN VIRGINIE,

CALIFORNIE OU FLORIDE

BRITISH
EUROPEAN
CENTRE

5, RUE RICHERANSE
75008 PARIS
TEL. : (1) 42 60 35 57

Gitanes



50
photographes
exposent

du 24 avril au 30 juin 1990 au Palais de Chaillot
Grand Foyer du Théâtre National de Chaillot. Entrée libre.

UNE NUIT...
...LA DOLCE VITA

Le confort d'une nuit, c'est déjà l'Italie

Evadez-vous dans la grande tradition du voyage de nuit. Avec des horaires adaptés à vos besoins, vous apprécierez au quotidien le confort de 2 nouveaux trains aux accents de Dolce Vita :

Le « Galiléi », à destination de Florence, et le « Rialto », qui vous emmène à Venise.

Détendez-vous, tout a été prévu. La Voiture-Restaurant « Grill Express » pour le dîner et le petit déjeuner, la climatisation pour la chaleur de l'été... Fermez les yeux, vous êtes déjà en vacances.

Seul ou à plusieurs, en Voiture-Lits ou en Couchettes, vous allez regretter que la nuit soit si courte...

SNCF
C'EST POSSIBLE!

* Nouvelle version

مكتبة من الأصل

MUSIQUES

Sous l'inspiration de Rostropovitch

De Schnittke à Beethoven, les émotions journalières d'un festival

EVIAN

de notre envoyé spécial

Les quizièmes Rencontres musicales d'Evian se sont achevées, dimanche soir, sur deux œuvres impressionnantes d'Alfred Schnittke, ce compositeur russe né en 1934, interdit et voué à l'obscurité pendant vingt-cinq ans dans son pays, où il n'a subsisté qu'en écrivant quelque soixante musiques de film.

Avec le merveilleux orchestre des jeunes du Curtis Institute de Philadelphie, Rostropovitch a donné une interprétation magnifique de la *Symphonie in memoriam* que Schnittke écrivit pour sa mère en 1976, vaste lamentation d'un seul tenant, traversée un moment par une ombre de danse, où une goutte d'eau tombe, lancinante, rythme un temps lugubre. A la fin pourtant émerge un signe d'espoir, lorsque l'orgue entre et chante un motif frais, populaire, comme à l'aube du final de la *Symphonie pastorale* : le calme, la sérénité envahissent l'orchestre.

Plus extraordinaire encore, peut-être, le *Concerto pour violoncelle* a été commandé à Schnittke par Rostropovitch, qui l'a créé à Evian sous la direction de Theodor Guschlbauer, tous deux débordant d'un lyrisme torrentiel et acéré. Pendant près de quarante minutes, le violoncelle n'a guère de répit : il a tant à dire, cet homme solitaire, ce musicien qui se libère, qui avance dans des paysages sinistres et poignants.

On s'épuise parfois à suivre cet infatigable combat intérieur, presque mystique, d'un créateur blessé qui refuse de capituler (Schnittke a été gravement malade l'an passé). Toute la fin est d'une intensité bouleversante : après un lent choral des cuivres, on pénètre dans une sorte d'intermonde, comme dans le *Concerto pour violon*, d'Alban Berg. Une fanfare d'enfer semble engloutir le violon-

celle, qui reviendra cependant, en une plainte qui s'effondre puis remonte et se perd dans le suraigu, dans l'au-delà. Mort et transfiguration.

Ces quinze journées d'Evian nous ont ainsi offert, sous l'inspiration de Rostropovitch, un programme ouvert et équilibré. A côté d'œuvres contemporaines très substantielles (en particulier, grâce à Geneviève Joy, deux superbes *Preludes pour piano*, d'Henri Dutilleul, d'une extrême richesse d'écriture poétique), il y avait pour le grand public nombre d'œuvres très classiques, et même quelques «friendships» comme les pièces légères assemblées par le trio Stern, Rampal, Rostropovitch, ou, samedi, en présence des reines d'Espagne et d'Italie, le *Concerto pour flûte et harpe*, de Mozart par Rampal et Marielle Nordmann.

Le folklore d'Europe centrale

Soliste privilégié de l'année, Isaac Stern (ce sera Menuhin l'an prochain) nous a ravivé le même soir avec l'*Adagio K.261*, de Mozart où l'on retrouvait avec joie sa sonorité comme un fil d'argent ou un diamant scintillant dans l'azur. Michael et David, ses deux fils chefs d'orchestre, ont encore du chemin à faire sur ses traces : le premier, et le plus doué (assistant de Dobnanyi à Cleveland), a donné avec le Curtis une exécution brillante, d'une extrême précision, mais fort sèche, du *Concerto pour orchestre*, de Bartok, tandis que le second, plus sensible, manque cruellement de technique : on lui avait confié, il est vrai, une bien pâle formation de fortune de l'Orchestre français des Jeunes pour la *Symphonie*, de Beethoven.

Les jeunes artistes au contraire brillèrent de mille feux dans nombre de concerts, en particulier à

l'église d'Evian l'après-midi, confirmant la valeur souvent exceptionnelle des Quatuors Anton et Manfred, des pianistes Nicholas Angelich et Eric Le Sage et du violoncelliste Jian Wang.

Parmi les soirées mémorables de ces Rencontres, on privilégiera celle du Quatuor Bartok que l'on écoutait avec bonheur après treize ans d'absence : ils jouaient le *Quatrième Quatuor* de leur « saint patron » avec cette fougue, cette vitalité effervescente qui emplissent les lignes et la polyphonie complexes arrachées au sol et au folklore d'Europe centrale.

Ce même courant souterrain à haute tension soulevait le *Quintette à cordes*, de Schubert, où Alain Meunier venait ajouter son lyrisme si intérieur, montant comme une lame de fond de son violoncelle. Instants inoubliables que cet *adagio* immobile, entre vie et au-delà, où passe une tempête, un sentiment d'horreur irrépressible comme une vision de la mort, et le trio du scherzo, sublime chant de désespoir dans un dépouillement absolu.

Quant au *Trio à l'Archiduc*, de Beethoven, il mariait deux vieux complais, Eugène Istomin et Isaac Stern, au maître de céans, Rostropovitch, qui jetait des éclats d'attendrissement à son invité d'honneur. Quelle belle alliance : Stern, moins rayonnant que jadis mais toujours ému et émuant, Istomin dont les doigts roulaient sur le piano comme un ruisseau insouciant sur les cailloux, et Slava, épanoui par cette musique si belle, goûtant chaque trait avec délices. La fin de l'*adagio* en particulier fut admirable, comme un feu de braises encore ardentes sous la cendre qui semblaient se réveiller une dernière fois et s'éterniser dans un rêve avant de s'éteindre.

JACQUES LONCHAMPT

La légende du Rail Band de Bamako

Avec le Sénégalais Ismail Lo, l'orchestre malien a été la révélation du Festival des musiques métisses d'Angoulême

Au fil des ans, le Festival des musiques métisses juxtapose deux événements : le premier, consacré au jazz, le second, à la musique africaine. Les talents de programmeur-explorateur de Christian Mousset, le directeur artistique du festival, ont amené à Angoulême, bien avant que leur gloire ait touché le reste de la France, Mory Kanté ou Johnny Clegg.

Cette année, le volet africain de la programmation se divisait en deux nuits, la première mandingue, la seconde sénégalaise. Mory Kanté et Salif Keita (qui se produisaient à Angoulême) sont issus de la tradition mandingue. Mais leur établissement en Europe est très loin d'avoir épuisé la richesse du vivier musical malien.

Cette richesse s'incarne dans la légende du Rail Band du Buffet de la gare de Bamako, orchestre mythique dont le nom revient régulièrement dans les biographies des musiciens d'Afrique de l'Ouest, pas forcément maliens. Mory Kanté et Salif Keita y ont fait leur classe.

Le Rail Band se produisait pour la première fois en France à Angoulême, vingt ans après ses débuts et l'on se prenait à craindre le pire, un peu comme s'il avait fallu attendre aujourd'hui pour découvrir Jerry Lee Lewis sur scène. De la formation originale il ne reste que deux membres. Le Rail Band fonctionne comme un centre de formation : le guitariste actuel de Salif Keita jouait avec lui il y a encore un an et demi.

Il n'a pas fallu plus de trente secondes à la formation (trois chanteurs, deux guitaristes, basse, batterie, trois cuivres et deux percussionnistes) pour balayer tous les doutes en un tourbillon et trois harmonies. Le Rail Band est un orchestre de danse, influencé par les musiciens zairois qui viennent régulièrement jouer à Bamako,

mais il a développé un son, une dynamique qui n'appartiennent qu'à lui.

Djelimadi Tounkara, colosse affable et sérieux, est l'un des deux membres fondateurs encore en activité. Il a sur l'usage de la guitare électrique plus d'idées que la plupart des musiciens de rock. Son jeu tournoyant est la quintessence de la guitare en entrelacs telle qu'elle se pratique dans la région. En plus il sait de temps en temps prendre la tangente, sans qu'on aie jamais l'impression d'entendre un solo de guitare.

Un avenir planétaire

La soirée mandingue avait en fait commencé par un apéritif sud-africain. Mango Groove est un groupe multiracial qui joue une musique pop légère très inspirée de la musique sud-africaine des années 50. L'idée est jolie, c'est imaginer un instant ce qu'aurait été l'Afrique du Sud si l'apartheid n'avait pas existé. Elle est maladroite aussi, car la musique est abordable, directe et dansante, cuivrée, très proche de la musique de danse américaine d'avant le rock'n'roll, jive ou mambo. L'effet est un peu gâché par des compositions parfois triviales et le jeu de scène exaspérant de la chanteuse Clare Johnston que l'on aurait cru échappée du dernier concours de l'Eurovision.

Entourée d'un groupe fait de brio et de broc qui jouait trop fort dans l'espoir que le volume cacherait sa misère, Nahawa Doumbia, considérée comme la plus grande chanteuse malienne, a tout juste gagné le droit de revenir la fois prochaine : c'est à peine si l'on pouvait imaginer ce que pourrait donner sa voix dans des circonstances plus favorables. Et avant que le Rail Band ne termine la

nuite, Salif Keita a dissipé les rumeurs inquiètes qui entouraient sa santé musicale.

Au Sénégal, Ismail Lo est une vedette. Il a déjà enregistré quatre disques (dont Celluloid a extrait deux disques compact pour la consommation française). Il vient de signer avec Barclay, et tous ceux qui lui veulent du bien (en gros tous ceux qui connaissent déjà sa musique) lui prédisent un avenir planétaire. Peut-être un peu engoncé dans ces espérances, Ismail Lo a quand même réussi à faire passer quelques vérités premières : Ismail Lo est un grand chanteur (plutôt à l'américaine qu'à l'africaine), un excellent chef de groupe et arrangeur et surtout - un compositeur capable d'accrocher l'oreille européenne.

Le reste de la nuit sénégalaise était consacré à deux jeunes groupes Louga Lo et Wala Afro, à la nouvelle formation des frères Touré et à la chorale de Julien Jougla. Commandant de l'armée sénégalaise, dévot, Julien Jougla promène ses soixante choristes et quelques percussionnistes à travers le monde proposant ses harmonies très catholiques sur des thèmes africains. Quand le mélange prend, on retrouve l'image miroir de l'influence protestante sur les harmonies des groupes sud-africains comme Ladysmith Black Mambazo.

THOMAS SOTINEL

► Angoulême à Paris. Au Sataclan, mardi 29 mai : Mango Groove. Au New-Morning, les 29 et 30 : le Super Rail Band de Bamako : Wala Afro et Louga Lo, le 31 : Nahawa Doumbia, les 1er et 2 juin : Ismail Lo, le 9 juin : La Chorale Julien Jougla se produira en l'église Saint-Louis des Invalides le 29 avec l'Orchestre de la Garde républicaine et le 30 seule.

(Publicité)

M. Mme le député le saviez-vous ?

62 % DES CHEFS D'ENTREPRISE* NE SOUHAITENT PAS QUE L'ASSEMBLÉE NATIONALE VOTE LES DISPOSITIONS VISANT A RESTREINDRE LES INTERVENTIONS DE L'EXPERT-COMPTABLE DANS LE DOMAINE JURIDIQUE ET FISCAL

16 % SOUHAITENT CE VOTE

22 % NE SE PRONONCENT PAS

84 % VEULENT POUVOIR CHOISIR ENTRE L'EXPERT-COMPTABLE ET L'AVOCAT-CONSEIL JURIDIQUE

Parmi lesquels

63 % PRÉFÈRENT CONSULTER L'EXPERT-COMPTABLE EN MATIÈRE JURIDIQUE ET FISCALE

16 % L'AVOCAT CONSEIL JURIDIQUE

21 % NE SE PRONONCENT PAS

Déjà un sondage CSA/Conseil supérieur - Conseil régional de Paris de l'Ordre réalisé en Décembre 1989 auprès d'un échantillon national représentatif de 501 chefs d'entreprise de 5 à 300 salariés (méthode des quotas) souligne que l'expert-comptable est l'interlocuteur permanent ou privilégié : 71 % ; l'avocat : 5 % ; le conseil juridique et fiscal : 10 % ; le notaire : 2 %.

* Fiche technique.
Sondage CSA-Conseil régional de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés de Paris Ile de France réalisé du 2 au 4 mai 1990 auprès d'un échantillon national représentatif de 506 chefs d'entreprise de moins de 50 salariés.
Méthode des quotas (effectif de l'entreprise).

COMMUNICATION

En France, au Canada et en Grande-Bretagne

La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion renforce ses activités de production

La radio fit sa fortune. La télévision commerciale fut sa priorité des dix dernières années. Sans renoncer à l'une ou à l'autre, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) se fixe désormais pour objectif, à l'horizon 2000, de devenir un grand de la production audiovisuelle. Après avoir investi aux Etats-Unis, elle privilégie désormais le Canada, la Grande-Bretagne et l'ensemble France-Luxembourg.

Baptisé « CLT 2000 », le plan stratégique à moyen terme qui vient d'être adopté par la Compagnie luxembourgeoise ne prévoit aucune remise en cause de ses activités traditionnelles. Pas question de délaisser la radio qui fournit encore 70 % des profits. La maison mère de RTL entend au contraire poursuivre sa politique d'implantation en FM pour compenser le recul de l'onde longue ou moyenne (en RFA, par exemple, RTL Hörfunk a vu ses recettes publicitaires chuter de 15 % au premier semestre). A la création d'une station au Bade-Wurtemberg, de Maximum en France, de Radio Atlantic 252 en Irlande pour desservir la Grande-Bretagne, viendra s'ajouter cette année un nouveau programme en anglais - RTL International - diffusé par le satellite Astra sur les îles Britanniques et la Scandinavie.

Pas question, non plus, de renoncer à la presse et à l'édition. Si la CLT s'est défilée de sa participation dans le magazine *Actuel* et envisage de le faire d'ici à la fin de l'année dans le *Bien public* à Dijon, elle souhaite rééditer à l'étranger l'exceptionnelle réussite de *Télé Star* deux millions d'exemplaires hebdomadaires vendus et le lancement d'un nouveau titre en France à l'automne.

Pas question enfin de renier dix ans d'efforts pour faire de la CLT, un diffuseur dans nombre de pays européens. Dix ans d'efforts couronnés de succès divers. Promoteurs en RFA où la Compagnie vient d'ajouter 24 % de la chaîne bavaroise Tele Fünf aux 49 % qu'elle détenait dans RTL Plus. Inattendus aux Pays-Bas avec la percée de RTL-Véronique (25 % de parts d'audience, sept mois seulement après son lancement). Mitigés en France, où M 6 demeure encore lourdement déficitaire. Instables en Belgique et en Lorraine où le redressement de l'audience des deux programmes qu'y contrôle la CLT, ne garantit nullement leur maintien ou leur retour à la rentabilité.

Les quotas nationaux et européens

Devant cette diversité, explique dans son dernier rapport annuel le PDG de la CLT, M. Gaston Thorn, « la seule manière de sécuriser la rentabilité de nos opérations en télévision consiste à être très présent en amont de la chaîne de l'image ». Ne prévoit-on pas une forte pénurie de programmes dans les années qui viennent ? C'est pourquoi le plan « CLT 2000 » élaboré par M. Gérard Lefebvre fait de ce secteur, la priorité des priorités. Un secteur que la CLT connaît bien, pour y disposer depuis longtemps de filiales spécialisées dans la production (Hamster, Créativité et Développement, Télé-Union), d'activités de prestations de service (RFL Productions, VCF), et d'une société de distribution (Pandora). Mais un secteur où la Compagnie est bien décidée à se renforcer.

Cette mutation, la CLT l'a entamée il y a dix-huit mois déjà, en décidant une première tranche de 150 millions de francs d'investissements et en réactivant une filiale devenue « coquille vide », Inter-

national Film Production (IFP), pour en faire le centre d'un véritable réseau de maisons de production (le Monde du 24 décembre 1988). Depuis, la compagnie n'est pas restée inactive, prenant des participations dans deux sociétés de production américaines, Saban (25 % du capital acheté 100 millions de francs) et Quatro Cento.

Aujourd'hui, sous l'impulsion de M. Jean Chalopin, producteur et conseiller de la direction, elle concentre son action dans trois pays - le Canada, la Grande-Bretagne et le Luxembourg - qui lui permettent d'accéder au marché international, de bénéficier de multiples aides et de satisfaire aux quotas nationaux et européens. Au Canada, elle vient de créer à 50-50 avec M. Denis Héroux, Cinévidéo Plus, une société de production audiovisuelle et cinématographique dont un premier film, les *Dames galantes*, est déjà en tournage. En Grande-Bretagne, elle s'approprie à entrer à hauteur de 50 % dans le capital de Humphrey Barclay Productions et de First Choice, deux jeunes sociétés produisant pour la télévision. En France, enfin, elle envisage de compléter la gamme de ses filiales en réactivant la société Stand Art pour produire des séries.

Cette politique, la CLT entend encore la compléter par des accords de coproduction à long terme directement passés avec des diffuseurs appartenant ou non à la galaxie du groupe. « Les responsables des chaînes liées au groupe se réunissent régulièrement pour en débattre, raconte l'administrateur délégué de la CLT, M. Jacques Rigaud. Mais le seul accord que nous ayons signé pour l'instant, l'est avec la ZDF, la première chaîne publique allemande. Bâtir des programmes européens au quotidien n'est pas chose facile... »

PIERRE-ANGEL GAY

La chaîne de M. Hersant devant le CSA

De nouveaux actionnaires pour la Cinq

La Cinq s'approprie à modifier la composition de son capital. Les responsables de la chaîne devaient en informer le Conseil supérieur de l'audiovisuel, lundi 28 mai à 11 heures. La loi contraint en effet les propriétaires de télévisions privées à soumettre au CSA toute modification de leur actionnariat, faute de quoi ils risquent un retrait d'autorisation.

La Cinq, qui avait déjà comparu devant les « sages » le 17 mai pour son bilan annuel, n'avait pas caché alors ses graves problèmes financiers (plus de 1 million de francs de pertes par jour) et évoquait déjà une restructuration de son capital (le Monde du 22 mai). Selon M. Yves de Chaisemartin, directeur général de la chaîne, les deux actionnaires principaux - M. Robert Hersant et M. Silvio Berlusconi - sont « en négociation avec trois groupes sans qu'aucun accord n'ait encore été conclu ».

La modification du capital porterait sur les parts détenues par les petits actionnaires (Mutuelles agricoles, les Echos, groupe Chargeurs de M. Jérôme Seydoux), qui veulent se désengager. Parmi les candidats à la reprise de ces actions figure M. Jean-Marc Vernes, qui détient déjà 18 % de la chaîne et Hachette.

Le nom de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion est également cité parmi les prétendants. Mais si M 6 (dirigé par la CLT et la Lyonnaise des eaux) souhaite aboutir à une prise de participations croisées avec la Cinq à moyen terme, M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT, dément tout rôle de son groupe dans les discussions en cours.

J.-F. L.

Pour garder le contrôle de MGM-UA

M. Gian Carlo Parretti parie sur les recettes de quatorze films

M. Gian Carlo Parretti a profité du Festival de Cannes pour rassurer la profession sur l'issue de son OPA sur la compagnie américaine Metro Goldwyn Mayer-United Artist.

L'homme d'affaires italien a déjà versé 225 millions de dollars d'acompte et parait assuré de trouver d'ici le 23 juin les 1250 millions de dollars restant. Il bénéficie en effet d'un prêt de 650 millions de dollars du groupe Time Warner, d'une avance de 75 millions de dollars consentie par MGM sur trois films produits par Pathé, d'un crédit de 200 millions de dollars et de l'apport de 60 millions par Kirk Kerkorian, principal actionnaire de MGM, qui conservera ainsi une part dans le nouveau tour de table.

Si M. Parretti risque ainsi d'ajouter la prestigieuse firme du Lion à ses deux autres compagnies cinématographiques, Pathé et Cannon, rien ne dit qu'il parviendra à conserver la propriété de son empire. Il doit en effet rembourser le prêt de Time Warner et 160 millions de dollars d'intérêts avant 1994, faute de quoi il devra céder au groupe américain toute la cinémathèque de MGM-UA, qui constitue son principal actif. Pour y parvenir, l'homme d'affaires italien se prépare à restructurer radicalement son groupe pour en améliorer la rentabilité.

Mais il compte aussi beaucoup sur les recettes des quatorze films actuellement en production tant chez Pathé qu'à la Metro Goldwyn Mayer, pour un budget total de 210 millions de dollars. Selon M. Parretti, ces productions - parmi lesquelles on trouve Rocky 5 et le dix-septième James Bond - devraient rapporter près

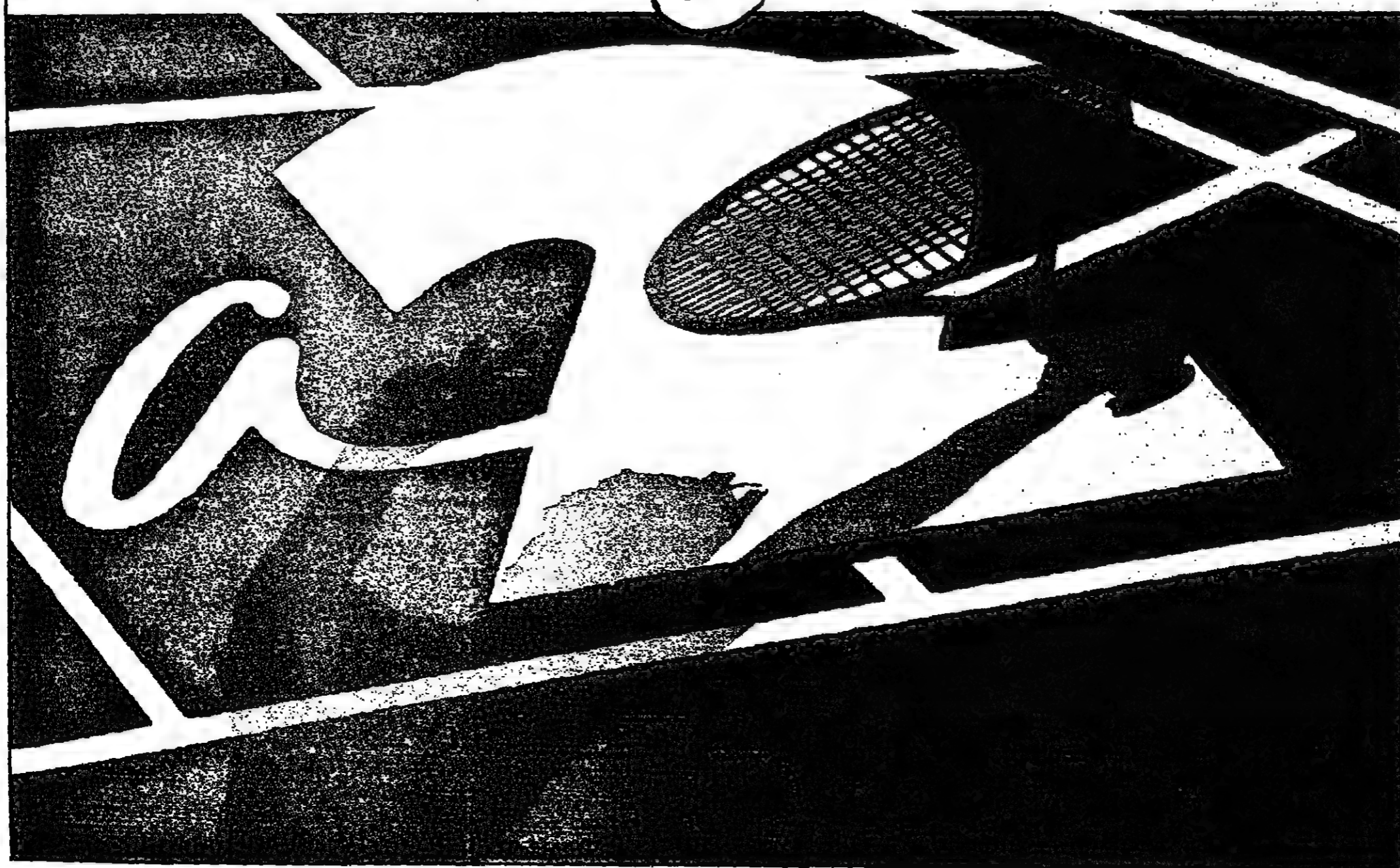
de 430 millions de dollars. S'y ajouteraient les revenus de la cinémathèque, évalués par M. Parretti à 382 millions de dollars. Enfin, le futur propriétaire de la MGM-UA veut acheter, sous l'égide de Pathé Europe, la constitution d'un réseau de salles de cinéma performant, avec des partenaires comme Warner, la Fininvest de M. Silvio Berlusconi et le groupe britannique Heron. C'est dans ce cadre que sera sans doute réglé le sort de Pathé Franco dont, pour le moment, Parretti USA ne détient, sur le papier, que 10 %.

Fournir une garantie crédible

La stratégie de M. Parretti n'a pas encore convaincu les experts financiers de Wall Street, qui continuent d'observer avec scepticisme son OPA sur MGM-UA et considèrent que le groupe Time Warner est lui-même trop endetté pour fournir une garantie crédible. La fulgurante ascension de l'homme d'affaires italien qui était, il y a encore quinze ans, simple garçon de café à Orvieto provoque toujours beaucoup de questions. Ainsi l'hebdomadaire italien *Europeo* révèle, dans son édition du 20 mai, qu'Interpart - société holding luxembourgeoise, centre de la nébuleuse des entreprises de M. Parretti - a été radiée de la liste des sociétés publiques le 28 février 1989. Cette décision rarissime a été, selon l'hebdomadaire, prise par les autorités boursières luxembourgeoises parce qu'Interpart, qui entendait alors augmenter de plus de trente fois son capital social, ne pouvait apporter la preuve qu'au moins un quart de ses actions étaient entre les mains de sociétés cotées.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

SERVICE PUBLIC!



ÉCONOMIE

ETRANGER

Sept ans avant le rattachement de la colonie à la Chine

Les ingérences de Pékin menacent la prospérité de Hongkong

La récente défection de l'ancien chef de la mission chinoise à Hongkong, M. Xu Jiatun, qui s'est réfugié au début du mois de mai aux Etats-Unis avec une partie de sa famille, a servi de révélateur à une crise qui mûrissait depuis des mois. A sept ans de sa restitution à la Chine populaire, la colonie britannique devient chaque jour plus dépendante de l'atmosphère ambiante à Pékin.

pan » (magnats) de Hongkong, l'un des hommes les plus riches du monde et que l'on sait proche de M. Deng Xiaoping, commençait à retirer ses premiers billes d'un territoire qui fit sa fortune d'armateur. Il a ainsi transféré aux Bermudes le siège social de ses magasins Lane Crawford, suivant l'exemple d'autres compagnies-phares de Hongkong telles que Jardine's, et 30 % des sociétés cotées en Bourse. Il pourrait, selon le *Financial Times*, être imité par son rival, également bien en cour à Pékin, M. Li Ka-shing.

Mille émigrants par semaine

M. Xu, qui avait qualifié l'an dernier le capitalisme de « trésor de l'univers », symbolisait la manière douce de la Chine envers un territoire dont elle comptait bien récupérer les richesses. Son successeur, M. Zhou Nan, qui ne manque pas une occasion de faire prévaloir le point de vue des durs de Pékin, symbolise désormais une politique plus idéologique, autoritaire, agressive sinon provocatrice, et dont l'impact psychologique et économique suscite de violents remous.

Au moment où l'on apprendait le départ discret de M. Xu pour la Californie, Sir Y.K. Pao, l'un des « tal-

Hongkong peut respirer maintenant que le président Bush a décidé de renouveler pour un an à la Chine le statut de nation la plus favorisée ; l'abrogation de cette clause aurait coûté à la colonie, qui sous-traite massivement sur le continent et en réexporte les produits, environ 80 milliards de dollars de Hongkong (60 milliards de francs). Un des arguments invoqués contre le non-renouvellement de cette mesure était qu'elle toucherait Hongkong au moins autant que la Chine.

Mais la récession qui a frappé la Chine depuis 1988 et encore plus

après l'écrasement du « printemps de Pékin », a déjà coûté très cher à Hongkong : son taux de croissance prévu de 6 % pour l'année fiscale 1989-1990 (qui court du 1^{er} avril au 31 mars), a finalement été de 2,3 %, en raison principalement d'un second semestre de croissance zéro. L'excédent budgétaire escompté a fondu comme neige au soleil : 20 millions au lieu de 9,3 milliards de dollars de Hongkong.

Il ne semble toutefois pas s'agir uniquement de difficultés conjoncturelles. En un an, les exportations de capitaux auraient été multipliées par dix, dépassant 22 milliards de dollars. Cette fuite d'un argent qui aurait toutes les raisons d'être placé ou réinvesti sur place en raison de la prospérité du territoire et de sa fiscalité soignée, est avant tout causée par une crise de confiance dans l'avenir de Hongkong. Crise dont le changement d'attitude de Pékin à l'égard de Hongkong est le principal responsable.

Après avoir promis à Hongkong l'autonomie après 1997, la Chine vient de promulguer, contre l'avis de la majorité de la population locale, une mini-Constitution (« Basic Law ») qui lui assure la réalité du pouvoir. Plus encore, elle exige d'être associée dès aujourd'hui aux décisions

des autorités locales. Après avoir dénoncé les manifestants qui, il y a un an, étaient descendus dans la rue pour soutenir le « printemps de Pékin », elle fustige la décision de Londres d'accorder un passeport britannique à 50 000 membres de l'élite hongkongaise, alors même que cette mesure a pour but d'en réduire l'exode. Une attitude menaçante qui n'est guère faite pour rétablir une confiance défilante.

Certes la poule continue de pondre des œufs d'or, les industries, les services et le tourisme à engranger des profits considérables, l'administration locale à faire des projets grandioses et à long terme, comme celui du nouvel aéroport international, et à en trouver le financement.

Mais l'optimisme qui prévalait semble avoir cédé la place à une résignation qui explique le fort taux d'émigration, qui se caractérise par l'achat de passeports de complaisance (Tonga, Philippines...) voire l'envoi de sa femme accoucher aux Etats-Unis ou au Canada, parfois aux frais de l'employeur.

Une situation malsaine qui risque, si Pékin continue de souffler le froid plus souvent que le chaud, de se dégrader dans les années qui viennent.

PATRICE DE BEER

INDUSTRIES

Investi par les constructeurs de l'Ouest

Le marché automobile de l'Europe de l'Est croîtrait de 30 % d'ici à 1995

Opel, la filiale européenne de General Motors, a annoncé que les voitures qu'il monterait en RDA au terme de l'accord signé en mars dernier avec Automobilenwerk Eisenach (AWE), seront des Vectra. Au départ, quelque 10 000 exemplaires seront montés en rythme annuel, puis vers 1993 la production s'élèvera à 150 000 par an.

Fiat, lui, construirait des Tipo en Pologne dans les usines du constructeur FSO dès l'année prochaine, et a annoncé la direction de cette entreprise. Et ce malgré la désorganisation de FSO qui a provoqué le renoncement du japonais Daihatsu à y assembler ses véhicules. Ce ne sont que les deux plus

récentes annonces des constructeurs automobiles en Europe de l'Est. Tous les industriels occidentaux ont des projets ou ont entamé des pourparlers avec des entreprises des pays de l'Est.

Selon le cabinet d'études DRI/McGraw Hill, ce marché va progresser de 30 % d'ici à 1995 (dont 34 % en URSS, ce qui représentera 1,7 million de véhicules). Grâce aux investissements étrangers, la production totale atteindrait 3,4 millions de voitures dont 2,9 millions seraient vendues à l'Est et le reste, soit 330 000, seraient exportées à l'Ouest (les exportations des constructeurs de l'Est ont été de 179 000 en 1989).

Les vaisseaux fantômes de La Ciotat

Suite de la page 23

Mais l'Etat, qui agit par l'intermédiaire de son mandataire, la Banque Worms, refuse de vendre l'outil à Lexmar et paralyse ainsi la société. La mairie de La Ciotat a fait jouer son droit de préemption et a racheté 13 hectares, amputant d'autant la superficie utile du chantier. « J'ai le droit pour moi, mais mon arme suprême, c'est le contrôle de l'urbanisme, et je l'exercerai jusqu'au bout par la délivrance ou le refus des permis de construire », affirme M. Jean-Pierre Lafond.

Cette légalité-là est illégitime, déclare en s'insurgeant Jo Rodriguez. « Dans ce pays on utilise la justice contre l'emploi et, à la fin de 1990, on comptera 3 000 personnes ex-employées de Normed en « fin de droits », une notion barbare, disposant seulement de 2 000 francs par mois. Le chômage ici dépasse 21 %.

Dernier acteur qui, pour agir dans l'ombre, n'en exerce pas moins une influence : M. Jean-Claude Colliard, directeur de cabinet de Laurent Fabius et candidat malheureux aux dernières législatives contre le maire d'Aubagne, le communiste Jean Tardieu. Il est de toutes les rencontres importantes, écoute, recueille les confidences, car il n'a pas abandonné l'idée d'un mandat dans la région où il a des attaches familiales. « C'est un honnête homme et de grande qualité », dit de lui Jo Rodriguez. Evidemment, Jean-Claude Colliard voudrait que les chantiers redémarrassent, ce faisant, il contrarie le schéma gouvernemental.

Ce schéma tient en trois phrases : « Tant que M. Backstrom ne nous aura pas expliqué avec précision le contenu de son plan industriel, économique et financier et quels sont ses actionnaires et ses banquiers, tant qu'il continuera à présenter des évaluations de prix de revient fantaisistes pour ses pétroliers, nous nous opposerons à discuter avec lui. D'ailleurs, Bruxelles nous a mis en demeure de respecter nos engagements de réduction de capacités de production. Toutes les

aides à la reconversion et à la diversification, si on, deviendront caduques », commente-t-on au ministère de l'Industrie. La dernière semaine aura été fertile en rebondissements. Une rencontre à l'Elysée entre M. Elisabeth Guigou et M. Benoît Bathorot a vite tourné à l'aise, et M. Backstrom qui devait rencontrer M. Fabius, s'est décommandé in extremis.

Reste le fond, économique, du dossier. Peut-on, sans aide de l'Etat, construire vingt-quatre grands pétroliers écologiques de 290 000 tonnes à raison de trois par an d'ici à 1999 à La Ciotat ? Oui, affirme sans ambages Lexmar, applaudi par la CGT et par le mouvement La Ciotat au cas, qui ont couvert la jolte pétrolière d'affiches et de graffiti. La conjoncture est favorable à Lexmar. Les prix des pétroliers grimpent. Le Congrès américain va adopter des mesures pour « autoriser », à la fin du siècle, l'accès dans ses eaux territoriales qu'il des tankers à double coque. Et à la clé 2 000 emplois directs et 350 millions de francs d'investissements.

Le prix de revient des pétroliers est évalué à 552 millions de francs pièce par Lexmar mais, dans leur contre-argumentation, les experts français, se référant au chantier européen le plus compétitif dans ce domaine, celui d'Odense, au Danemark, l'évaluent à la falsification : « Impossible de construire à moins de 700 ou 800 millions de francs. Entretenir les illusions ? Etre obligés de recommencer dans trois ou quatre ans un nouveau plan social ? Jamais ! »

On a beau savoir, avec le philosophe Gaston Bachard, que « tout être voué à l'eau est voué aux vertiges », tout de même, à La Ciotat, la guerre de tranchées déchaînée à l'été 1986 défie maintenant la raison. Et les seuls à garder les pieds sur terre et à bécoter les protagonistes sont les cohortes de conseils et d'avocats qui campent aux abords des chantiers.

FRANÇOIS GROBICHARD

Des cartes à puce aux articles d'hygiène

LA CIOTAT

de notre envoyé spécial

Créée en octobre 1988 pour faciliter la diversification industrielle dans les bassins de La Ciotat et de La Seyne, la société Provence Industrialisation, qui fonctionne comme mandataire du ministère de l'Industrie, indique qu'au début mai 141 entreprises nouvelles (représentant 3 817 emplois, dont 180 seulement occupés par d'anciens salariés de NORMED) sont soit déjà en production soit en cours d'implantation.

Sur ce total, 83 sociétés pour 2 428 emplois, concernent les « zones d'entreprises » situées à Aubagne, Géménos et La Ciotat. Les nouvelles entreprises peuvent bénéficier, en plus des aides des collectivités locales, soit de la prime d'aménagement du territoire, soit d'une exemp-

tion de l'impôt sur les bénéfices pendant dix ans.

Parmi ces entreprises, en grande majorité des petites PME, citons le suédois PLM (boîtes de conserve), Gempus (cartes à puce), Siab (automates bancaires), Merck (chimie fine), Intimil (articles d'hygiène)...

M. Patrick Nollot, président de Provence Industrialisation, conteste que la création des 300 hectares de zone d'entreprise ait pour résultat de vider Marseille intra muros de ses activités. « Au 1^{er} février, dit-il, les transferts d'entreprises d'origine marseillaise qui bénéficient des exonérations d'impôts sur les bénéfices pendant dix ans représentent 8 entreprises, un déplacement de 311 personnes et la création de 123 emplois nouveaux. »

F. G.R.

CONSTRUIRE, C'EST UN DON...



Et ce don, nous le revendiquons. Allié à notre savoir-faire et notre puissance financière, il nous place parmi les tout premiers promoteurs immobiliers en France. Il nous permet désormais d'agir au-delà des frontières, en Europe. Plus que jamais à l'écoute de nos partenaires, nous sommes prêts à accompagner leurs projets des plus modestes aux plus ambitieux. Pour construire, le génie des lieux s'impose.

SINVIM
COMPAGNIE BANCAIRE

le génie des lieux

5, Avenue Kléber 75116 Paris
Tél : (1) 40 67 31 86

Manifestation paysanne à Morlaix (Finistère). Plus de 1 500 tonnes d'artichauts invendus ont été déversés samedi 26 mai dans l'après-midi sur le parking du parc des expositions de Morlaix par des agriculteurs du Finistère et des Côtes-d'Armor. Les agriculteurs - ils étaient de 1 200 à 1 500 - voulaient ainsi protester contre

l'ampleur des invendus qui atteignent 24 000 tonnes, soit cinq fois la production normale d'un mois de mai. La clémence de l'hiver et la précocité du printemps ont en effet accéléré la récolte des artichauts, qui ne s'est étalée que sur quatre semaines au lieu de deux mois et demi, provoquant un encombrement du marché.

**Information
SICAV**

**DIEZE
Assemblée Générale**

1) Les actionnaires de la SICAV DIEZE sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 21 juin 1990 à 9 heures 30, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS pour mettre les statuts en harmonie avec la Loi du 23 décembre 1988.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le vendredi 29 juin 1990 à 11 heures, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

2) Les actionnaires de la SICAV DIEZE sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le vendredi 29 juin 1990 à 11 heures 30, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1989/1990 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

**Information
SICAV**

**REVENU VERT
Assemblée Générale**

1) Les actionnaires de la SICAV REVENU VERT sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 21 juin 1990 à 10 heures, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS, pour mettre les statuts en harmonie avec la Loi du 23 décembre 1988.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le vendredi 29 juin 1990 à 10 heures, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

2) Les actionnaires de la SICAV REVENU VERT sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le vendredi 29 juin 1990 à 10 heures 30, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1989/1990 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

PEUGEOT S.A.

Les actionnaires de la société PEUGEOT S.A. seront réunis en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire, au siège social, 75, avenue de la Grande-Armée, Paris-16^e, le 27 juin 1990 à 10 heures.

Les documents préparatoires dont les actionnaires peuvent demander l'envoi seront adressés sur simple demande au Service des titres de la société, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

Les actionnaires qui ne seraient pas en mesure d'assister à cette assemblée et qui n'auraient pu se procurer un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès d'un intermédiaire habilité pourront également demander à la société de leur envoyer ce formulaire.



BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

S.A. au capital de 300.000.000 F.

Réunie le 17 mai 1990, sous la présidence de M. Mohamed Nour-Eddine Keras, l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires de la Banque Intercontinentale Arabe a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

Le bilan totalise 7 341 480 075 francs contre 7 271 514 740 francs au 31 décembre 1988.

Le bénéfice net après impôts en instance d'affectation ressort à 119 988 francs contre 470 805 francs pour l'exercice 1988.

La dotation nette aux comptes de provisions d'exploitation s'est élevée à 54 625 472 francs contre 54 011 139 francs au 31 décembre 1988.

**Information
SICAV**

**UNIVERS OBLIGATIONS
Assemblée Générale**

1) Les actionnaires de la SICAV UNIVERS OBLIGATIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 21 juin 1990 à 12 heures, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS pour mettre les statuts en harmonie avec la Loi du 23 décembre 1988.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le jeudi 28 juin 1990 à 11 heures 30, 90 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

2) Les actionnaires de la SICAV UNIVERS OBLIGATIONS sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 28 juin 1990 à 12 heures, 90 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1989/1990 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

**Information
SICAV**

**EURODYN
Assemblée Générale**

1) Les actionnaires de la SICAV EURODYN sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 21 juin 1990 à 9 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS, pour mettre les statuts en harmonie avec la Loi du 23 décembre 1988.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le vendredi 29 juin 1990 à 9 heures 30, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

2) Les actionnaires de la SICAV EURODYN sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le vendredi 29 juin 1990 à 10 heures, 91/93 Boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1989/1990 et de définir la politique de distribution.

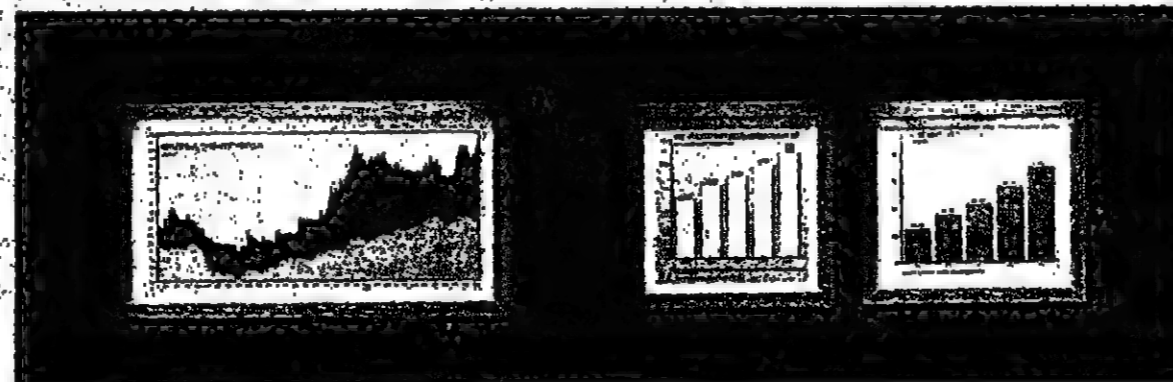
Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

LA PROGRESSION DU CCF

DANS UN ENVIRONNEMENT TRÈS CONCURRENTIEL LE CCF ENREGISTRE DE BONNS RÉSULTATS, DANS LA SÉRIE DES MÉTIERS DU CRÉDIT. DE DÉVELOPPER LES PROGRÈS DES COMMISSIONS ET LA MAÎTRISE DES FRAIS GÉNÉRAUX ONT PERMIS D'ACCROÎTRE NOTRE RENTABILITÉ. NOS FILIALES BANCAIRES RÉGIONALES ONT AMÉLIORÉ LEUR PRODUCTIVITÉ. NOUS AVONS ACCUMULÉ DES SUCCÈS DANS LES FINANCEMENTS IMMOBILIERS ET LES CRÉDITS À L'EXPORTATION. JOUÉ UN RÔLE ACTIF DANS LE MOUVEMENT DE FUSIONS ACQUISITIONS INTERNATIONALES. ET CONFORTÉ NOS POSITIONS SUR LES MARCHÉS DES INSTRUMENTS DE DETTES. LA VALEUR DES CAPITAUX GÉRÉS ET CONSEILLÉS PAR LE GROUPE AVOISINÉ, FIN 89, 100 MILLIARDS DE F. SOIT UNE AUGMENTATION DE 18,5% PAR RAPPORT À 88. NOS RÉSULTATS CONSOLIDÉS SONT LE REFLET LOGIQUE DE CETTE ÉVOLUTION. LE RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION, APRÈS AMORTISSEMENTS ET AVANT PROVISIONS EST EN PROGRESSION DE 13,8%. LE BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ AUGMENTE DE 19%. L'ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION EST TOUJOURS SUPÉRIEURE À CELLE DE L'INDICE CAC.



**LES AFFAIRES D'ARGENT
ÉTANT AUSSI UNE QUESTION
DE SENSIBILITÉ, VOICI
UNE EXPOSITION DE TABLEAUX
QUI DEVRAIT ÉMOUVOIR LES PLUS
ENDURCIS D'ENTRE VOUS.**



PENSER L'ARGENT AVEC INTELLIGENCE

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

Un entretien avec le secrétaire adjoint
au Trésor américain

« J'ai bon espoir que les textes pour la BERD puissent être votés
par le Congrès avant la fin de l'année », nous déclare M. David Mulford

Les représentants des quarante-deux membres fondateurs de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) doivent se retrouver mardi 29 mai à Paris pour la cérémonie de signature des statuts. Parmi eux, M. David Mulford, secrétaire adjoint au Trésor américain chargé des affaires internationales, a présidé la délégation américaine lors des négociations qui ont conduit à la création de cette nouvelle organisation internationale. Il explique, dans un entretien au Monde, sa vision de la banque.

« Quelle est votre vision du rôle de la BERD ? »

« La BERD peut représenter une institution importante dans le soutien et le financement de la transition vers l'économie de marché dans laquelle se sont engagés les pays d'Europe de l'Est. La Banque mondiale se concentre sur des prêts sectoriels et des prêts aux infrastructures et pour l'environnement. La BERD a une « mission spéciale » puisque moins 60 % de ses prêts seront dirigés vers le secteur privé ou les entreprises d'Etat. C'est donc une institution assez spécialisée. Si la nouvelle direction de la Banque permet l'accomplissement de cette mission, ce sera une contribution unique et déterminante pour le développement de cette région d'Europe. Une contribution très différente de celle de la Banque mondiale ou du Fonds monétaire international. Nous avons insisté pour que cette institution soit véritablement différente.

« Quand l'URSS sera-t-elle, selon vous, pleinement éligible au concours de la BERD ? »

« Lorsque la banque commencera de fonctionner, l'URSS versera sa part de capital et sera autorisée à emprunter cette part de capital versé. A la fin d'une période de trois ans, et à l'issue d'un vote nécessitant une majorité

de 85 %, elle pourra devenir pleinement éligible. Mais cela dépend entièrement de ses performances économiques et de quels progrès sont faits dans les réformes et dans son attitude envers l'économie de marché. Il est encore trop tôt pour porter un jugement.

« C'est la première fois depuis 1945 que les Etats-Unis ne jouent pas un rôle moteur dans la création d'une institution financière internationale. Comment l'interprétez-vous ? »

« Les Etats-Unis ont décidé d'essayer de jouer un rôle important dans la Banque. Nous avons obtenu une participation au capital de 10 %. Après tout, une importante partie de notre population est originaire d'Europe de l'Est. Nous avons porté un intérêt très grand pour cette banque. Mais toute l'idée est qu'il s'agit d'une banque régionale, avant tout européenne.

« A l'époque où l'idée de la Banque est née, en France, sous l'égide de M. Mitterrand, elle était conçue comme une banque européenne. Il n'était pas sûr que la Communauté allait inviter d'autres pays à y participer. L'Europe de l'Est constitue une partie intégrante de l'Europe. Il y a en Europe de nombreux pays importants et pleins de succès qui aident à porter le fardeau du redressement de l'Europe de l'Est. Ce n'était pas le cas après la guerre, lorsque le FMI et la Banque mondiale ont été créés. L'Europe doit donc, avec les Etats-Unis, partager le coût de la transition de l'Europe de l'Est vers l'économie de marché.

« Les Etats-Unis soutenaient la candidature de Prague pour l'attribution du siège de la Banque. N'êtes-vous pas déçu que Londres l'ait emporté ? »

« Je croyais que les Etats-Unis avaient soutenu la candidature de Chicago, puisque la population originaire de l'Est y est si importante ! (Sourire)

« Plus sérieusement nous pensions au début que le choix de Prague était très judicieux parce que la ville est située sur le territoire de l'Europe de l'Est. Mais la

Communauté européenne a vivement insisté pour que la Banque se trouve sur son territoire. Il n'était donc plus possible de continuer à défendre notre position, puisque la Communauté faisait preuve d'une telle détermination.

« Simple histoire de famille ! »

« Quelle impression vous ont faite les désaccords exprimés au sein de la Communauté au sujet du choix du siège (Londres) et du président de la BERD (Jacques Attali) ? »

« Simple histoire de famille ! »

« Les négociations en vue de la création de la Banque ont été extrêmement rapides. Qu'en avez-vous pensé ? »

« Nous avons travaillé très dur pour que la Banque soit créée rapidement. J'ai fait huit voyages en Europe depuis le début de l'année, bien sûr pas tous consacrés exclusivement à la BERD. Mais à chaque fois, la Banque représentait pour moi une grande priorité. Nous étions très enthousiastes à cause de cette « mission spéciale » qui se dessinait pour la Banque. Il ne s'agissait en rien de créer une réplique de la Banque mondiale.

« Ne craignez-vous pas que les crédits pouvant être consentis par la BERD soient trop faibles au regard de l'immensité des besoins des pays d'Europe de l'Est ? »

« Pas du tout. La BERD aura, sur une période de cinq ans, une capacité de prêt de 12 milliards de dollars, dont 60 % iront au secteur privé. Sept milliards, cela représente une somme considérable pour des pays qui n'ont pas une capacité d'absorption très grande.

« Avez-vous vaincu l'opposition du Congrès américain à la création de la BERD ? »

« Pas encore. Il faut maintenant que deux lois soient votées, l'une sur la participation des Etats-Unis à la Banque, et l'autre sur l'autorisation des crédits. Il existe une vive opposition au Congrès, pas seulement des démocrates, mais de tous ceux qui pensent qu'il n'y aurait pas dû y avoir d'organisme à part entière. Ils voulaient simplement développer l'activité de la

aurait pas dû y avoir d'organisme à part entière. Ils voulaient simplement développer l'activité de la Banque mondiale vers les pays d'Europe de l'Est. Il y a aussi une opposition à la participation de l'URSS à la Banque, et sur le fait qu'elle puisse être autorisée à obtenir des crédits. Il ne sera pas facile de vaincre l'opposition du Congrès. Mais j'ai bon espoir que les textes pour la BERD puissent être votés avant la fin de l'année. »

Propos recueillis par
FRANÇOISE LAZARE

Après plusieurs mois d'hésitation

La Tchécoslovaquie annonce
une série de hausses de prix

PRAGUE

correspondance

Le gouvernement tchécoslovaque a décidé d'appliquer dès le 9 juillet une hausse de 25 % en moyenne du prix des produits alimentaires, comme premier pas vers une réforme globale des prix.

Pour cela, quelque 27 milliards de couronnes (9,7 milliards de francs) de subventions allouées au niveau des prix de détail seront supprimées, mais une somme équivalente sera distribuée aux consommateurs, à raison de 140 couronnes pour chaque salarié ou bénéficiaire d'allocations familiales.

La hausse, qui portera sur quelque trois mille produits, doit atteindre près de 50 % pour la viande, le lait et le pain, et 25 %

pour les cigarettes. Cette décision, annoncée jeudi 24 mai lors d'une conférence de presse, intervient après plusieurs mois d'hésitation sur l'ampleur et le rythme des réformes économiques.

Le calendrier finalement adopté début mai prévoyait certes une refonte des prix au second semestre de cette année, mais le ministre en charge de la réforme économique, M. Václav Vales, affirmait aussi que la réforme des prix est une tâche qui dépasse les capacités d'un gouvernement de transition. Le nouveau gouvernement sera formé à l'issue des premières élections libres, les 8 et 9 juin prochain.

PETER GREEN

La France, marché prioritaire pour les Suédois

Le roi de Suède conduit une importante
délégation industrielle à Paris

Le roi Carl XVI Gustaf de Suède et sa femme sont attendus, mardi 29 mai à Paris, à la tête d'une importante délégation d'industriels suédois, conduite par M. Gyllenhammar, PDG du groupe Volvo. Cette visite de travail s'inscrit dans le cadre des manifestations organisées par le Centre suédois du commerce extérieur, organisme qui a choisi la France comme partenaire commercial et marché prioritaire pour 1989-1990.

STOCKHOLM

de notre correspondante

C'est une délégation on ne peut plus « européenne » que Paris accueillera, avec des représentants au plus haut niveau d'entreprises qui font la puissance industrielle et financière de la Suède. Depuis longtemps bien implantés dans l'espace communautaire, ces sociétés ont, ces cinq dernières années, étendu leur présence dans les pays de cette CEE - à laquelle la Suède, neutre, n'appartient pas - afin d'écarteler le risque de se retrouver en marge du grand marché intérieur qui va se mettre en place.

Auparavant, les deux tiers des investissements suédois à l'étranger se faisaient en Amérique du Nord. Les Etats-Unis étaient, pour la Suède, le plus grand marché d'exportation. Aujourd'hui, c'est l'Europe du Marché commun qui est prioritaire et c'est vers elle que vont maintenant quelque 60 % des exportations. La perspective de 1992 aidant, les entreprises estiment qu'elles doivent se rapprocher le plus possible de leurs marchés d'exportation et les deux tiers de leurs investissements se font dans ces pays.

La France, considérée longtemps comme pays « difficile » par les Suédois - question de culture, de langue, d'attitude - fait, depuis 1989, l'objet de toutes leurs attentions, à tel point qu'elle a maintenant dépassé la Grande-Bretagne dans ce domaine. Les investissements suédois dans l'Hexagone ont augmenté « de manière dramatique » en 1989-1990, selon M. Bo Hansson, directeur du PDG du Centre suédois du commerce extérieur, pour atteindre 22 milliards de couronnes (autrement dit 8 milliards de francs) alors que le chiffre total pour l'étranger est de quelque 60 milliards. « Une coïncidence d'ailleurs qui n'a rien à voir avec la campagne du Centre qui avait fait de la France son marché de l'année », constate M. Hansson.

Volvo fait maintenant une entrée par la grande porte, la Scania va construire une usine de camions à Angers, les redoutables forestiers Stora, SCA et autres achètent (mais les Finlandais aussi) d'importantes sociétés françaises en vue de s'assurer un quasi-monopole. Dans certains secteurs, comme le papier journal par exemple, ABB a cédé l'Hexagone mais n'a pas encore commencé à le pénétrer vraiment. Les filiales suédoises en France restent cependant relativement peu nombreuses comparées à d'autres pays occidentaux : 300 qui emploient quelque 135 000 Français contre 300 environ dans un petit pays comme les Pays-Bas, 500 en RFA et 700 aux Etats-Unis.

Renforcer

les échanges commerciaux

« Nous souhaitons que les Suédois s'intéressent davantage à la France », ajoute M. Hansson, qui a essayé, à travers le vaste programme d'information de la campagne de son Centre, de convaincre les patrons, de PME surtout, que les Français ne sont pas « impossibles », que la langue n'est pas une barrière en soi (le Centre organise d'ailleurs des cours de français) et que, sur ce point, on constate que, contrairement à leur réputation, de plus en plus d'hommes d'affaires français s'expriment « plutôt bien » en anglais... « Nous qui travaillons avec des Français savons qu'il n'est pas plus difficile de travailler avec eux qu'avec les Britanniques ou les Allemands. Souvent, d'ailleurs, c'est le contraire », dit encore M. Hansson.

Il reste maintenant à renforcer les échanges commerciaux bilatéraux. Or la Suède n'est pas un marché prioritaire pour la France. Les chiffres sont là : les importations de Suède représentent seulement 1,7 % du volume total et les exportations vers la Suède sont encore plus faibles, 1,4 %. Un chiffre « très insuffisant » que l'on souhaiterait, dit-on, voir doubler du côté suédois.

Il n'empêche que les industriels suédois regardent avec envie cette France nucléaire où les usines peuvent tourner sans avoir à s'inquiéter de l'avenir de leur approvisionnement énergétique. En Suède, le gouvernement est, apparemment, déterminé à rester fidèle jusqu'au bout à la décision de 1980 de se débarrasser des centrales d'ici à 2010, en commençant le démantèlement en 1995 et 1996. Tous les grands patrons d'industrie qui seront à Paris cette semaine s'inquiètent de ce qu'ils appellent l'irresponsabilité des dirigeants politiques suédois - quand ils ne disent pas tout haut ou tout bas que ce serait de la folie furieuse que de priver, à un moment où elle en aurait pourtant bien besoin, l'économie suédoise d'une source d'énergie qui fonctionne bien, qui est peu chère et qu'il n'est surtout pas possible de remplacer dans les quelques années à venir. De la même manière, ils voient augmenter le PNB des autres pays de l'OCDE deux fois plus vite en moyenne que le leur. Et puis, autre source de chagrin, dans la CEE, l'absentéisme n'est pas un fleuron comme en Suède.

Autant de raisons qui amènent les Suédois à se rapprocher, le plus étroitement possible de ces pays bienheureux en menaçant quand ils ne l'ont pas déjà fait, de démanteler carrément leurs installations de Suède pour profiter de conditions plus avantageuses ailleurs.

FRANÇOISE NIETO

Industries: l'échiquier des stratégies

Atlas mondial des multinationales
Pierre Grou
GIP - RECLUS
Naissance et développement d'un espace multinational.
168 p., 190 F.

Stratégies industrielles mondiales
Sous la direction de Marguerite Boucher
Collection Les Cahiers Français
Les comportements des firmes et des états sur l'échiquier mondial au cours des années 80.
100 p., 50 F.

La compétitivité de l'économie française dans la perspective du marché unique
Ministère du Commerce extérieur
Les mutations du tissu économique français pour 1992.
64 p., 80 F.

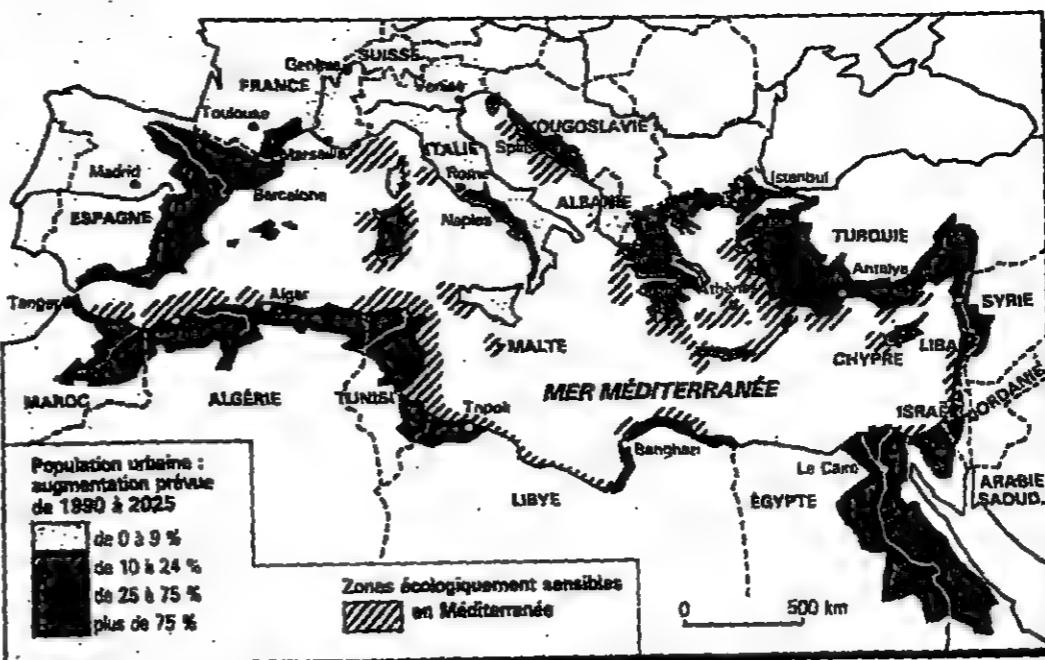
PANORAMA DE L'INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE 1990
Office des publications officielles des Communautés européennes
L'état de l'industrie en Europe dans 165 secteurs de sociétés, de fabrication et de services.
1250 p., 262,20 F.
Parution en juin 1990

La documentation Française

CHAMPS ECONOMIQUES

Sauver la Méditerranée

Autour d'un bassin déjà très pollué, la population côtière et le flux touristique vont doubler d'ici à l'an 2025



PENDANT des années, la Banque mondiale a été accusée d'adopter une attitude de « projet destructeur de l'environnement ». L'institution de Washington a reconnu elle-même s'être trompée dans ses opérations comme la colonisation de la forêt amazonienne, au Brésil, ou l'aménagement du fleuve Karabou, en Inde. Mais aujourd'hui, c'est fini. Depuis 1987, la Banque mondiale dispose d'un département de l'environnement où travaillent une vingtaine d'experts. C'est à eux qu'on soumet les grands projets avant de leur donner le feu vert.

En liaison avec la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque mondiale vient de préparer un « Programme environnemental pour la Méditerranée » (PEM), qui propose de faire injecter une quinzaine de milliards de dollars pour la sauvegarde de ce « mare nostrum » aujourd'hui en péril (*le Monde* du 20 avril). Ce programme, qui s'ajoute à celui lancé en 1980 (3,3 milliards de dollars prêtés par la BEI et 2,3 milliards prêtés par la Banque mondiale), est fondé sur un rapport alarmant d'une centaine de pages qui décrit la situation des deux côtés d'une mer de plus en plus polluée par l'homme (1).

Une faune inquiétée

On se mobilise contre les marées noires, lorsqu'elles déversent d'un coup des milliers de tonnes d'hydrocarbures dans l'océan. Mais on oublie que, quotidiennement, des bateaux perdent du mazout ou « déversent » des déchets, ou qu'on appelle « déversement » ou « déballage ». Dans la Méditerranée, on estime la quantité de pétrole ainsi libérée à 650 000 tonnes par an, soit l'équivalent de trois *Amoco Cadiz* ou de dix-sept *Exxon Valdez* !

Une enquête menée en 1988 dans quatre pays riverains (Espagne, France, Grèce, Italie) a révélé qu'une plage sur quatre était impropre à la baignade tant l'eau de mer contenait de germes pathogènes. Les grands fleuves comme l'Ebre, le Rhône ou le Pô drainent vers la mer quantité de produits chimiques qui intoxiquent la faune marine.

Pollution et surexploitation ont parfois réduit de 80 % la ressource halieutique. Les produits de la pêche, de sorte que le bassin méditerranéen est devenu importateur de poissons. L'essentiel des prises (un million de tonnes par an, soit 1,2 % de la pêche mondiale) provient de la Méditerranée centrale, entre la Sardaigne et le Péloponnèse, c'est-à-dire loin des centres de pollution. En Méditerranée orientale, le barrage d'Assouan, en bloquant la descente des sédiments du Nil vers la mer, a entraîné la fermeture des pêcheries de sardines et d'anchois qui prospéraient dans le Delta.

Sur les vingt-neuf bassins versants qui alimentent la Méditerranée en eau douce, vingt sont considérés comme « sérieusement affectés » par la pollution. On évalue la quantité de pesticides déversés en mer à 550 tonnes. Sans parler des engrais azotés ou phosphatés qui, par suite du ruissellement, se retrouvent dans la mer. Nitrates et phosphates provoquent la prolifération des algues et parfois l'asphyxie de l'eau (« eutrophisation »), comme on le constate régulièrement en mer Adriatique au débouché du Pô, soupçonné d'apporter 80 % de la pollution organique.

Se pose aussi le problème de la quantité d'eau disponible. Des îles comme Malte et Chypre sont déjà obligées de dessaler la mer pour s'approvisionner en eau potable. A Malte, la moitié de l'eau douce est fournie par des usines de dessalement, ce qui porte le prix du mètre cube à quinze fois celui pratiqué en moyenne en France ! En Libye, on réussit à cultiver le désert grâce à des forages qui pompent l'eau souterraine. Mais cette irrigation a pour effet de puiser dans une nappe phréatique qui ne se renouvelle pas (eau fossile) et aussi de saler des sols d'où l'eau s'évapore trop vite.

Qu'il s'agisse d'épuisement de la ressource en eau ou de pollution par défaut d'assainissement, la pénurie menace. Elle menace d'autant plus que les bouches à abreuver vont croître à un rythme vertigineux. Les experts prévoient que la population côtière va doubler d'ici à l'an 2025, passant de 82 millions aujourd'hui à quelque 170 millions. A cette population résidente va s'ajouter le flux touristique, qui va lui aussi doubler au cours de la même période et atteindre le chiffre de 260 millions !

Encore si cette explosion démographique était répartie sur tout le pourtour méditerranéen ! Mais non ! La rive sud, qui n'accueillait

en 1950 que 32 % de l'effectif total, en supportera 60 % en 2025, soit une augmentation de 400 % en trois quarts de siècle. C'est donc cette rive sud, la plus pauvre, qui devra faire face aux menaces les plus graves sur son environnement.

Des programmes prioritaires

Que peuvent donc faire la Banque mondiale et la BEI pour aider ? « Nous avons défini quatre programmes prioritaires », explique Thierry Baudou, chef de la division environnement de la Banque mon-

diale pour la région Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord. « D'abord, la gestion de l'eau, qu'il s'agisse de quantité ou de qualité. Ensuite, la gestion des déchets, surtout toxiques. Puis la pollution marine, et enfin l'aménagement du littoral, là où se trouvent les grandes concentrations humaines. »

Parmi les grands projets figure le « Programme national d'environnement » préparé par la Tunisie. Le pays s'est vu accorder dix-huit mois pour constituer un « portefeuille de projets » qu'un groupe de donateurs s'engagera à financer, au moins partiellement. Il s'agit notamment de traiter les effluents des industries chimiques de Gabès pour préserver les poissons du golfe, de créer une agence financière dans le bassin de la Méditerranée pour sauver le lac d'Ichkeul, d'installer plusieurs unités de déballage dans les ports, d'acheter une mobile, et enfin de créer un « parc marin » autour des îles les plus intéressantes.

En Yougoslavie, la Banque mondiale va « mettre le paquet » sur la ville de Split. Cette superbe cité antique et moderne voit en effet ses collines dévorées par l'industrie du ciment et sa baie souillée par les eaux usées qui sont rejetées à la mer sans la moindre épuration. La Banque va aussi se pencher sur les effets du tourisme dans les îles dalmates et sur les moyens de contrôler la libéralisation du foncier actuellement en cours.

La Banque s'intéresse à l'aménagement de la côte sud-ouest de la Turquie, où le tourisme connaît un essor sans précédent. Trente-sept municipalités vont être intégrées dans un plan d'aménagement concerté, qui devrait permettre de ne pas reproduire le bétonnage de la Costa Brava espagnole.

En Algérie, un plan « mer bleue » est à l'étude pour aménager le littoral oranais. Mais l'effort principal portera sur les déchets toxiques de l'industrie lourde, qui représentent le plus fort tonnage des déchets méditerranéens. Il sera procédé à l'inventaire des fûts usés, stockés dans le désert et aujourd'hui entreposés aux abords des usines. Puis on mettra sur pied un programme d'élimination. La Banque financera la formation du corps d'inspecteurs de l'environnement récemment créé par le gouvernement algérien.

Combien coûteront ces programmes — et quelques autres ? « Nous allons déqueler entre 3 et 6 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années », précise Thierry Baudou. Mais la Banque ne prêterait qu'en dernier ressort, en finançant de 30 à 60 % des investissements en devises. « Au total, si l'on tient compte du fait que 3 ou 4 milliards de dollars sont dépensés chaque année par la Banque mondiale pour les projets méditerranéens, le PEM apportera près d'un milliard de plus chaque année en faveur de l'environnement. »

La Banque, toutefois, ne financera pas tous les programmes. « Nous avons deux critères », souligne Thierry Baudou. Il faut d'abord que le projet soit nouveau et pas indispensable, c'est-à-dire qu'il ne finance pas des travaux qui doivent de toute façon être entrepris. Il faut ensuite qu'il puisse être reproduit ailleurs, qu'il serve de modèle à d'autres, sans le recours de Washington.

ROGER CANS

Lire la suite page 28

Faire face au déficit industriel

La promotion des grands contrats au détriment du commerce courant perpétuerait les difficultés des échanges extérieurs

par Françoise Milewski

Le solde commercial de l'industrie française fut excédentaire de 103 milliards de francs en 1984 et déficitaire de 52 milliards en 1989, matière militaire comprise. Une dégradation aussi vertigineuse en cinq ans suscite la réflexion, sinon la définition des moyens à mettre en œuvre pour résoudre le problème.

On en vient à espérer qu'au mieux le déficit cesse de se creuser, n'osant anticiper un retour à l'équilibre à court terme. Par delà des aléas mensuels dus aux exportations d'Airbus, voire aux fluctuations saisonnières, il convient de s'interroger sur les causes structurelles du déficit du commerce courant.

Le déclin récent de l'excédent industriel se juge à l'aune de son extension jusqu'au milieu des années 80. Tandis que le solde industriel vis-à-vis des pays de l'OCDE a toujours été déficitaire depuis 1973, l'excédent avec les pays non-membres de l'OCDE s'est amplifié après le premier choc pétrolier puis de nouveau après le second.

Françoise Milewski est économiste à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).

L'orientation volontariste des exportations vers les pays en développement a pris la forme de grands contrats civils de biens d'équipement qui concernaient plusieurs types de travaux : ensembles industriels (usines clés en main), complexes énergétiques (terminaux pétroliers, oléoducs et gazoducs), infrastructures d'aménagement du territoire (routes, ports, adduction d'eau), réseaux ferroviaires, construction navale et aéronautique. Ce commerce des grands contrats, associant ingénierie et biens d'équipement, a été soutenu par les pouvoirs publics.

Un soutien public

La signature d'accords bilatéraux avec les pays clients revêtait une grande importance : les relations diplomatiques et les négociations sur les conditions financières déterminaient peu ou prou l'orientation de marchés pour lesquels les pays industrialisés détenaient des compétences techniques similaires. L'attribution de crédits commerciaux à long terme aux pays clients, d'assurances et de garanties aux entreprises exportatrices complétait le soutien public à ce type de commerce.

Cette politique a porté ses fruits : l'année 1984 a constitué la

meilleure performance avec 128 milliards de francs d'excédent industriel vis-à-vis des pays non-membres de l'OCDE. La crise de l'endettement des pays en développement, alors même que leurs recettes d'exportation s'élevaient encore, puis la chute de ces recettes due à la baisse du dollar (printemps 1985) et à celle du prix du pétrole (printemps 1986) ont fortement réduit leur capacité d'importation.

L'effet fut atténué pour la France par les commandes engrangées les années antérieures, mais le repli s'en fut que plus brutal : à peine plus de 50 milliards d'excédent ont été dégagés en 1988 vers cette zone. Conjointement au creusement du déficit avec l'OCDE, il a provoqué la dégradation globale des échanges industriels. Cela se lit dans l'évolution de la répartition géographique du déficit. L'estimation d'un commerce courant opposé à celui des grands contrats de biens d'équipement illustre l'avantage encore.

Le solde du commerce courant s'est très fortement dégradé depuis 1985. Plusieurs causes à cela : le recul des importations des pays en voie de développement a aussi concerné les produits du commerce courant. La reprise de l'investissement en France a gonflé les achats de

biens d'équipement depuis 1985. Les fournisseurs étrangers profitent bien davantage que les producteurs nationaux du surcroît de demande intérieure.

La baisse du dollar a, en 1985 et 1986, réduit la compétitivité-prix des produits français à l'exportation : les ventes en direction de l'OCDE ont souffert d'une compétitivité restaurée des produits américains et de ceux des pays dont la monnaie avait, pendant un temps, baissé en même temps que le dollar (NPI - nouveaux pays industrialisés - d'Asie) : l'effet fut d'autant plus massif que l'industrie française propose peu de produits à haute technologie pour lesquels les prix ne constituent pas l'argument décisif de vente. Biens de consommation et biens intermédiaires ont été les plus atteints.

Des équipements lourds

Tous ces facteurs concomitants furent-ils indépendants ? On peut en douter. L'orientation volontariste des exportations vers les pays en développement a infléchi la production vers les équipements lourds destinés à équiper les usines clés en main, le plus souvent dans les industries de base. De plus, le mode de négociation des grands contrats — pour

lesquels les accords d'Etat à Etat ont une part primordiale et les montages financiers sont garantis par les pouvoirs publics — a déplacé les efforts des entreprises de la recherche de la meilleure compétitivité industrielle à celle du meilleur montage politique et financier.

Le développement des ventes vers les pays pétroliers aurait dû être traité comme un surplus lié à la progression exceptionnelle de leurs recettes d'exportation. Mais ces marchés peu risqués puisque garantis par l'Etat en cas de difficultés de paiements ont en fait dissuadé des efforts nécessaires pour supporter la concurrence des pays industrialisés sur leurs propres marchés et sur le marché national. Ce n'était pas inéluctable mais a eu lieu.

Le déficit industriel révèle la mauvaise compétitivité de l'industrie française. Il existe cependant des compétences sectorielles reconnues au plan international pour des produits de haute technologie : télécommunications, nucléaire, aéronautique, armement. Certains matériels électriques. Ces segments ont tous bénéficié d'un appui de l'Etat, direct ou indirect (financement de la recherche, marchés publics, etc.), et ont été le plus souvent portés par de grands contrats à l'exportation.



Banco
à 5F
Ça banque illico.



هكذا من الأصل

CHAMPS ECONOMIQUES

Désamorcer le développement

Pour éviter un chaos socio-écologique il faut moins consommer et moins produire

par Simon Charbonneau

DANS la majorité des cas, le développement ne fait pas problème mais est simplement perçu comme une donnée de base à l'intérieur de laquelle la réflexion peut alors s'exercer. Ce déficit de la réflexion est d'ailleurs à l'origine des difficultés actuelles à envisager les réponses adéquates aux défis du siècle à venir. Car les réponses conçues aujourd'hui par les « experts » pour faire face à ces multiples défis s'inscrivent elles-mêmes dans la logique vicieuse d'un système qui est celui du développement ou plutôt d'un développement qui fait système.

Plus que jamais le développement n'a pour finalité que lui-même et s'alimente de ses propres succès, ce qui peut se vérifier dans trois domaines, celui de l'eau, des déchets et des transports. Dans le domaine de la gestion de l'eau qui, aujourd'hui, émerge enfin sur le devant de la scène, les politiques actuelles et à venir ne font que conforter les spirales infernales. Tout le monde sait que, depuis la dernière guerre, la croissance des besoins en eau suit celle du produit national brut.

C'est ainsi qu'après une période d'accalmie due à la crise économique, la consommation en eau s'est à nouveau réveillée. L'extension continue des périmètres d'irrigation grâce à des subventions publiques et la multiplication de certains équipements de loisirs, gros consommateurs d'eau, comme les golfs ou les aquaducs, sont à l'origine de cette explosion des besoins.

Qu'une période de sécheresse inhabituelle vienne se greffer là-dessus et une situation de crise va alors se manifester inévitablement avec de multiples conflits d'usage. Face à elle, au lieu de s'attaquer en priorité au problème de la consommation, les pouvoirs publics vont raisonner uniquement en terme d'augmentation de la production d'eau. L'unique préoccupation de l'administration, des élus comme des industriels ou des agriculteurs sera celle de la mobilisation de la ressource en eau, et l'on va voir alors se multiplier des plans de développement comme celui élaboré en Aquitaine par l'Agence de l'eau Adour-Garonne, dont les consé-

quences écologiques sont bien entendu loin d'être évaluées. Ainsi, avec l'allure du « soutien des débits d'étiage », vont se multiplier les fameux barrages-réservoirs et de nouveaux forages profonds sont en voie d'être effectués au détriment du capital naturel des générations futures. Cette réponse ne peut bien entendu que conforter à son tour la demande en eau des secteurs les plus « assoiffés » qui voient ainsi mis à leur disposition les équipements nécessaires.

La gestion des déchets est soumise aux mêmes tentations. Compte tenu de la masse croissante de déchets de toutes catégories produite par une société industrielle en expansion et de leur mobilité également croissante, une politique de prévention se met en place progressivement visant à réduire les phénomènes de pollution inévitables. Alors qu'il faudrait s'attaquer au problème le plus en amont possible en réduisant la masse des déchets potentiels au stade de la production, la politique actuelle vise à une gestion en aval de la consommation. Il en résulte la multiplication des installations de traitement des déchets et des pollutions diverses qui, elles-mêmes, produisent des déchets qu'il faut bien mettre quelque part.

Le court terme

L'augmentation spectaculaire des quantités de « déchets » entraînant des transferts de pollution démontre les limites de cette gestion. Celle-ci est en réalité axée sur le court terme et ne recherche qu'à décongestionner temporairement le système industriel qui se voit ainsi conforté dans ses objectifs de croissance. La masse des déchets potentiels continuera alors à augmenter d'autant plus qu'une solution apparente est avancée.

En matière de politique des transports, c'est la même chose. L'accroissement continu de la circulation urbaine et interurbaine, ainsi que celui de la mobilité géographique, a pour conséquence inévitable le développement concomitant des phénomènes d'encombrement et de congestion qui ne sont pas limités à l'automobile.

Depuis vingt ans les réponses du système face à ces défis ont toujours été les mêmes : développement de parkings, d'autoroutes et de rocades.

Quoiqu'en pensent certains écologistes, le développement actuel des transports en site propre et des TGV s'inscrit dans la même logique. Au lieu de réfléchir à une politique urbaine et rurale limitant les phénomènes de mobilité, on multiplie les moyens de transport en tout genre qui créent à leur tour un effet d'appel.

A ces trois exemples pourraient être ajoutés ceux constitués par l'énergie ou la démographie qui illustrent admirablement le cercle vicieux du développement, qui ne peut que déboucher sur une impasse. Il faut donc prévoir l'inévitable, à savoir la menace d'un chaos socio-écologique conforté par une gestion à visée totalitaire.

Le seul moyen de sortir de ce cycle infernal c'est de concevoir des boucles qui soient d'authentiques régulations, et non pas des causes futures d'implosion. Ce dont on a besoin aujourd'hui c'est de politiques visant à désamorcer le développement scientifique, technique et économique. Une telle politique de décelération contrôlée signifie non seulement moins consommer et moins produire mais aussi prévoir des moratoires dans le domaine technique et scientifique.

Trouver des régulations adéquates, c'est en effet d'abord abandonner l'illusion des solutions techniques et scientifiques aux problèmes engendrés par les abus de la science et de la technique. C'est aussi remettre en question le nouveau dogme du libre échangeisme vertigineux qui menace aujourd'hui la planète : une société humaine et équilibrée ne peut reposer sur la compétition économique internationale.

Pour casser les boucles perverses qui emportent l'humanité dans un incroyable vertige, seule véritable tragédie des temps modernes, il faut surtout que l'être humain change radicalement d'attitude face à la nature comme face à lui-même. En somme, une affaire qui relève davantage du spirituel et du religieux que d'un surcroît de science.

Simon Charbonneau est maître de conférences à l'université de Bordeaux I.

Faire face au déficit industriel

Suite de la page 27

Le bilan qu'on peut tirer de la politique des grands contrats est de nouveau d'actualité : après plusieurs années de recul, les commandes totales se sont accrues en 1988 et 1989. Déjà depuis 1984, la progression des commandes d'avions, d'Airbus en particulier, avait atténué le recul des commandes d'infrastructures. Depuis 1988 les deux ont progressé. Certes, les ventes aéronautiques, pour l'essentiel destinées aux pays industrialisés, n'ont pas le poids budgétaire des exportations.

Ce fut le cas des autres grands contrats à cause des nombreuses cessations de paiement des pays clients, les entreprises exportatrices étant assurées contre ces risques par des organismes publics. Mais la croissance retrouvée des importations de l'OCDE grâce à la remontée du prix du pétrole, la recherche de commandes militaires pour regagner les plans de charge des entreprises, alors que la concurrence entre les fournisseurs s'est intensifiée, sont autant d'incitations à favoriser de nouveau une politique active de grands contrats.

L'ouverture des marchés de l'Est, qui bénéficieront de procédures particulières de soutien public, y contribuera également. Il s'agira en effet d'y implanter des unités de production fabriquant les biens de consommation souhaités, car les exportateurs seraient à long terme trop coûteux en devises pour les pays de l'Est. Se tourner vers des marchés en expansion est évidemment bénéfique : toute commande de grand contrat aide au réajustement des échanges extérieurs de l'industrie, à condition que ne soit pas négligé dans le même temps le commerce courant. Il l'a été. Le sera-t-il à nouveau ?

La contrainte extérieure

Une politique de grands contrats est plus efficace à court terme que ne l'a été la réorientation des échanges vers les pays de l'OCDE, car la concurrence a révélé les insuffisances de l'appareil productif français. L'effort d'investissement entrepris depuis 1985 contribue à lever cet obstacle, à terme. Mais il reste plus facile pour une entreprise d'exporter sous garanties et incitations publiques que d'affronter sur des marchés courants la concurrence des autres firmes. Le risque subsiste donc que continue de se dégrader le commerce courant et que le déficit global de l'industrie évolue au gré des grands contrats.

Le déficit industriel est à l'heure actuelle aisément financé. Des exportations agroalimentaires exceptionnelles - grâce aux cœles en particulier - ont permis de limiter en 1989 le creusement du déficit commercial toutes marchandises, malgré la dégradation de l'industrie et l'ajournement de la facture énergétique.

Mieux, la balance des paiements courants, qui intègre les échanges d'invisibles, n'a enregistré qu'un faible déficit (- 23 milliards de francs, soit 0,4 % du PIB), grâce surtout au tourisme. Les investissements des entreprises à l'étranger ont ainsi pu être accrus, creusant le déficit de la balance de base sans que des tensions monétaires apparaissent pour autant.

La contrainte extérieure est donc nettement allégée, depuis 1986, et, en ce sens, il n'y a pas lieu de s'alarmer du déficit industriel. En revanche, un solde négatif de l'industrie est un problème en soi, parce qu'il témoigne d'une compétitivité insuffisante. Que se développe par-delà les frontières européennes en particulier, des échanges entre firmes implantées en plusieurs pays n'en modifie pas la portée.

Certains pays (la RFA, l'Italie) ont un excédent commercial de leur industrie, d'autres (la France, le Royaume-Uni), un déficit. Preuve que l'environnement national dans lequel évoluent les entreprises est plus ou moins performant. L'enjeu est celui de l'emploi et non le seul équilibre comptable entre déficits commerciaux de certains produits et excédents des autres.

Un ample déficit de l'industrie a aussi l'inconvénient d'accroître la sensibilité aux chocs extérieurs : une mauvaise récolte céréalière ou de moins bonnes performances des échanges de services pourraient creuser le déficit des paiements courants au point de

faire resurgir la contrainte extérieure. Tel n'est pas le cas à présent. La réapparition récurrente du discours sur la rigueur et la nécessité de ralentir la demande intérieure, chaque fois que survient un mauvais résultat mensuel du commerce extérieur est de ce fait peu efficace.

Le contenu en importations des demandes finales est le plus haut pour l'investissement. Doit-on en conclure qu'il faille limiter la croissance des importations de biens d'équipement ? Evidemment non. Ou celle de biens de consommation en pesant sur la demande des ménages ? Ce serait risquer d'amputer les perspectives d'investissement, faute de croissance

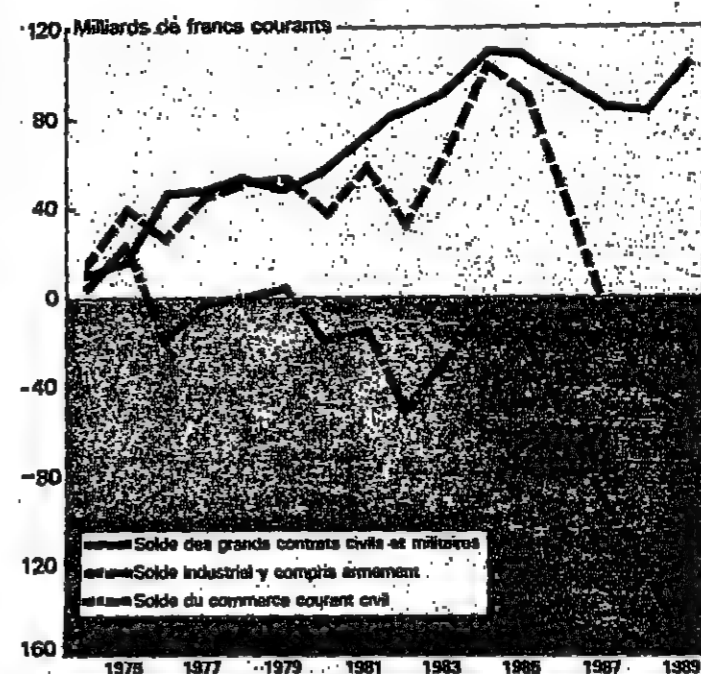
des débouchés. S'alarmer à juste titre de l'ampleur du déficit industriel ne doit pas conduire à réagir par des mesures à court terme. Tant qu'il est aisément finançable par d'autres échanges de marchandises ou de services, le déficit peut être creusé pour importer les biens d'équipement nécessaires à la modernisation de l'outil de production.

S'orienter de nouveau vers la promotion des grands contrats au détriment du commerce courant perpétuerait les difficultés actuelles. Privilégier l'objectif de la résorption rapide du solde extérieur de l'industrie risque de conduire à un succès sans lendemain.

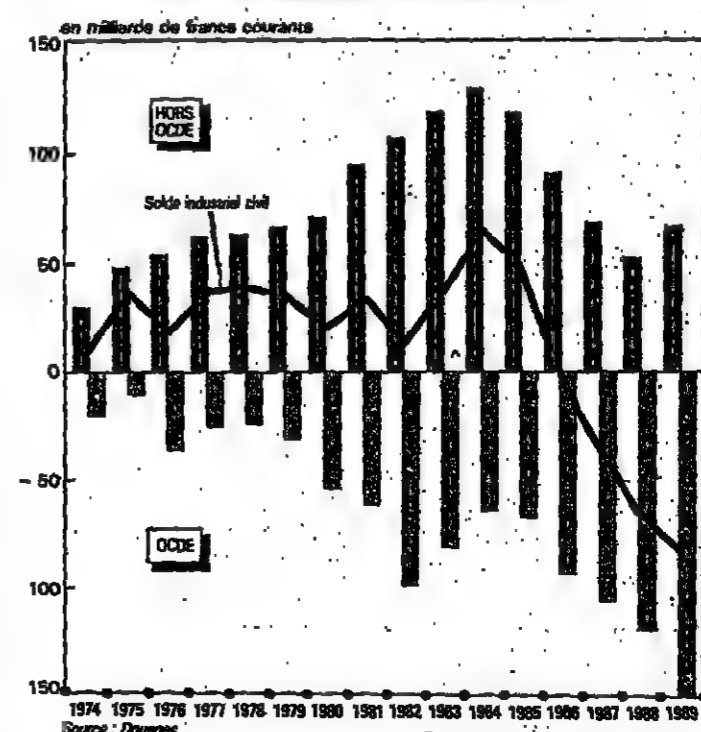
L'amélioration durable du solde industriel passe par la résorption du déficit du commerce courant. Cela suppose une restructuration des secteurs industriels pour affronter la concurrence internationale, davantage que la poursuite, voire l'accroissement, des aides à l'exportation, en particulier de soutien aux grands contrats.

FRANÇOISE MILEWSKI

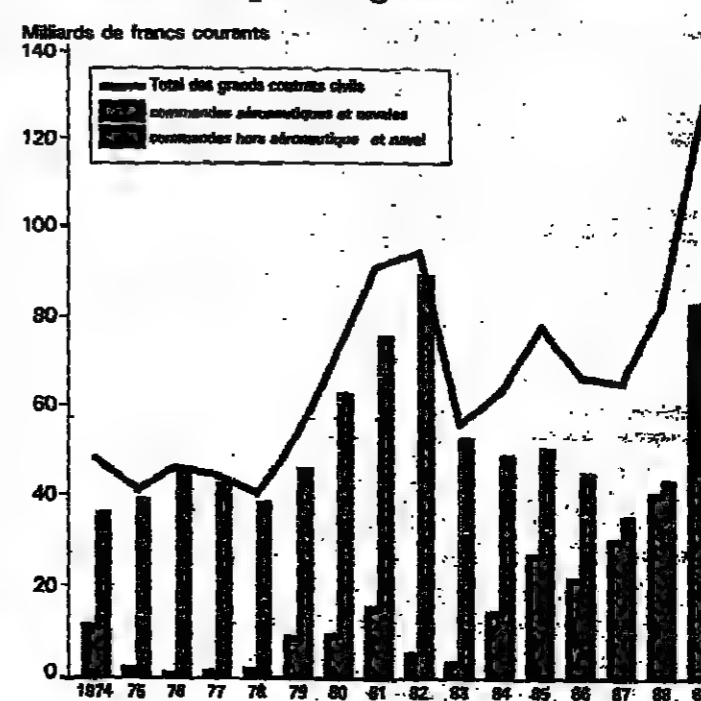
En rouge



Une faiblesse industrielle



Les à-coups de grands contrats



HÔTEL DU RHÔNE
GENÈVE
The Leading Hotels of the World
La meilleure adresse pour vos affaires au cœur de Genève, au bord du Rhône. (Garage)
Tél. 41/22/731 96 31
Fax 41/22/732 45 58

L'ASTRADUL
Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de Traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-09-02-72 et 15-78-75-80
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut Britannique de Paris

NEUBAUER un financement fantastique jusqu'au 31 mai
Votre 605 sv 3 litres, prix catalogue : 184 200 F
Coût total d'acquisition en L.O.A. 4 ans : 184 200 F

PEUGEOT
NEUBAUER
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS (2)4261568
4, rue de Châteauneuf 75003 PARIS (2)42855434
727, bd. Roquette-France 93200 ST-DENIS (2)48216021

CHAMPS ECONOMIQUES

L'Aquitaine tout terrain

II. — Qui a pin a pain

Dans son numéro du 22 mai, « Champs économiques » a commencé la publication d'une série de quatre reportages consacrés au Sud-Ouest. Le premier article présentait l'agriculture dans cette région et ses capacités d'adaptation. Dans le deuxième, il est question de la forêt landaise, la plus grande d'Europe, qui, sur 1 million d'hectares, emploie près de trente mille personnes.

Ses racines plongent dans le sable et de ses cimes elle voit la mer. La forêt des Landes de Gascogne est un peuplement amphibie. La preuve : l'espèce locale du pin maritime a su s'acclimater depuis au moins huit mille ans. Un sol très pauvre qui se ressuscite trop vite. Un climat rigoureux dont les humeurs faillait une essence de caractère pour coloniser la lande à bruyère.

Étalée sur 1 million d'hectares, la forêt landaise est le plus grand massif boisé d'Europe, une barrière de tiges et d'aiguilles dressée devant l'océan. Si le pin maritime a grandi sur cette frange atlantique, il a pris son temps pour faire souche.

Jusqu'au dix-huitième siècle, il fréquentait les abords de rivières et d'étangs, s'avancant prudemment sur quelques dunes. Les montons parcouraient la lande calcinée sous l'occi d'échassiers au teint jaune en proie à la malaria. Les bouquets d'arbres ne couvraient pas 100 000 hectares. Dès 1810, on s'ingéniait de voir le sable gagner sur les cultures et les villages. Le grain se faisait menaçant, soufflant.

Un parfum de résine

Un certain Brémontier fit aménager une dune artificielle de 200 mètres de large destinée à recueillir les sables venus de la mer. Et sur ce littoral mouvant, 100 000 hectares de pins maritimes furent ensemencés à la volée. La forêt pastorale s'effaçait devant la forêt de protection.

L'ère de la production viendrait plus tard, vers 1830, ouverte par la volonté d'un ingénieur des Ponts, proche de Napoléon III, Jules Chambrelent. Convaincu qu'après drainage le pin offrirait monts et merveilles, l'entrepreneur emporta techniciens et ouvriers : une loi d'1857 donna le coup d'envoi d'une véritable conquête. Le Second Empire s'offrait un balcon en forêt.

À la veille de 1914, 850 000 hectares avaient été plantés. Dans ses « Bords d'eaux (1) », l'écrivain Pierre Veilletet a décrit cette prospérité : « Les arbres ont atteint leur première révolution, ils sont en majesté. Le commerce du bois sem-

ble promis à un avenir radieux aux débouchés illimités... ainsi les galeries de mines galloises ou belges tiennent-elles par vertu landaise. Deux cents usines au bas mot traitent la résine que l'on recueille dans de petits pots de terre cuite. La communauté jadis bien chétive s'est enrichie de nouveaux types humains : le résinier et son hachot, le muletier et son attelage, les scieurs volants qui installent leur bivouac et leurs façons frustes de coupe en coupe. »

Pendant la première moitié du siècle, la gomme donna en effet son parfum à la forêt des Landes et le potreau de mine sa grandeur. Tout le matin, les pins mûres sont écorcés à la vorticale. Des pots vernissés sont fixés aux troncs. On ouvre des plaies dont l'acide sulfurique accroît le saignement. La résine s'écoule à raison de 300 litres par hectare et par an, versée comme le vin dans de grosses barriques. Tous les ans, la « carre » (blessure) se prolonge vers le haut de 60 à 80 centimètres. C'est le gemmage à vie.

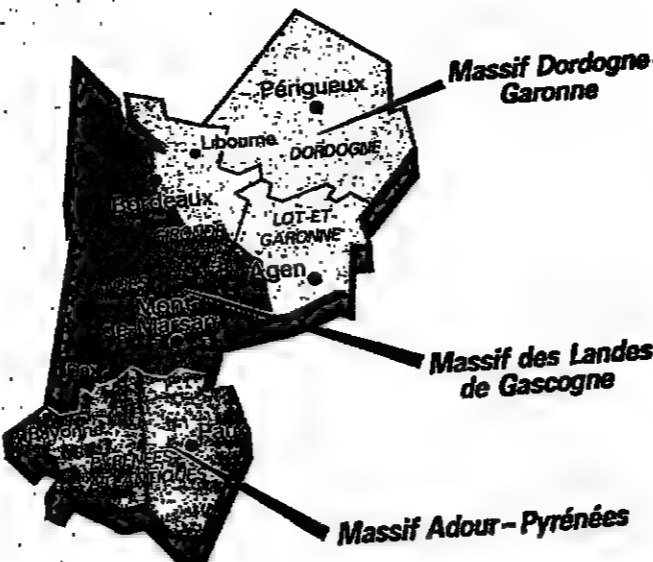
À cette époque, la résine est précieuse. On l'utilise pour les peintures et les vernis, les cirages, le savon et les colles de papeterie. Elle sert aussi à colmater les navires, sur les coques des navires. Lorsqu'un arbre est promis à l'abattage, on place le plus de « carres » possibles pour l'épuiser complètement en quatre ans. C'est le gemmage à mort. La forêt landaise comptera plus de résiniers.

Au lendemain de la seconde guerre, le décor a changé. Le manque de bras est préjudiciable à l'entretien de la forêt comme à son exploitation. Entre 1937 et 1952, 300 000 hectares ont brûlé. Le grand incendie du 20 août 1949 survint dans les mémoires « comme une vieille cicatrice dont les étés trop chauds réveilleraient la douleur », note P. Veilletet. La gomme landaise précieuse, suppléée par la main-d'œuvre bon marché du Portugal, de Grèce, de Turquie ou de Chine.

Les résiniers se résignent. On compte à présent moins de quatre-vingts familles. Les « pignes » de souche ibérique, la plupart, agglomèrent les couronnes mortuaires des pins gémés. Les poteaux de mine ont fait leur temps. Les années 60 consacrent le massacre de Gascogne comme réserve au pied du bois d'œuvre et de papier.

L'image du papier

Depuis 1925, La Cellulose du Pin (groupe Saint-Gobain) a parié sur cet essor forestier. Dans son usine cathédrale de Facture, en Gironde, elle traite chaque jour 5 000 tonnes de bois de trituration collecté sur place et transformé en pâte à papier kraft. Soucieuse de valoriser les bois d'œuvre, La Cellulose participe aussi aux efforts de recherche visant à améliorer la productivité de la forêt et la qualité des arbres. Dans la perspective d'un prochain déficit en



peupliers, elle s'est même lancée dans cette « culture » à Margaux.

L'industrie aidant, la forêt landaise s'est donnée une image papetière. Le bois d'œuvre reste pourtant sa dominante. Sur un accroissement naturel de 9 millions de mètres cubes par an, la récolte atteint 6,1 millions de mètres cubes. Le sciage en absorbe 3,7 millions et l'industrie 2,4 millions. Le massif arrive en tête pour la production nationale de papiers, de lambris, de moulures, de coffrages et de palettes.

La modernité des usines et la « montée en bois » de la forêt permettent à l'Aquitaine d'évoluer à contre-courant. Quand la filière française est déclinatoire (-14 milliards de francs en 1987), elle connaît dans la région un excédent de 1,1 milliard de francs. Vingt-neuf mille emplois s'y attachent pour une valeur ajoutée de 3,5 milliards de francs. Le taux d'investissement annuel (6,5 %) rejoint celui de l'aéronautique. « Qui a pin a pain... »

Contrairement à l'idée reçue, la forêt ne pousse pas toute seule. Elle exige des reboisements (20 000 hectares par an sont replantés en Aquitaine). Bien pousser signifie qu'elle doit s'élever droit et dense, sans acoude ni poché et de résine. Là où le vent souffle et courbe les troncs, la main de l'homme doit redresser les torts de chaque arbre. La forêt landaise ne serait pas si fière si la recherche ne l'avait, depuis 1960, prise sous tutelle.

Chercher à la station INRA de Cestas, Michel Arbez est un des artisans de la grande sélection végétale opérée dans le massif. « Elle a permis de promouvoir un matériel adapté au froid et les insectes, d'offrir des variétés à la carte en pratiquant des croisements. » Parfaitement adapté au milieu, le pin maritime avait un

soins à la volée) supposent un travail préalable de la terre qui est assainie, labourée, fertilisée. Cette sylviculture intensive du pin maritime met à profit les avancées de l'amélioration génétique. Celle-ci élimine peu à peu les fourches et les branches indésirables, atténue les courbures, accélère les révolutions. Au siècle dernier, il fallait soixante-cinq ans pour faire un arbre. Quarante ans suffisent aujourd'hui, et bientôt trente...

Des chercheurs sans tradition

Forêt gérée, la forêt landaise est aussi parlante : la recherche et l'information scientifiques, d'ordinaire jalousement conservées, sont diffusées par l'association Arbora. Cent cinquante chercheurs de la filière mettent leur science au service des professionnels. « Une telle structure n'existe pas ailleurs », affirme son président, Pierre Morlier. Une fierté affichée qui traduit la soif de reconnaissance dont s'estiment privés les forestiers d'Aquitaine.

« Nous sommes les betteraviers de la sylviculture, nous n'appartenons pas à la haute futaie, déplore Christian Pinaudeau, le directeur de la Maison de la forêt. Sans avoir recours aux grands savoirs de l'extérieur, nous avons créé la première forêt artificielle qui s'est régénérée en cultivant l'arbre comme une plante sarclée. Nous avons un savoir-faire, mais pas de traditions. Nous sommes des francs-tireurs. On vient nous voir du monde entier, sauf les ministres et les parlementaires. »

Illustration de cet état d'esprit : les agents de l'Office national des forêts se gardent de porter l'uniforme quand ils sillonnent le mas-

sif (à 95 % propriété privée). Ce serait mal vu. « On n'a aucune leçon à recevoir », ajoute C. Pinaudeau.

Encore trop morcelée, la forêt landaise, comme tout ce qu'on bâtit sur le sable, reste fragile. Mal bâtit sur le sable, les points d'eau et les grés des pistes, les points d'eau et les pare-feu, les flammes ont dévoré 7 000 hectares le 1^{er} avril, après 3 000 hectares en juillet 1989. 100 000 hectares seraient touchés par une armée de chenilles processionnaires.

« La forêt est invisible, constate C. Pinaudeau. Elle est seulement visible quand elle brûle. » Si un incendie détruit un peuplement, aucun fonds de calamité ne vient soulager les propriétaires. Le forestier est un homme poussé à la pluriactivité qui court des risques sur plusieurs décennies. Les professionnels réfléchissent à la création de produits financiers adaptés à cette gestion de l'arbre dans le temps.

Ils regardent aussi vers le Grand Sud avec appétit. De la Gascogne à la Catalogne, 6 millions d'hectares sont debout. Des pins, mais pas seulement. Il y a la Dordogne et la Garonne couvertes de chênes et de châtaigniers. Le sapin, le hêtre et encore, le chêne du massif Adour-Pyrénées. Plus bas encore les tulipiers de Virginie, les eucalyptus de Galice, les feuillus des Asturies. Avec son foyer espagnol, le Sud-Ouest se chauffe de bon bois...

de Sainte-Hélène en Méditerranée
ERIC FOTTORINO

(1) Bords d'eaux, Pierre Veilletet, 1989, Éditions Arléa, 167 pages, 85 francs. Le titre de l'article est aussi emprunté à cet ouvrage.

La semaine prochaine :
DU BLOND TABAC

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Financière Saint Dominique

Pour BDDP
et son financement international,
La Financière Saint Dominique
a joué pleinement
son rôle d'actionnaire financier.

LE CRÉDIT NATIONAL A ÉTÉ L'UN DES TOUT PREMIERS PRÊTEURS DE BDDP, SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ CRÉÉE EN 1984. LORSQUE BDDP A OUVERT SON CAPITAL EN 1989 POUR FINANCER SON EXPANSION INTERNATIONALE, LA FINANCIÈRE SAINT DOMINIQUE EST DEVENUE L'ACTIONNAIRE FINANCIER LE PLUS IMPORTANT AVEC 6,7 % DU CAPITAL. UN PROGRAMME DE CROISSANCE EXTERNE ACCÉLÉRÉ A ENTRAÎNÉ LA MISE EN PLACE DE 750 MF (250 MF EN CAPITAL ET 500 MF EN PRÊTS À LONG TERME) QUE LA FINANCIÈRE SAINT DOMINIQUE, ACCOMPAGNÉE D'UN AUTRE FINANCIER ET AVEC LE CRÉDIT NATIONAL COMME PRÊTEUR À LONG TERME A RÉUNI EN QUINZE JOURS. BDDP A PU AINSI SAISIR UNE OPPORTUNITÉ D'ACQUISITION STRATÉGIQUE QUI LUI PERMET DE POURSUIVRE SA CROISSANCE EXCEPTIONNELLE : VALEUR DE L'ACTION MULTIPLIÉE PAR 44 DE 1984 À 1989 ; MARGE BRUTE MULTIPLIÉE PAR 21 DE 1984 À 1989 ET PAR 4 ENTRE 1989 ET 1990. PRENANT AINSI PLACE PARMI LES 15 PREMIERS MONDIAUX BDDP ÉTAIT UN CANDIDAT IDÉAL POUR EURO SYNERGIES QUI INVESTIRA 10 MILLIONS D'ÉCUS DANS LE CAPITAL DE BDDP.

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ
GESTION ET ADMINISTRATION D'ENTREPRISE
ISC PARIS

une année intensive d'enseignement de haut niveau pour devenir un professionnel recherché de la gestion quotidienne des entreprises.

■ **FORMATION :**
du 1^{er} Octobre 1990 au 28 Juin 1991

■ **ADMISSION :** Bac + 4
Maîtrise d'Université ou équivalent, Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur, Médecins, Pharmaciens ou 6 ans d'expérience professionnelle.

■ **SÉLECTION :**
sur dossier et entretien avec un jury.

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État
22, boulevard du Fort-de-Vaux, 75017 PARIS
Tél. (1) 40-53-99-99. Yvette CAROUI

Une exigence qui s'affirme
sur le marché de l'emploi :
LA QUALIFICATION
LANGUE(S)
ÉTRANGÈRE(S)

Tous ceux qui ont appris une langue ont intérêt à préparer un diplôme spécialisé en langue des affaires, gestion ou communication :

Chambres de commerce étrangères, Certificats européens, Cambridge, Toefl...

Examen chaque année dans toute la France. Pas de limite d'âge, pas de titre préalable exigé.

Documentation gratuite sur ces diplômes et les cours individualisés :

Département Information de LANGUES & AFFAIRES, Soc 5051, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois.
Tél. : (1) 42-70-81-88.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

Le Monde *des* Dirigeants

Postes à + de 400 KF

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT
du Sud de la France, notre expansion s'appuie sur un savoir faire
reconnu au niveau international, nous souhaitons accueillir dans
notre Comité de Direction un

DIRECTEUR DE L'INGÉNIERIE

Pour lui confier le développement de ce centre de profit. Vous
participerez à l'élaboration des orientations stratégiques,
définirez les nouveaux produits et domaines de compétence qui
viendront s'ajouter à ceux qui nous ont déjà valu notre
expérience, et coordonnerez les talents d'une division de 120
personnes.

Issu d'une grande école, vous avez suivi la réalisation de projets
d'envergure (du Génie Civil à l'Équipement Électronique) et
vous souhaitez maintenant guider vers le succès une unité
complète, celle mal connue de notre croissance.

Bien sûr, pour les interventions à l'étranger, vous parlez anglais
et même peut-être une troisième langue.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V.,
photo et rémunération) sous référence 1050 M à notre Conseil
qui le traitera confidentiellement.

Daniel Desjardins
5, rue de la Sorbonne - 75006 Paris - Germain - en - Lye

Directeur Général Adjoint

BARCELONE

600.000 FF minimum à débattre

Je suis le Directeur Général d'une entreprise dans un secteur en développement située à Barcelone. Chiffre d'affaires budgété 500 millions de FF, 10.000
millions PIS pour 1990 ; 800 personnes. Nous faisons partie d'un Groupe International dont le chiffre d'affaires consolidé dépasse 2.700 milliards de FF
155.000 millions PIS. En raison de la rapide expansion de notre entreprise en Espagne et du fait que je suis de plus en plus pris par des questions de développe-
ment, je recherche un Directeur Général Adjoint.

Il aura la responsabilité des Services Informatique, Administratif, Comptable, Fiscal, Contrôle de Gestion et du Personnel et les Opérations comportant
un total de 300 personnes. Sa première mission sera de mettre en place un contrôle de gestion efficace que l'entreprise pourra utiliser comme aide à la
décision et pour ce faire il sera obligé d'améliorer l'organisation des Services Comptable et Informatique.

Ce poste conviendrait à une personne ayant la maturité d'un homme de 40 ans environ, ayant fait des études supérieures commerciales ou une école
d'ingénieur. Il sera avant tout un organisateur connaissant très bien l'informatique et le contrôle de gestion ; il est évident qu'il est déjà un meneur d'hommes.
Espagnol et Français sont indispensables. L'Anglais sera un plus.

Je vous remercie de bien vouloir envoyer votre CV, sous référence LI-101-M à notre Conseiller, Raymond ELKIN, 16 rue Gabriel Péri, 94220 Charenton-Le-Pont
qui s'engage à ne pas nous présenter votre dossier sans votre accord.
Pour garder la nature confidentielle de cette recherche vous pouvez si vous le désirez demander à votre Avocat ou à votre Notaire de solliciter par écrit
les premiers renseignements concernant ce poste.

Raymond ELKIN
Conseiller en Relations Humaines

GROUPE INTERNATIONAL 11 Milliards de CA, plus de 2 Milliards en France.

DIRECTEUR COMMERCIAL

PARIS

HEC, ESSEC, ESCP...
Ingénieur + ISA

Résultats financiers de premier ordre, leader sur nos marchés, des produits et services en
constante évolution technique destinés à un réseau de grossistes professionnels et très appré-
ciés des prescripteurs : tels sont les quelques éléments moteurs qui ont forgé notre notoriété et
traduisent le professionnalisme de nos hommes.

Achats de sociétés et nouvelles implantations industrielles prouvent la détermination de notre
Groupe face à une concurrence vigoureuse et de qualité.

Agé d'au moins 35 ans, vous aimez à manager les Directions des Ventes, du Marketing et de la
Communication, représentant plus de 100 personnes, dont près de 80 cadres.

La réussite dans ce poste exige une personnalité et un potentiel de haut niveau sachant agir avec
souplesse et détermination et vous permettre d'évoluer vers un poste de management général
en France ou en Europe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et
rémunération actuelle) sous référence A 0517 à notre Conseil Madame FAVEREAU - 52, rue de
la Fédération - 75015 PARIS, qui vous garantit la plus stricte confidentialité.

DIRECTEUR GENERAL

Editions - Paris - Un groupe interna-
tional d'éditions, en forte croissance,
recherche le directeur général de sa filiale
française qui publie des recueils d'informa-
tion spécialisée à destination des entrepri-
ses, collectivités et professions libérales,
ainsi que des ouvrages de loisirs, vendus
uniquement par correspondance. Rendant
uniquement directement à la maison-mère et
assisté d'une petite équipe de direction, il
sera responsable du management global de
cette unité et de son développement sur le
marché français. Ce poste, basé à Paris,
s'adresse à un candidat âgé de 36 ans mini-
mum, diplômé de l'enseignement supérieur
commercial ou équivalent. Il devra justifier

d'une expérience réussie de la direction
d'un centre de profit, acquise au sein d'une
maison d'édition spécialisée ou chez un
éditeur de publications périodiques, ainsi
que de réelles aptitudes au management. La
connaissance de la VPC constituerait un
atout. La pratique de l'anglais est indispen-
sable. La rémunération annuelle de départ
(fixe + intéressement) sera fonction des
compétences présentées et assortie d'une
voiture de fonction. Ecrire à D.
MORETTE en précisant la référence
A/R9648M - PA Consulting Group - 3, rue
des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex -
Tél. 40.88.79.79. (PA Minitel 36.15 code
PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

Directeur financier 400 KF +

Nous sommes la filiale française de financement
et de location d'un Groupe Européen de 17 000 per-
sonnes, qui fabrique et commercialise des biens
d'équipement.

Notre société regroupe une équipe de 30
professionnels tous très motivés par leur métier.

Pour en animer la Direction Financière et
accompagner sa croissance et ses développements,
nous cherchons un expert rompu aux techniques
des sociétés financières et des marchés financiers.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, il a si-
possible complété sa formation par l'expertise
comptable, il parle couramment l'anglais.

Nous lui confierons les missions suivantes :
- assister la Direction Générale dans la préparation
des budgets et des plans à long terme,
- superviser les services comptable, informatique,
contentieux et crédit,
- suivre la trésorerie,
- superviser les reporting en Siège.

Ce poste est basé en banlieue nord de Paris où
est situé l'ensemble de la direction du Groupe pour
la France.

Merci d'adresser votre candidature sous
référence 83M à Hervé & Millet Conseil,
27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM Hervé
& Millet
Conseil

Votre avenir s'inscrit dans le "temps"

Notre créativité et notre adaptabilité nous placent leader dans différents créneaux
de la gestion électronique du temps.
Notre croissance s'appuie sur des marchés et partenaires nouveaux.

Directeur d'usine

A partir de votre intégration, votre action auprès du PDG empruntera les deux axes majeurs : renforcement de
la structure et efficacité de l'organisation. Passé ce court terme, votre projet personnel rejoindra la pérennité
de notre entreprise (85 pers) et le dessin collectif de notre groupe.

Dans cette démarche, vous aurez la charge de mobiliser l'ensemble des potentiels techniques et humains en
cohérence avec la stratégie globale que vous aurez contribué à élaborer.

Valorisant la créativité de notre équipe (source des produits spéciaux) votre action de management sera le
garant du développement de la synergie entre notre société et les unités coordonnées par le holding.

De formation ingénieur, votre connaissance du milieu électronique ainsi qu'une première expérience du
management seront des atouts pour assumer le succès de la démarche proposée.

Pour ce poste, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. DLM à notre Conseil
qui vous garantit toute confidentialité.

17, rue Angélique Vénien 92200 NEUILLY

cog hébert conseil
Ressources humaines
membres de syntec - CFCM

Le Monde *des* Juristes



GROUPE CONCEPT (4 000 collaborateurs, 2,3 Mds de CA en 1989), 3^e
SSII française et 6^e européenne, est leader sur le marché de l'informatique
et des services dédiés aux métiers de la finance, de la comptabilité et de
la gestion.
Dans son contexte de très fort développement, nous recherchons un

Fiscaliste Junior

Intégré au sein de notre direction juridique et en liaison avec les différentes directions comp-
tables, vous travaillerez en collaboration avec le responsable fiscal.

Agé d'environ 25 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise - option fiscalité,
ENL...), vous êtes débutant ou avez acquis une première expérience professionnelle en
entreprise ou en cabinet.

Votre aisance relationnelle, votre rigueur et votre autonomie vous permettront d'être rapide-
ment opérationnel.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence S 0510 à notre Conseil.

CONCEPT
RECRUTEMENT

SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE PRESSE
spécialisée en droit fiscal et social recherche de
jeunes juristes pour des postes de

REDACTEUR FISCAL H/F
(réf 8623)

REDACTEUR SOCIAL H/F
(réf 8624)

Si vous êtes motivé par l'un ou l'autre de ces postes, adressez
lettre manuscrite motivée et CV en rappelant la référence à

HERTZ CONSULTANTS 34, rue de l'Arcade
75008 PARIS

هكذا من الأصل

Responsable du service administratif central Etudes économiques et juridiques

(41 42.27.40.27)

evian

2,4 Mds de CA,
1500 personnes, une
expansion constante sur
la marché français avec
ses marques Evian,
Badoit, Fukté, Adhion, et
toujours en position de
leader mondial de
l'exportation d'eaux
minérales.

Rattaché à notre Directeur Administratif et
Financier, vous êtes l'interlocuteur des
directions opérationnelles en intervenant sur
l'ensemble des aspects juridiques les concer-
nant : Droit de la consommation, de la
concurrence, des contrats, des assurances et
des sociétés.
A l'écoute du marché et de ses évolutions
tant en termes économiques que techniques
ou commerciaux, vous êtes un relais d'infor-
mations capital pour notre Direction générale.
De formation supérieure, école de com-
merce ou juridique + 3^e cycle de gestion
(MAG, DESS, EP...), vous avez une première
expérience en entreprise et maîtrisez
l'anglais.
Ce poste basé à Evian, très ouvert sur l'en-
semble de notre société, est un tremplin
pour évoluer vers d'autres fonctions.
Vous voulez en savoir plus, appelez le
(41) 42.27.40.27 ou adressez votre candidature
sous réf. M1 65 M en précisant votre rémuné-
ration actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres,
7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 05.

Notre groupe a pour vocation de développer des ensembles
immobiliers multifonctionnels, notamment des CENTRES COMMERCIAUX.
Nos importantes perspectives de développement nous conduisent à
renforcer nos équipes et à rechercher

UN JURISTE DROIT IMMOBILIER

Attaché à la direction des programmes vous serez à la fois
homme de terrain et le spécialiste qui apporte une assistance
juridique quotidienne aux Responsables de programmes. Vous
élaborerez avec eux les solutions adaptées à chaque cas, dans
le cadre général des procédures juridiques définies par la
Direction Administrative et Financière.

JEUNE DIPLOME DE DROIT PUBLIC (Maîtrise, DESS, I.C.H.
souhaité) votre réussite dans ce poste mobilisera votre culture
de juriste. Elle exige aussi le discernement que donne une
première expérience bien vécue dans des domaines où votre
compétence est sans faille : droit de la construction, marché
de travaux, rédaction d'actes préliminaires de
commercialisation, de baux, de copropriété ou d'association,
assistance juridique quotidienne à des Responsables de
programmes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre
manuscrite, CV, photo, rémunération souhaitée) sous référence
34 - 124/LM à notre conseil
MRT CONSULTANTS 20, rue de l'Arcade, 75008 PARIS.

MRT CONSULTANTS

JURISTE au tempérament d'entrepreneur

Nous sommes l'un des grands noms du BTP.
Dans le cadre de notre développement, nous souhaitons ren-
forcer notre équipe de Direction en y intégrant un jeune juriste
d'entreprise qui traitera, au niveau du Groupe, les questions
juridiques et fiscales relatives au droit des sociétés, au montage
d'opérations, à la gestion des contrats et au contentieux.
Il interviendra également dans l'étude et la réalisation de nos
projets de reprise de sociétés, tant en France qu'à l'étranger,
notamment en milieu anglophone.

D'esprit ouvert et imaginatif, dynamique et ayant le goût du
challenge, il est appelé à devenir rapidement un interlocuteur
privé de nos Directions opérationnelles.
De formation DESS ou diplôme anglo-saxon équivalent, le
candidat que nous souhaitons rencontrer a une première
expérience d'au moins 5 ans, acquise dans un contexte
d'affaires.

Merci d'écrire à notre Consultant qui vous assure d'une totale
discretion : Guy Deschamps Conseil, 38 rue de Lisbonne,
75008 Paris.

Juriste confirmé Prenez la responsabilité de notre service contentieux

LA COMPAGNIE BANCAIRE, 1^{er} Groupe européen des établissements financiers, recherche un
collaborateur expérimenté pour prendre la tête du service Contentieux de l'une de ses
filiales spécialisée dans le crédit bail et l'investissement immobilier.

Disposant d'une large autonomie et en relation directe avec les autres services de la société,
vous traiterez les dossiers arrivés au pré-contentieux.
Entouré de votre équipe, vous mettrez en œuvre les moyens amiables et judiciaires pour obtenir
le recouvrement des impayés. Vous assurerez personnellement le suivi des dossiers les plus
complexes notamment en matière de remplacement des contrats auprès de nouveaux preneurs.

Pour réussir à ce poste, vous avez de solides compétences juridiques, une expérience
de recouvrement contentieux et une autorité naturelle dans vos relations avec la clientèle et
les intervenants judiciaires. Une connaissance du crédit-bail et de la fiscalité immobilière
est souhaitée.

Cette mission sera pour vous l'opportunité d'entrer dans une société gérant des opérations
représentant des enjeux financiers importants, d'accroître vos responsabilités et d'évoluer à
terme au sein de la COMPAGNIE BANCAIRE.
Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo sous la réf. 349 à Hervé GIMENEZ
COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

COMPAGNIE BANCAIRE

JEUNE REDACTEUR



Partenaire pluridisciplinaire privilégié de l'industrie, le Centre Technique
des Industries Mécaniques a une mission de recherche, de développe-
ment, de formation et de diffusion de l'information auprès des entre-
prises de la mécanique. Le développement de ses conventions de
recherche et d'échange avec ses partenaires industriels Français et
étrangers, publics ou privés, nous conduit à rechercher, pour son Département Juridique, un jeune
Rédacteur de Contrats.

Il a pour mission d'initier les contrats gérant les accords de collaboration, d'assister les équipes des
laboratoires dans la préparation et la négociation des accords et de suivre l'évolution de la législation,
par exemple dans le domaine de la propriété industrielle.

Nous souhaitons rencontrer, pour cette activité "contrats", un jeune juriste, si possible de formation
Droit des Affaires, justifiant d'une première expérience de 3 à 5 ans. Relationnel, il est bien sûr motivé
par un environnement technique de haut niveau. Il pratique l'anglais et est ouvert à des déplacements
de courte durée.

Le poste est basé à Senlis.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence
M 3/2857 B à :

EGOR S.A.
6, rue de Bant - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

KPMG/Fidal,
Premier Cabinet
Conseil Européen
en droit des
affaires,
recherche pour
ses directions
régionales de
Bretagne,
Normandie,
Pays de Loire,
Picardie,

Juristes spécialisés

- FISCALITÉ,
- DROIT DES SOCIÉTÉS,
- DROIT PATRIMONIAL (formation notariale avec ouverture
sur le droit des affaires).

Vous avez une formation supérieure en droit des Affaires, une
première expérience de 3 ans minimum, et vous conjuguerez
l'usage de raisonnement, rigueur et sens relationnel.

Nous offrons un savoir-faire, un solide plan de formation,
l'appui d'une équipe et un métier passionnant offrant
d'intéressantes perspectives d'avenir.

Merci d'adresser votre dossier, lettre manuscrite, CV, photo
et prétentions, à KPMG/Fidal - 2 bis, rue de Villiers
92300 LEVALLOIS PERRET, à l'attention de Madame Ledercq.



FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE

JURISTE (H/F) Droit immobilier

Etude notariale - Cette étude pari-
sienne qui emploie environ 50 personnes
connaît une forte croissance de son activité,
notamment dans les domaines du droit
immobilier et du droit des sociétés. Pour
accompagner son développement lié à celui
de sa clientèle de promoteurs et de Sicoim,
elle recherche un spécialiste en droit immo-
bilier. Véritable conseil juridique pour ses
clients, il se verra confier des missions fai-
sant appel à son expertise en matière
d'urbanisme, de construction, de fiscalité
et de crédit-bail. Ce poste s'adresse à un

juriste de formation, idéalement notaire
diplômé, disposant d'au moins cinq années
d'expérience acquise dans un office nota-
rial. Outre ses compétences dans le
domaine du droit immobilier, il sera égale-
ment homme ou femme de communication
et d'imagination. Merci d'adresser votre
dossier de candidature, qui sera traité en
toute confidentialité, à B. AUBRY en pré-
cisant la référence S/8551M - PA. Consul-
ting Group - 3, rue des Graviers - 91531
NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.39. (PA
Ministère 36.15 code PA)



Creating Business Advantage

Grand Groupe Immobilier filiale de la Caisse des Dépôts recherche pour le service
juridique et fiscal de sa Direction financière et administrative (Paris)

JURISTE DEBUTANT

- VOS FONCTIONS :
- apporter conseil et assistance aux services fonctionnels et aux filiales du groupe,
 - contribuer à la vie et à la protection juridique du holding,
 - assurer la gestion du fichier juridique des participations du groupe.

VOTRE PROFIL :
maîtrise en droit des affaires et spécialisation en droit immobilier, fiscal ou droit des
sociétés, avec des connaissances en micro-informatique.

VOS QUALITES :
rigueur, organisation, autonomie, sens du contact relationnel.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions s/réf. JSSA à
COP HOMMES ET STRUCTURES - 90, av. du Maine - 75014 PARIS.

Société de Conseil internationale
recherche

JURISTE CONFIRMÉ

(droit commercial, droit des sociétés, droit bancaire)
pour mission de conseil pendant un an auprès du gouvernement
d'un pays de la péninsule indochinoise.
Expérience professionnelle d'au moins 10 ans.
Anglais courant. Disponibilité immédiate.

Adresser C.V. à l'attention de M^{me} Ballan - JGP
5, rue de Rocroy, 75018 Paris.

PARIS (75008) - Filiale d'un grand groupe bancaire
d'Entreprises, spécialisée dans les applications
juridiques et économiques, avec pour principales
Administrations et Branches Comptables en France et
à l'étranger, recherche

Responsable Juridique

- Il aura la charge :
- de l'Analyse et du Contrôle des Engagements de la Société
 - de l'Assistance aux services fonctionnels
 - de la Gestion contractuelle des Affaires.

Ce poste, rattaché au Secrétaire Général, est basé en proche banlieue Sud-Ouest.
Il s'adresse à un candidat de formation juridique ayant une expérience d'environ
5 ans en Entreprises.

Adresser CV et prétentions à CORIS - 2 avenue Descartes - 92850 LE PLESSIS
ROBINSON à l'attention de Monsieur de SAINT PAUL.

Le Monde *de la* Gestion

Dans le cadre de son développement
ETABLISSEMENT FINANCIER
(Paris-17^e)
recherche

UN(E) GÉRANT ACTIONS ÉTRANGÈRES

ayant une bonne connaissance du marché allemand
Vous avez une expérience réussie de 3 à 5 ans
dans une banque ou un établissement financier
(français ou étranger).

Cet acquis vous permettra de prendre la responsabilité
de la gestion de nos placements en actions étrangères,
principalement sous forme d'O.P.C.V.M.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 8922
Le Monde Publicité - 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

OPÉRATION
SPÉCIALE

de la Gestion

Dans le cadre de sa politique de décentralisation, la Direction Comptable d'un important groupe industriel recherche un

Responsable Administratif et Comptable

Mantès
Rattaché au Chef de département Comptabilité Contrôle du groupe, vous serez en charge des comptabilités de plusieurs entités décentralisées dont vous aurez préalablement assuré la mise en place (procédures comptables et informatiques).
Dirigeant en contact avec les opérationnels, vous serez d'autre part responsable du suivi de la trésorerie et des travaux administratifs de ces entités.
De formation DECS/ESC, vous avez 30-35 ans et une expérience de 5 ans dans une fonction comptable, en entreprise ou en cabinet.
Le poste requiert au moins des qualités de

250 KF
communication et d'initiative, une bonne maîtrise de l'informatique et de la comptabilité de gestion. L'anglais serait apprécié.
A terme, vous pourriez bénéficier des perspectives d'évolution de carrière offertes par le groupe en France ou à l'étranger.

Contacter Fabrice de l'Assomption au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV, photo + tél + réclamation actuelle à Michael Page Comptabilité, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. FL5672MO.

Michael Page Comptabilité
Spécialiste en recrutement Comptable



Constructeur américain, leader incontesté de l'informatique transactionnelle, TANDEM COMPUTERS (10.000 personnes/1,6 milliard de dollars), recherche un

Jeune Contrôleur Financier

Boulogne (92)

Collaborateur privilégié du Directeur Financier, vous prenez en charge l'ensemble du contrôle financier de TANDEM FRANCE (500 MF de CA).

Vous assurez le reporting, le contrôle budgétaire et continuez à développer l'informatique de gestion. Par ailleurs, vous traitez des questions qui relèvent à la fois des domaines financiers et comptables (polyvalence obligée).

Esprit de synthèse, rigueur, méthode, mais aussi pédagogie et sens de la communication sont les qualités déterminantes pour votre réussite dans cette fonction.

Vous êtes âgé de 26/30 ans diplômé d'une école supérieure de commerce complétée d'un DECSF et avez deux à trois ans d'expérience professionnelle en cabinet d'audit/entreprise. L'anglais opérationnel est indispensable.

Le groupe offre à un candidat de valeur de réelles perspectives d'évolution à des postes de gestion opérationnels.

Contacter Frédéric Pongon, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + réclamation actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 Paris, sous réf. FP 5727 MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

OTIE D'AZUR

Service de développement

CHARGÉE D'ÉTUDES

De formation économiste, vous connaissez l'entreprise. Vous avez une expérience professionnelle d'au moins 5 ans. Vous êtes libre pour voyager à l'étranger. Vous êtes au minimum bilingue anglais.
Votre mission : aider les entreprises à exporter et les entreprises étrangères à s'implanter.

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo à
M^{me} COURTADON - 5, rue Golléni 92100 Boulogne.

LEADER MONDIAL SUR LES MARCHES D'OPTIONS, LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT ET RENFORCE SES ÉQUIPES SPÉCIALISÉES.

DIVISION OPTIONS H/F

Débutant ou avec une première expérience, vous êtes diplômé de POLYTECHNIQUE, MINES, CENTRALE, ENSAE, HEC, ESSEC, ESCP, DESS, DEA...

Rester leader est notre ambition, rejoignez-nous pour y contribuer comme :

- **MARKET-MAKERS** SUR OPTION de : Change, Taux, Matières Premières, Action et Indices

- **COMMERCIAUX** auprès d'une clientèle de Grandes Entreprises Françaises et Étrangères.
- **RECHERCHE - DÉVELOPPEMENT** Nouveaux produits et montages spéciaux.

Nos métiers passionnants requièrent de réelles qualités d'entrepreneur, motivation et esprit de compétition dans un contexte de travail en équipe. Ces postes sont à pourvoir en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence MO, à Frédéric PASTRE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 29, rue Talbot - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

GEC ALSTHOM

LYON

NOTRE DIVISION TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ÉNERGIE recherche

LE RESPONSABLE "CONTROLE DE GESTION"

d'un Département (1 200 personnes)

Sous l'autorité du Responsable de l'administration de ce Département, il prend en charge l'ensemble du Contrôle de Gestion et du Reporting s'y attachant, ainsi que toutes études économiques ou financières demandées par la Direction.

Ce poste intéresse un candidat âgé d'au moins 28 ans, Grandes Ecoles de Commerce ou Universitaire avec DECS. Il a une première expérience en Contrôle de Gestion acquise en milieu industriel et il possède une bonne pratique de l'outil informatique.

Très intéressantes possibilités d'évolution dans notre Groupe.

Merci d'envoyer votre candidature avec CV, détaillé, sous référence 5520-M à Mamrègles, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

UNE MISSION D'ORGANISATION DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Filiale récente d'un groupe anglo-saxon, intervenant dans le négoce de produits chimiques (CA 70 Millions de Francs), nous souhaitons adapter nos structures à ce nouvel environnement et créons la fonction de :

FINANCIAL CONTROLLER

Paris

En relation avec l'ensemble des opérationnels et le Groupe, vous mettez en place notre informatique et nos nouveaux systèmes d'information et comptabilité, assisté d'une équipe restreinte, la totalité des responsabilités d'une petite Direction Financière (Budgets, Comptabilité, Indicateurs, Recrutement...).

26/30 ans, de formation supérieure et comptable, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise de préférence en cabinet d'audit ou au sein de la filiale d'un groupe anglo-saxon. L'anglais est impératif, une première expérience similaire serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier : CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle, sous réf. C258M, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil



Le Groupe IP, Régie Multi Média Internationale (Radio - TV - Presse), filiale d'HAVAS, réalise un CA 199 de 12 Mds de FF dont 50 % à l'étranger. Avec 1 200 salariés répartis dans 30 filiales et 8 pays, nous poursuivons notre développement et notamment vers l'Europe de l'Est. Nous recherchons un

Auditeur interne H/F

auquel nous confierons la responsabilité de l'audit de nos filiales françaises et étrangères et des missions d'audit ponctuelles (acquisition, informatique...). Dans le cadre de ces interventions, vous participerez également à l'élaboration et l'analyse des états consolidés.

Après 3 ans au Cabinet d'Audit International, vous êtes autonome dans les sociétés qui vous sont confiées. Vous désirez évoluer dans un poste à dimension européenne vous permettant, au travers de nombreux contacts à l'étranger, de participer activement au développement de notre Société. Basé à Paris, vous serez amené à effectuer des déplacements de courte durée pour lesquels la connaissance de l'allemand et de l'anglais sont indispensables. Ce poste vous offre de réelles opportunités d'évolution au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier à Serge TACCHI INFORMATION et PUBLICITE (RM, AUDI) - 31, rue du Colisée - 75008 PARIS

DYNAMIQUE DES ESPACES PUBLICITAIRES



1^{er} groupe européen de FORMATION, notre activité de FORMATION AU MANAGEMENT et à la GESTION est destinée aux dirigeants et aux cadres d'entreprises.

Contrôleur de Gestion, Auditeur devenez

FORMATEUR - CONSULTANT en GESTION

Votre profil :

- vous disposez d'une formation supérieure BAC + 5 (Ecole Sup de Co, DESS gestion-DECS).
- vous avez moins de 30 ans et une 1^{ère} expérience à dominante gestion,
- vous êtes très motivé pour transmettre vos connaissances et votre savoir-faire.

Votre mission :

- vous animerez des stages inter-entreprises CEGOS destinés aux cadres opérationnels,
- vous conseillerez nos clients en intervenant au sein de leur Entreprise. Vous créerez pour eux des séminaires, que vous négocieriez avec eux. Vous assurerez le suivi de nos clients,
- vous participerez à l'amélioration permanente de ces stages, en perfectionnant leurs contenus, la pédagogie et l'instrumentation.

Etre Formateur à la CEGOS vous procurera :

- la notoriété du N° 1 de la Formation des Adultes en Europe (stages courts)
- l'opportunité d'approfondir et de transmettre votre expérience par des méthodes éprouvées et sans cesse renouvelées, au sein d'une équipe de consultants très professionnels,
- la possibilité d'accéder à la responsabilité d'un centre de profit.

Si cette fonction vous attire, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous la réf. 037/13/M à Françoise GIRARD, CEGOS, DRH - Tour Chénouet, 92516 BOULOGNE CEDEX.

هكذا من الأصل

OPÉRATION
SPÉCIALE

Opérationnels... devenez membres de notre "état major"

Vous êtes un homme de la logistique ou un gestionnaire d'entreprise, ou un responsable commercial/marketing, venez rejoindre notre groupe en forte évolution. Holding d'un des leaders de la grande distribution, nous recherchons aujourd'hui des responsables force de proposition et de coordination entre notre conseil d'administration et nos filiales. Vos missions : organiser, animer les échanges holding/filiales, conseiller ces dernières dans la mise en place de l'application des directives préconisées par la holding et s'assurer de leurs réalisations. Votre profil : de formation supérieure, école de commerce ou ingénieur, votre expérience d'environ 5 ans au sein d'une direction opérationnelle, impliquant conception, contrôle et management d'équipe, vous a permis de développer votre sens de la communication et de la diplomatie, vos qualités d'animateur ainsi que votre curiosité d'esprit et votre sens concret et pragmatique.

Evelyn LEVY, 2, avenue Hoche 75008 PARIS

N° 4331/M

SV & GM
CONSEIL EN RECRUTEMENT

JEUNE AUDIT OU JEUNE FINANCIER...

... PASSEZ AU MONDE DES AFFAIRES.

A 25-27 ans, doté d'une formation supérieure : ESSEC, Sciences-Po, Sup de Co... et après 2 ou 3 années d'expérience d'AUDIT ou de FINANCE... vous souhaitez aujourd'hui prendre une orientation qui corresponde mieux à votre PERSONNALITÉ : Plus d'ouverture, des négociations à haut niveau, une responsabilité totale sur vos dossiers...

Devenez CHARGE D'AFFAIRES DE HAUT NIVEAU auprès des Dirigeants des grands Groupes Industriels et sociétés de services.

Pour faire de vous de véritables conseils en investissement et hommes d'affaires, nous vous initierons à des méthodes rigoureuses pour analyser les besoins de nos clients, négocier jusqu'à leurs conclusions des opérations de Vente Acquisition - Location. Dès la 2ème année, rémunération exceptionnelle possible.

POUR CES POSTES, à PARIS et en RÉGION PARISIENNE, merci d'adresser CV, PHOTO et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, sous référence 56.1857 LM.

Mercuri Urval

Important Groupe de Distribution, nous recherchons dans le cadre de notre fort développement

Responsables administratifs et financiers

(pour nos filiales et succursales)

En étroite collaboration avec le Directeur d'établissement vous aurez l'entière responsabilité :

- des comptabilités générale et analytique ;
- du contrôle de gestion ;
- de la gestion du personnel ;
- et de l'ensemble de l'organisation administrative.

Agés de 30 ans environ, vous avez une formation Supérieure complétée d'une solide expérience comptable. (Réf. 6759/A)

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature, lettre, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à MEDIA PA - 50-54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

Auditeurs

(débutants ou confirmés)

Vous assurerez l'audit comptable et financier du groupe, réaliserez des études d'organisation comptable, administrative et informatique, et participerez à des missions d'assistance.

Vos compétences et votre motivation vous permettront d'évoluer rapidement vers des postes à responsabilités dans nos établissements régionaux.

(Réf. 6759/B)

Responsable de la consolidation, du budget et du reporting

Sud-Est

320 KF +

Pour renforcer sa direction financière, une société de services industriels à vocation internationale recherche un cadre à fort potentiel qui sera principalement chargé de la consolidation comptable, du budget et du reporting des filiales françaises et étrangères. Il devra également participer à l'amélioration des procédures et systèmes existants afin de faire accélérer les clôtures, augmenter la fiabilité du reporting et des informations financières nécessaires à la direction. Rattaché au Directeur Comptabilité Gestion, ce poste évolutif s'adresse à un diplômé d'une école supérieure de commerce option financière et comptable ou équivalent, possédant plusieurs années d'expérience au siège et/ou dans une importante filiale étrangère d'une multinationale, de préférence dans les services industriels ou le BTP. Les contacts réguliers avec les filiales étrangères nécessitent la pratique courante de la langue anglaise. Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet sous référence FM 05 à Françoise Meyer - 25, rue Falque - 13006 Marseille. Tél : 91.37.77.77

Meyer & partenaires

AMUSONS NOUS UN PEU!

Société de loisirs américaine implantée en France et en très forte expansion, nous recherchons plusieurs

CONTROLEURS DE GESTION R/P
BEC, ESSEC, ESCP...

Vous avez une formation supérieure de type Grande Ecole de commerce, de gestion ou d'ingénieurs et une expérience de 2 à 6 ans. Un MBA serait le bienvenu.

Pour nos différents secteurs d'activités (informatique, hôtellerie, loisirs...), vous élaborerez des systèmes de gestion performants, contrôlerez le fonctionnement des procédures, préparerez et vérifierez les budgets.

L'anglais courant est indispensable.

Si vous recherchez polyvalence et dimension internationale, adressez votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous réf. 78683, à Media-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

JEUNE CADRE FINANCIER

REJOIGNEZ LE N° 1 EUROPÉEN DU CRÉDIT AUTOMOBILE

RENAULT CREDIT INTERNATIONAL regroupe l'ensemble des filiales de financement des ventes du Groupe RENAULT dans le monde.

Direction financière du holding, notre mission est notamment de gérer le refinancement du Groupe. Au sein de cette structure, le middle-office est en charge du contrôle des risques, de la mesure des résultats et des études financières.

Pour ce poste qui requiert la pratique courante de l'anglais, nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 78841 à Media-System, 6 impasse des deux Cousins, 75849 Paris cedex 17, qui transmettra.

Nous souhaitons enrichir cette équipe des compétences d'un jeune cadre de formation scientifique ou commerciale de tout premier plan.

Une expérience de 2 à 3 ans des marchés et instruments financiers vous permettra une participation active à notre réflexion et à l'évolution de nos méthodes.

Nous vous offrons de réelles possibilités de carrière dans un contexte international.

CRBER LA COMPTABILITÉ DE NOTRE FILIALE TELEMATIQUE

Un groupe financier de 1^{er} plan créant sa filiale de services télébancaire, vous propose de participer au lancement de cette structure légère et très ambitieuse commercialement.

Rattaché au Directeur Général, vous bénéficierez d'une large autonomie pour développer et faire vivre le système d'information, concevoir les outils de reporting et de pilotage.

Pour ce poste, qui exige une forte implication personnelle, nous souhaitons rencontrer un(e) cadre comptable (DECS, MSTCF...) riche d'une expérience d'au moins 3 - 5 ans acquise dans le secteur tertiaire et soucieux d'évoluer vers un poste de n°1. (pratique micro-informatique indispensable)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.1101 à CONTESSE - 38 rue de Villiers - 92532 Levallois-Perret Cedex qui transmettra.



MOTOROLA

Credit Manager

Radiocommunications

Présent en France depuis plus de 20 ans, MOTOROLA est le premier fabricant mondial en équipements radio spécialisés. Notre division (350 personnes, CA : 550 millions de Frs) distribue des produits à la pointe de la technologie et illustre, par une présence commerciale active, notre volonté de figurer au tout premier rang du marché privé des radiocommunications. Nous recherchons aujourd'hui notre Credit Manager. Rattaché au directeur financier, ce futur collaborateur recommandera la politique crédit de la division et en contrôlera l'application. Responsable d'une équipe de cinq personnes, il supervisera les analyses de comptes, suit les en-cours distributeurs et revendeurs et propose les nouvelles limites de crédit. Bénéficiant d'une large autonomie, il est l'interlocuteur privilégié interne et externe en matière de crédit. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes âgé d'une trentaine d'années et avez acquis une première expérience dans une fonction crédit recouvrement ou plus généralement financière dans un environnement anglo-saxon. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Ce poste est basé à Antony.

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre candidature, sous la référence 1150.90 M, à notre conseil 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

OPÉRATION
SPECIAL

Responsable
d'administration, du budget et du personnel

Responsable trésorerie

350 KF +

Paris
Un groupe de service informatique en très forte croissance interne et externe, réalisant un chiffre d'affaire supérieur à 1 Md de France (dont 45 % à l'étranger), veut créer la fonction de responsable trésorerie.

Le responsable trésorerie devra mettre en place une gestion complète et centralisée des flux financiers et internationaux. Il aura un double objectif d'optimisation des coûts financiers et de gestion des prévisions. Il devra négocier les conditions bancaires et revoir le traitement des devises. Essentiellement il jouera un rôle de conseiller interne sur la gestion du BFR des filiales. Développement de nouveaux modules financiers, il proposera des méthodes de financement à moyen terme.

C'est donc un challenge passionnant qui doit motiver un candidat âgé de plus de 30 ans, qui après plus de 5 ans d'organisation et de trésorerie d'entreprise, veut devenir autonome. Sa culture professionnelle lui donnera la crédibilité nécessaire pour ce poste. Pragmatique et efficace, il sera opérationnel.

L'anglais courant est exigé.

Veuillez contacter Antoine MORGAUT au 49.24.90.00
ou envoyer votre dossier de candidature sous référence AM 9233 LM
à l'adresse suivante :

Kamphuis Morgaut
FINANCE

34, rue Pasquier - 75008 PARIS

Notre société est une entreprise industrielle (deux usines, une en France et une à l'étranger), filiale d'un groupe américain. Notre CA 89 a été de 300 millions de francs et notre marge après impôts de 7%. Nous fabriquons et commercialisons des produits ayant une forte notoriété de marque sur notre marché. Notre culture d'entreprise est forte : une gestion des ressources humaines basée sur le dialogue et l'échange, un souci constant d'optimisation des procédures internes, la volonté de faire évoluer nos méthodes de gestion...

Nous recherchons notre

DIRECTEUR FINANCIER

Votre profil :

- une formation supérieure : grande école de gestion...et si possible DECS
- une expérience de plusieurs années dans le contrôle de gestion ou comme directeur financier adjoint, acquise dans une entreprise industrielle précédée si possible d'une expérience d'audit,
- une véritable maîtrise de la comptabilité industrielle, du reporting anglo-saxon et de la langue anglaise,
- une bonne approche de l'outil informatique.

A la tête d'une équipe d'une quinzaine de personnes, vous aurez la responsabilité de l'ensemble des activités comptables et financières de la société, ainsi que de la gestion des brevets, des assurances, du juridique, du fiscal, du contrôle interne...

Vous serez également très impliqué dans la mise en place du nouveau système informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la réf. A 607 à notre conseil

Onicar 6 rue Halévy 75009 PARIS

**FRANCE
DEFI**

PREMIER RESEAU FRANCAIS
D'EXPERTS-COMPTABLES

recherche :

COLLABORATEUR Adjoint au Directeur de la Structure

Le candidat possède nécessairement une expérience probante de 3 à 4 ans acquise dans une Banque d'Affaires ou similaire. "Bâtant" rompu aux négociations, il saura participer concrètement à notre développement au sein d'une structure FUSION / ACQUISITION.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae à FRANCE DEFI/CEPAT,
34-36, av. de Friedland 75008 PARIS.

ARCO Chemical

recherche, dans le cadre de projets d'extension à brève échéance en Europe :

JEUNE DIPLOME FINANCIER A HAUT POTENTIEL HEC, ESSEC, ISA, MBA...

Intégré à notre organisation, et formé à nos méthodes dans notre usine de FOS-SUR-MER, il devra envisager une évolution rapide dans nos sites Européens, puis éventuellement internationaux.

Disponibilité géographique à court terme indispensable.

Anglais courant. Réf. 250.

RESPONSABLE FACTURATION INTERNATIONALE DESCAF, DECS...

Il aura en charge la maîtrise complète de la facturation depuis la recherche d'informations financières et juridiques à la comptabilisation et l'analyse des comptes, coûts et résultats.

Perspectives d'évolution envisagées, à FOS ou en Europe.

Anglais nécessaire.

De formation supérieure financière et comptable (DESCAF, DECS...), l'intéressé(e) témoignera d'une expérience d'environ 2 ans dans une fonction proche. Réf. 251.



Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste à

Conseil
L.G. CONSEIL
18 rue Edouard Delanglade, 13006 MARSEILLE.

AUDIT - CONSEIL

Le prestige, la formation et l'environnement international de Price Waterhouse, pour construire l'avenir dans un cadre multidisciplinaire.

CONSULTANTS

Diplômés d'une Ecole de Commerce ou d'ingénieurs, vous avez 2 ou 3 ans d'expérience acquise en cabinet de consulting, d'expertise comptable ou d'audit.

Dans le cadre du département spécialisé dans ce domaine, vous serez chargé(e) de réaliser et de mettre en place des consolidations; vous reporterez également à nos clients les conseils en matière d'organisation, de choix de logiciels et de conception de systèmes d'information groupe. Vous vous préparerez ainsi aux responsabilités de manager au sein de notre firme, dans les contextes les plus variés.

Befec
Price Waterhouse

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. sous réf. M1109/D à
Pierre Lamahieu, 33, rue Gallié 75116 PARIS.

Experts Conseils

Réseau national de cabinets d'expertise comptable correspondant d'une organisation mondiale d'audit et de conseil, recherche dans le cadre de sa forte expansion des

Collaborateurs débutant(e)s ou confirmé(e)s

Diplômés de l'enseignement supérieur, débutants ou avec une première expérience en cabinet, vous êtes attirés par les missions d'assistance et de conseil financier, dans des entreprises de taille moyenne et motivés par la pluridisciplinarité des services nécessaires à ce type d'entreprises.

Rejoignez nos équipes motivées et dynamiques dans les cabinets situés à Paris, Bordeaux, Cognac, Limoges, Montpellier, Nantes, Nice, Rennes, Roubaix, St-Malo, Pontivy, St-Quentin, Strasbourg.

Intégrés dans ces équipes vous bénéficierez d'une formation à notre méthodologie, dispensée au plan national, d'un soutien dans la préparation de vos examens professionnels et d'opportunités de carrière au plan national.

Merci d'adresser sous réf. 1055, CV, lettre de motivation et photo à Nathalie Dubert en précisant IMPERATIVEMENT la ou les villes où vous souhaitez exercer votre activité.

**Coopers
& Lybrand**
associés

3 av. Percier
75008 PARIS

C&L

CAMIF

Notre métier : La Vente par Correspondance.
Nos moyens : des Catalogues, des Magasins et des Filiales.
Notre Dimension : 1700 salariés pour un CA de 4 milliards.
Notre projet, nos politiques privilégient l'innovation technologique, la qualité totale et les femmes et les hommes, acteurs de notre réussite.

La Direction du Personnel et du Développement Social recherche

CHEF DU PERSONNEL HF

Gestionnaire de Ressources Humaines, il participera à l'élaboration de la politique sociale et mettra en œuvre les domaines administration et gestion du personnel en conduisant et animant une équipe de 10 salariés. En collaboration avec le Service Formation, il développera la Politique Emploi : promotion, mobilité, gestion des compétences, gestion prévisionnelle...

Homme de progrès, il apportera son concours dans les actions "management participatif-qualité totale" que nous avons engagées. Homme de dialogue, il sera associé aux relations sociales avec les partenaires.

De formation supérieure (B.S.C., Ingénieur...) le candidat disposera d'une expérience professionnelle d'au moins 7 ans, d'une grande technicité, de réelles capacités managériales et d'un fort potentiel.

Ce poste est à pourvoir à NIORT (ville où les secteurs tertiaires et informatique sont en expansion).

C

Adresses votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à la Direction du Personnel CAMIF Trévins de Chauvry
79045 NIORT Cedex.

SALESMAN H/F VALEURS DU TRESOR

MAISON DE TITRES,
Filiale d'un groupe leader international de la finance recrute dans le cadre de son expansion un Salesman.

De formation supérieure (Ecole de Commerce ou équivalent), bilingue anglais, vous êtes fort de deux ans d'expérience commerciale en Valeurs du Trésor.

Vous souhaitez désormais vous investir au sein d'une équipe dynamique et performante pour développer nos relations avec les institutionnels français tout en consolidant votre propre clientèle.

Merci d'adresser Curriculum Vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 6779 à
MEDIA PA - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE
BILLANCOURT CEDEX.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

OPÉRATION
SPÉCIALE

Le Monde de la Gestion

ÊTRE ACTEUR DE L'ÉCONOMIE

Opérations de Haut de Bilan

La réussite tient en quelques mots simples...
Quelques mots simples comme fusions, acquisitions et investissements.
A la Banque WORMS, être acteur de l'économie c'est assurer les missions les plus passionnantes de banques d'affaires.
1600 collaborateurs, un réseau national et international étoffé, un nom qui n'est plus à présenter : la Banque WORMS est reconnue pour la rapidité et l'efficacité de ses interventions.
Au sein d'une des équipes les plus performantes de la place, vous participerez à toutes formes d'opérations de haut de bilan.

Compétent, passionné, vous prendrez progressivement la responsabilité de vos missions.

Jeune cadre financier

A 30 ans environ, vous avez mis à profit une solide formation de base (Grande Ecole Commerciale, DESS Banque et Finance...) par un début de carrière en audit ou expertise comptable (3 à 5 ans).
Être acteur de l'économie. En quelques mots simples, la Banque WORMS écrit votre réussite.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. OMB/90 à la BANQUE WORMS - Direction des Relations Sociales et du Personnel - Gestion des Ressources Humaines - 1 place des Degrés - CEDEX 98 - 92059 PARIS LA DEFENSE.

GROUPE FINANCIER DE TOUT PREMIER PLAN

recherche

COMMERCIAL SALLE DE MARCHES

Au sein de la direction des investissements, il intègre l'équipe chargée de vendre tout produit de taux (primaire, secondaire, instruments...) auprès d'une clientèle française de grands institutionnels. Vous conseillez les investisseurs et négociez les blocs et les montages financiers.

Pour ce poste, qui exige autant de brio que de rigueur, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (BAC + 5) de formation financière ou actuarielle, riche d'une première expérience sur les marchés de taux acquise en stage ou dans le cadre d'un premier poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08 1104, à Contesse 38 rue de Villiers, 92532 Levallois - Perret Cedex qui transmettra.

PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

CONTROLEUR DE GESTION ENTREPRISE

Cette société (800 personnes, 850 MF de CA) est la filiale d'un très grand groupe industriel français. Leader sur son marché, elle étudie, fabrique et commercialise une gamme complète de produits hautement techniques destinés à des clients professionnels (industrie, engineering, chimie, pétrole, bâtiment...). Son expansion importante et durable la conduit à développer sa Direction Financière en proposant aujourd'hui le poste de **CONTROLEUR DE GESTION**.
Ses missions sont les suivantes : en liaison avec l'ensemble des services de l'entreprise et la DG, établissement, suivi et contrôle des plans budgétaires ; conseil et assistance des hiérarchies ; mise en place des standards et procédures internes ; participation au plan d'organisation de l'entreprise ; études et missions économiques particulières pour le compte de la Direction Générale. Cette fonction doit être considérée à terme comme évolutive au sein de l'entreprise ou du groupe.
Nous souhaitons rencontrer un jeune cadre, diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4 ou 5, ESC, Université ou équivalent), qui dispose d'une première expérience professionnelle dans un poste similaire (contrôle de gestion, audit...).
Les conditions offertes (et notamment le niveau de rémunération), le développement de l'entreprise, ses projets, et les perspectives d'évolution du poste, sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser lettre de motivation, CV complet, sous réf. M 335 Q à notre Conseil

NEMESIS NEMESIS 10, rue de Richelieu 75001 PARIS qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

Etre l'interface avec notre réseau d'établissements financiers...

Un des premiers groupes financiers français alliant tradition, expérience et innovation poursuit le développement de partenariat avec des réseaux associés, offrant des services toujours plus personnalisés et adaptés à leurs besoins. Nous renforçons notre structure et recherchons un chargé de clientèle. Intégré au sein d'une petite équipe, ce jeune cadre a pour mission d'animer un portefeuille constitué d'établissements partenaires. Chargé de représenter la position du groupe auprès de ces derniers, il analyse leurs résultats financiers et élabore les dossiers d'informations destinés aux administrateurs. De plus, dans un contexte de concurrence accrue, il apporte une assistance à la commercialisation, afin d'optimiser les conditions de prescription des produits financiers à la clientèle. A 28/30 ans, de formation supérieure économique et financière, vous avez acquis une première expérience bancaire. Votre sens de l'analyse, de la négociation et votre disponibilité vous permettront de réussir dans cette fonction. Ce poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre candidature, sous la référence 1148.90 M, à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

FISCALISTE

4000 MF de CA, 300 personnes
5 années d'activité en France
d'activités : Période de l'année fiscale
LAFARGE COPPEE est une société de
admission des candidats

Pour notre Direction Fiscale, nous recherchons aujourd'hui un diplômé de l'enseignement supérieur (Maîtrise en Droit avec spécialisation fiscale, Ecole Nationale des Impôts). Professionnel de la fiscalité, vos 5 ans d'expérience dans cet univers (cabinet, administration, industrie) vous ont permis d'acquies une véritable autonomie et le sens du travail en équipe.

Homme de conseil, vous prendrez en charge l'assistance technique des filiales et le respect de la politique fiscale du groupe, l'étude des nouvelles réglementations et la diffusion de l'information. Vous serez également associé à différents projets (restructurations, fusions...) et participerez à la réalisation de la déclaration fiscale consolidée. Une mission complète où votre rigueur, vos capacités à déléguer et votre bonne connaissance de l'anglais seront la clé de votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. F.M.M. à J.M. AULOTTE LAFARGE COPPEE 28, rue Emile Merier 75116 PARIS.

3ème 3616 LAFARGE

AEROSPATIALE recherche pour le Département Contrôle de Gestion opérationnel de sa Division AVIONS (basé à Toulouse)

CONTROLEUR DE GESTION COÛTS DE FONCTIONNEMENT

ESSEC, HEC ou SUP de CO PARIS

A 30 ans environ, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en contrôle de gestion. Vous serez chargé de l'instruction de demandes budgétaires en matière d'effectif, frais de personnel et de fonctionnement, ainsi que de la proposition d'allocation budgétaires (environ 6000 MF) à la Direction de la Division AVIONS. Vous élaborerez vos procédures, vos outils informatiques et réaliserez des études économiques diverses.

Réf. CGCF/LM

Pour ces deux postes des déplacements sont à prévoir sur les 4 autres sites de la Division (Paris, Nantes, Saint-Nazaire et Meaulte).
Merci d'adresser rapidement votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. choisie à AEROSPATIALE - M. GOTTIN - Service Gestion des Ressources Humaines - 316 Route de Bayonne 31300 TOULOUSE.

CONTROLEUR DE GESTION INVESTISSEMENTS

ENSAE, CENTRALE, X, ENSPM + ESSEC, ESC ou Université Gestion

Vous êtes débutant avec jusqu'à 3 ans d'expérience. Vous serez chargé de l'instruction des demandes budgétaires (1500 MF environ) en matière d'investissements corporels (machines, bâtiments industriels, ensembles complexes spécialisés) ainsi que de la proposition de planification à la Direction de la Division AVIONS. Vous contrôlerez l'exécution de ce plan et réaliserez diverses études économiques à partir de données techniques et organisationnelles.

Réf. CGI/LM

aerospatiale

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

CAMIF

Notre métier : Le Vente par Correspondance.
Nos moyens : des Catalogues, des Magazines et des Filiales.
Notre Dimension : 1700 salariés pour un CA de 4 milliards.
La Direction Financière recherche

AUDITEUR INTERNE IIF

Vous réalisez des audits opérationnels sur les procédures, l'organisation, les circuits internes et proposez des améliorations. Vous conduisez des audits financiers sur la fiabilité des informations et l'application des règles comptables au niveau de la société mère et des filiales. Vous créez, animez et développez cette nouvelle fonction, au sein de notre organisation. De formation supérieure (E.S.C.) complétée par un DECS et de bonnes connaissances en informatique, vous disposez d'une expérience professionnelle d'au moins 3/4 ans en cabinet ou en entreprise. Ce poste est basé à NIORT (80 kms du littoral atlantique).

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à la Direction du Personnel CAMIF Trévoins de Chauvay - 79046 NIORT Cedex.

OPÉRATION
SPECIAL

CREER LA FONCTION AUDIT AU SEIN D'UNE BANQUE

Paris - Cette banque, à structure légère, est la filiale d'un des premiers groupes d'assurance français et d'un groupe bancaire de tout premier plan. Elle intervient dans le domaine de la gestion d'actifs et de trésorerie. Dans le cadre de son développement, elle crée le poste d'auditeur interne. Rattaché à la direction générale, il réalisera l'audit opérationnel et comptable de l'organisation et des procédures existantes. Il instaurera un véritable système de pilotage: tableaux de bord, suivi du budget... Ce poste s'adresse à un cadre âgé de 28 ans

minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (BSC ou équivalent) et ayant acquis une première expérience d'audit en entreprise ou en cabinet. La connaissance du milieu bancaire constituerait un atout appréciable. Cette fonction peut évoluer vers un rôle de secrétaire général. Ecrire à Dominique BAUD-BERTRAND en indiquant vos prétentions ainsi que la référence A/R9730M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

JEUNE RESPONSABLE DU CONTROLE INTERNE

Banque

Strasbourg - La division organisation-contrôle budgétaire de ce très important groupe bancaire français s'efforce par l'intégration rapide d'un diplômé de l'enseignement supérieur ayant au moins 3 à 4 ans d'expérience de l'audit/contrôle idéalement en banque ou institution financière. Il lui sera confié l'animation d'une petite équipe chargée de l'application des règles internes et externes régissant le bon fonctionnement des opérations dans les différents services. Force de proposition, le responsable recherché aura à cœur de faire évoluer pro-

cédures et méthodes, utilisant pour cela les ressources importantes de l'informatique mises à sa disposition. L'évolution de cette fonction peut aller vers un approfondissement dans le contexte de la gestion et de la comptabilité ou encore déboucher, selon motivations et aptitudes, vers des responsabilités opérationnelles en agence. Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6722M - PA Consulting Group - 3, rue Kléber - 67065 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

Jeunes diplômés d'enseignement supérieur (Ecoles de commerce, d'ingénieurs, universitaires), vous disposez éventuellement d'une première expérience professionnelle. Nous vous proposons aujourd'hui de nous rejoindre en tant que

CHARGES D'AFFAIRES MONTPELLIER

ENTREPRISE
Au sein de nos Agences ENTREPRISES-CONSEIL créées depuis 2 ans spécifiquement pour ce type de clientèle, vous assurez la gestion d'un portefeuille de clients. Postes basés à MONTPELLIER, BEZIERS, NARBONNE ou CARCASSONNE. (réf. JCAE)

AGRICULTURE
En relation directe avec l'ensemble de nos Agences, vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos Clients Agriculteurs-Chefs d'Entreprise. Poste basé à MONTPELLIER. (réf. JCAA)

PROFESSIONNEL
Vous animez le réseau de Conseillers Professionnels répartis dans l'ensemble de nos Agences, en charge des Clients Artisans, Commerçants, Professions Libérales et Agriculteurs Individuels. Poste basé à MONTPELLIER. (réf. JCAP)
Votre connaissance de l'analyse financière ainsi que votre sens commercial et votre aptitude à dialoguer avec une clientèle de type "Entrepreneur" seront fortement appréciés.

ORGANISATEURS MONTPELLIER

Au sein d'une équipe d'Organisateurs, vous serez impliqués dans tous les projets informatiques, mais également d'organisation et de restructuration des différentes activités de notre banque. Véritable force de proposition auprès des décideurs et des utilisateurs, votre esprit d'analyse, de synthèse, vos aptitudes relationnelles et votre goût du travail en équipe, seront vos atouts. (réf. JO)

Votre dynamisme, votre esprit de challenge ainsi qu'un bon niveau d'adaptabilité vous permettront, après une première prise de contact dans l'Entreprise aux différents postes proposés aujourd'hui, d'envisager une évolution rapide et personnalisée.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. + prêt) en précisant la réf. et les villes choisies au CREDIT AGRICOLE DU MIDI Département des Ressources Humaines - av. du Montpellierais 34970 LATTES - MAURIN



GROUPE CIC

Agé de 25 à 35 ans, vous avez 2 années minimum d'expérience de trading et une formation d'arbitrage. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser vos compétences techniques et évoluer dans une structure de taille humaine.

Intégré au sein d'une petite équipe, nous vous proposons de démontrer votre sens de l'opportunité financière et de faire la preuve de votre dynamisme et de votre volonté de gagner.

Jean LHERMITE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V.) au CIC Paris Division de l'Emploi et de la Gestion des Carrières 66, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

CIC Paris



VODAFONE, n°1 européen du téléphone de voiture

VODAFONE S.A. est membre du groupe RACAL TELECOM, qui opère le plus grand réseau de radiotéléphonie cellulaire au monde avec plus de 500.000 abonnés. Basée à Paris, VODAFONE S.A. croît rapidement sur le marché français. Pour accompagner et contribuer à sa forte croissance, elle recherche aujourd'hui son:

DIRECTEUR FINANCIER

Dépendant directement du directeur général et supervisant une petite équipe, il sera responsable pour l'ensemble de la gestion comptable et financière: systèmes d'informations, budget et plans, gestion des actifs, la paie, le juridique et fiscal... Ce challenge passionnant s'adresse à un professionnel de formation supérieure (grande école de commerce avec DECS ou équivalent) ayant une expérience prouvée de la fonction dans un environnement commercial particulière-

ment dynamique. Le poste demande une forte implication personnelle, une bonne communication ainsi qu'un anglais courant. La rémunération, très attractive et comprenant une voiture de fonction, est très motivante pour un candidat de valeur. Ecrire à J. MOLLER en précisant la référence A/R9711M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75. (PA Minitel 36.15 code PA)

VODAFONE

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

AVEC LE CONCOURS DES I.R.A. PARIEZ SUR LA RESPONSABILITE

Devenir Attaché ou Inspecteur d'Administration, c'est participer au renouveau du service public.

Jeunes diplômés de Sciences Po, des IPAG, de Droit Public ou de Sciences Eco (licence minimum), pour plus de 300 d'entre vous ce sera l'opportunité de choisir votre métier, d'exercer de réelles responsabilités au travers de missions variées, et de diriger votre carrière.

Pour cela les Instituts Régionaux d'Administration vous donneront à Lille, Bastia, Metz, Lyon ou Nantes après une sélection par concours, une formation (rémunérée) économique et juridique, en alternance avec des stages dans différents services.

A l'issue de cette période de 12 mois, vous aurez le choix entre différentes administrations (Education, Equipement, Justice, Culture, Intérieur...) et fonctions (conception de projets, gestion, finance, inspection, encadrement...), en province ou à Paris.

Pour recevoir votre dossier de candidature et participer aux épreuves écrites des 25 et 26 septembre dans votre région, téléphonez-nous au (1) 47.59.30.30.

Date limite (impérative) de dépôt des candidatures: 9 juillet 1990.

DIRECTION GENERALE
DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

مركز من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde • Mardi 29 mai 1990 •

REPRODUCTION INTERDITE

OPÉRATION
SPÉCIALE

Le Monde de la Gestion



MESSIER-BUGATTI

DEUX SOCIÉTÉS DU GROUPE SNECMA

Déjà au 3ème rang mondial avec ses programmes aéronautiques actuels de motorisation d'Ariane 5, de l'A340, du Rafale, le GROUPE SNECMA (28000 personnes dont 3700 cadres), s'engage résolument dans le futur avec le lancement d'un gros moteur de 80 000 livres et de nouvelles études pour la propulsion des avions Super et Hypersonique.

Ces activités exigent de renforcer nos équipes de gestion pour accroître plus largement nos résultats positifs de 1989.

Dans le cadre de notre nouvelle organisation informatique des comptabilités industrielle et générale, nous recherchons des gestionnaires à fort potentiel pour notre maison mère et nos filiales.

DIPLOMÉS D'UNE ÉCOLE DE GESTION

Audit - Organisation des systèmes comptables - Fiscalité

Plusieurs postes sont à pourvoir en Région Parisienne.

- Responsables de comptabilité industrielle et budgétaire
- Contrôleurs de gestion
- Organismes comptables
- Fiscalistes

Si vous avez une formation ESC + DECS ou équivalent et si vous justifiez d'une première expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit ou en entreprise industrielle, écrivez à notre conseil : EGOR GESTION ET FINANCE - 8 rue de Berri - 75008 Paris sous réf. M 11/1296 V qui traitera votre dossier confidentiellement.

GROUPE SNECMA

Marketing Bancaire

Intervenant de premier rang sur le marché financier, notre groupe allie tradition, expérience et innovation et poursuit son développement avec la volonté affirmée d'être un véritable prestataire de services. Ainsi, nous proposons à nos réseaux partenariaux une large gamme de produits financiers qui s'enrichit régulièrement de produits correspondant aux besoins de chacun de ces réseaux. Nous recherchons aujourd'hui le responsable produits et services du marché "clientèle institutionnelle". Rattaché au responsable marketing, ce dernier élabore et met en œuvre des lignes de produits et services adaptées à la stratégie de cette clientèle. Il conçoit les caractéristiques techniques et commerciales des nouveaux produits et prépare les opérations tests. Analysant l'environnement, la concurrence et tenant compte des données marketing, il assure une liaison étroite avec les interlocuteurs du réseau. A 30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes issu du monde bancaire et y avez acquis quelques années d'expérience commerciale et marketing. Technicien des produits bancaires, vous conjuguez rigueur et créativité. Ce poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre candidature, sous la référence 1149.90 M, à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

LA FILIALE INTERNATIONALE DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE RECHERCHE

COMPTABLES AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Au sein de l'équipe de Sales (4p.), ils commercialisent tout produit de taux auprès d'une clientèle d'investisseurs institutionnels étrangers. Ils prennent en charge un portefeuille pour la développer : prospection, conseil, négociation et montage des produits de notre table obligatoire/montataire. Pour ces postes, porteurs d'évolution, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation (BAC + 5) économique/financière, capables d'une forte implication

dans une équipe performante. L'un deux pratique les marchés de taux depuis au moins 1 an comme Trader Sales. L'anglais est obligatoire et de bonnes connaissances en allemand seraient appréciées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.1102 à Contesse Publicité - 38 rue de Villiers - 92532 Levallois Perret cedex, qui transmettra.

Le CREDIT NATIONAL recherche pour son Département de la Comptabilité, du Contrôle de Gestion et de l'Organisation

Auditeur Comptable

Diplômé Grande Ecole de Commerce ou Maîtrise de Gestion, vous avez acquis pendant 3 à 5 ans une première expérience de l'Audit comptable d'une pratique de la comptabilité générale au sein d'un cabinet ou d'une entreprise.

Une connaissance de la comptabilité bancaire serait appréciée.

Dans un premier temps, vous participerez avec l'encadrement aux travaux de mise en œuvre de la nouvelle législation bancaire.

Ultérieurement, vous serez appelé à exercer des responsabilités opérationnelles au sein du Département.

Pour ce poste basé à Paris, une bonne connaissance de l'anglais est requise.

Merci d'envoyer une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et références au CREDIT NATIONAL, Département des Ressources Humaines, 45, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS.

Crédit National



HEF DE SERVICE

TRESORERIE FINANCEMENT

EUREST, groupe de restauration collective en forte expansion, réalise en France un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs, et recherche un Chef de Service Trésorerie Financement.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dont une partie dans une fonction similaire.

Responsable d'une équipe de 4 personnes, vous aurez à :

- superviser la gestion de la trésorerie (logiciel Concept) et optimiser les placements ;
- rechercher et mettre en place des solutions de financement pour les investissements ;
- veiller à un encaissement rapide des créances clients ;
- assister efficacement les opérationnels et les commerciaux.

Dynamisme, rigueur, sens de l'organisation et du contact sont des qualités nécessaires pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références à EUREST Collectivités, Service Recrutement - 106, rue Danton 92300 LEVALLOIS PERRET.



Banque Internationale recherche

Cadre Comptable

Minimum 26 ans

Vous souhaitez élargir votre expérience de la comptabilité générale en participant à la révision des procédures comptables des opérations bancaires, notamment en matière de ratios prudentiels et d'opérations de marché.

Doté d'une formation comptable supérieure (DECS, DESCF), vous possédez une expérience d'environ 2/3 ans dans un cabinet d'expertise comptable, un bon niveau d'anglais et maîtrisez l'outil informatique (micro).

Vos connaissances techniques et vos aptitudes relationnelles vous ouvriront des perspectives d'évolution au sein de notre Etablissement. Poste à pourvoir à La Défense.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite photo et références sous référence 1656/M à Curriculum, 6 passage Lathuille 75018 Paris qui transmettra.

CISIGRAPH, spécialiste de la CAO présent sur les principaux marchés mondiaux recherche pour accompagner sa croissance son :

RESPONSABLE DES COMPTABILITES ET DU REPORTING FINANCIER

Rattaché au Directeur Financier, dans un contexte d'équipe, vous aurez la responsabilité opérationnelle, l'organisation et l'évaluation des données suivantes :

- Comptabilités des sociétés du groupe (sociales, analytiques, fiscales).
- Reporting financier mensuel des sociétés et du groupe.
- Elaboration et mise en place de principes et procédures comptables et financières.
- Consolidation et publication des états financiers du groupe.
- Assistance, conseil et audit des filiales en France et à l'étranger.

Vous êtes : A 30-35 ans, vous avez une formation type ESCA + DECS et justifiez d'une expérience de cabinet comptable par des responsabilités opérationnelles au siège ou dans une filiale d'une société de structure internationale utilisant procédures et reporting de type anglo-saxon. Rigueur, esprit d'initiative et disponibilité, sont les qualités requises pour ce poste basé à Aix-en-Provence et nécessitant des déplacements. La maîtrise de l'anglais est indispensable. L'allemand apprécié.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle) sous réf. C 102 à notre conseil Françoise MEYER - 25, rue Falque - 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.77.77.

LLOYDS BANK S.A. recherche, à Paris,

Un Opérateur de Marché

FRANCS ET DEVISES A COURT TERME

Ce jeune diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une bonne formation mathématique et 1 à 2 ans d'expérience sur les marchés francs et/ou devises, devra :

- rechercher les opportunités d'arbitrage sur ces marchés dans la gamme des produits de taux d'intérêt : Fro, Futures, Swaps etc...
- développer une activité sur les produits de taux d'intérêt à court terme orientée vers une clientèle de grandes entreprises françaises et étrangères.

• à terme, favoriser le développement de l'activité de la salle en matière de produits à court terme.

Si vous pensez avoir la rigueur, les compétences et la motivation nécessaires à une bonne intégration au sein d'une équipe professionnelle et solidaire, envoyez votre dossier de candidature, qui sera traité confidentiellement, à : ANDERSON SQUIRES - Jacqueline BOYD ou Sophie BOUENIK - 88, rue Notre Dame des Victoires, 75008 PARIS, ou téléphones au 42.61.00.81.

Anderson, Squires.

Spécialistes en Recrutement Financier

Chargé de Clientèle Privée

Marseille

Au sein d'une équipe de 4 personnes, vous prenez en charge la gestion et le développement du potentiel de clientèle de particuliers de l'agence, en vous appuyant sur une gamme de produits performants. Agissant en étroite collaboration avec les exploitants PME/PMI, vous contribuez par votre présence active (relations, marketing direct...) et votre rôle de conseil, à élargir notre partenariat avec les hommes d'entreprises.

De formation supérieure (bac + 4), votre expérience d'environ 9 ans de la vente de produits financiers vous confère une bonne technicité et la pratique d'une clientèle exigeante. Votre dynamisme commercial et votre aisance relationnelle vous permettront de réussir pleinement dans cette fonction et d'évoluer rapidement au sein de notre réseau en forte croissance.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et présentations sous réf. Y0530 à notre conseil.

CONCEPT RECRUTEMENT



DOUCTION INTERDITE
STRICTE

OPÉRATION
SPÉCIALE

ÉCOLE DE GESTION

SYSTEMES COMPTABLES - FINANCIERS

Parcours de formation
et de perfectionnement

DES ou de la
la culture d'entreprise
DE ET DE LA
de la gestion

DE SINECMA

DE GROUPE BLANCS ET

DE COMPTABLES

DE TRAVAIL

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION

DE LA GESTION



IBM. LE PLUS COURT CHEMIN
ENTRE MOI ET CE QUE
JE VEUX DEVENIR.

Vendez nos solutions de financement.

IBM France recherche pour sa filiale financière en croissance rapide des

INGENIEURS COMMERCIAUX FINANCIERS.

Cette offre s'adresse à des Jeunes Diplômé(e)s Grandes Ecoles de Gestion ou Scientifiques (Bac + 4 minimum), débutants ou justifiant de 3 à 5 ans d'expérience dans une entreprise du marché financier.

En liaison avec nos équipes commerciales, vous proposerez la SOLUTION DE FINANCEMENT la mieux adaptée (crédit-bail, crédit à moyen terme, location ou offre spéciale) pour aider nos clients à financer leurs projets informatiques.

Votre activité s'exercera dans le cadre d'une de nos agences commerciales à Paris ou en Province. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV détaillé et photo) sous référence IFF01 à : IBM France
Département Recrutement - 5, place Vendôme - 75001 PARIS.
Nous vous garantissons la plus grande discrétion. Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



CONTROLEUR DE GESTION ADJOINT

PROCHE LYON
Groupe Chimique International, nous recherchons
H/F
Chargé de la préparation des budgets et du reporting mensuel, vous saurez dépasser cette responsabilité pour amener un support réel et efficace aux équipes Commerciales et Marketing en termes d'Administration des Ventes et d'Organisation du Business.
Elément majeur et moteur dans votre rôle de coordination entre les différents départements de la Société et les Usines de Production, vous serez à même d'anticiper les besoins et de satisfaire les attentes de nos trois divisions Agriculture, Espaces Verts et Soins du Jardin.
A 25/30 ans, de formation supérieure ESC ou équivalent, avec 2 à 3 ans d'expérience, vous êtes autonome et rigoureux mais aussi dynamique et créatif.
Vous maîtrisez l'anglais et la micro-informatique. Vous serez mobile et aurez les potentialités pour évoluer au sein de notre groupe (en France ou à l'étranger).
Adresser lettre, CV, photo et prétentions à :
MONSANTO S.A. - Direction du Personnel - BP 52
36200 SAINT QUENTIN FALLAVIER.

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché directement au Directeur Financier du Groupe, vous serez en charge du Contrôle de Gestion et de la Comptabilité Analytique de notre unité de Meaux. Vous assisterez également la Direction de cette usine pour optimiser sa gestion.

De formation supérieure comptable, vous possédez une première expérience de 2 à 5 ans en contrôle de gestion et/ou comptabilité analytique et vous souhaitez valoriser vos connaissances au sein d'une Direction Financière à caractère international.

Rigoureux et organisé, vous saurez dynamiser votre équipe en vue d'une efficacité maximale.

Notre Groupe offre à un candidat de valeur de larges possibilités d'évolution.

La connaissance de l'anglais est souhaitable. Le poste est basé à Meaux (Seine et Marne).

Si la perspective de travailler dans un Groupe de dimension mondiale vous séduit, veuillez adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à :

ITT
ITT COMPOSANTS ELECTROMECANIQUE
Direction du Personnel - BP 133 -
2, avenue des Sablons Bouillants -
77107 MEAUX CEDEX.

BANQUE PRIVEE PARIS 8ème

RESPONSABLE ENGAGEMENTS/SECRETARIAT BANQUE

Le candidat aura la responsabilité de l'animation et de la supervision d'un service de 4/5 personnes, chargées de la gestion et du suivi administratif et juridique :
- des comptes de la clientèle (Sociétés et Particuliers),
- de l'ensemble des engagements (crédits et cautions).
Doté d'un esprit rigoureux et d'une expérience bancaire de plusieurs années, le candidat idéal aura acquis de bonnes connaissances du droit bancaire, et aura l'expérience de la conduite d'une équipe.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous référence LM/5 à Madame Dominique VAILLE - Département bancaire
14 rue Lincoln 75008 PARIS.

RECOR

Important établissement public de MARSEILLE

recherche
CADRE COMPTABLE
(Responsable établissement états de synthèse, réforme comptabilité analytique.)
25/30 ans environ. Niveau DECS.
Maîtrise outil informatique. 3 ans d'expérience.
Adresser c.v. détaillé sous référence 4 664 à :
EUROSUD Publicité - 248, avenue Roger-Salegna,
13344 MARSEILLE Cedex 15.

COFFRA

LE SPECIALISTE DES AFFAIRES FRANCO-ALLEMANDES
Cabinet d'AUDIT et de CONSEIL, membre du réseau
MOORES ROWLAND INTERNATIONAL,
10ème firme d'Audit au plan mondial,
recherche pour faire face à une très forte expansion.

auditeurs seniors

Vous êtes diplômés HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO... et justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans en cabinet.
Vous maîtrisez parfaitement la langue allemande et possédez de bonnes connaissances en anglais.
Vos fonctions, dans une équipe à taille humaine, favoriseront autonomie, sens des responsabilités, polyvalence.
Vos qualités personnelles et professionnelles vous assureront une rémunération très intéressante et de réelles perspectives de carrière.
Merci d'adresser votre lettre de motivation (CV + photo) à :
M. BRANDEL - COFFRA 155 boulevard Haussmann 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER

(20 000 logements gérés en Ile de France)
filiale du
Crédit Foncier de France
recherche pour impulser le développement de son activité de gestion patrimoniale un
DIRECTEUR D'AGENCE
Vous êtes responsable de la gestion administrative et technique d'un patrimoine locatif de plus de 5 000 logements en banlieue ouest (lieu de travail : St Germain en Laye).
A la tête d'une équipe de 60 personnes vous assurez à nos clients un service de haute qualité, et vous êtes l'interlocuteur de l'Administration et des Collectivités locales.
Si vous pouvez faire état d'une formation supérieure, d'une solide expérience dans un poste équivalent, de qualités de gestionnaire, d'animateur et d'homme de contact, merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et lettre manuscrite sous réf. "Recrutement DA1/MOD" à :
Groupe Foncier Habitat
BP 135 - 94230 Cachan



Le centre de gestion agréé de la région parisienne partenaire privilégié des PME (gestion, conseils, formation) recherche dans le cadre de son expansion

1 CHEF DE BUREAU (BTS COMPTABLE MINIMUM) POSITION CADRE

Capable de diriger et animer une équipe de 5 personnes traitant 150 dossiers de PME.
Aptitude à la formation et au conseil destinés à des artisans et commerçants. Sens du contact.
Esprit d'initiative pour développer activités nouvelles.
Adresser C.V., candidature et prétentions à :
C.G.A.R.P. - 36, rue de Picpus - 75012 PARIS.

INTÉRIMAIRES MANPOWER: PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

Vous avez été intérimaire Manpower au moins 4 mois entre le 1^{er} mars 1989 et le 31 décembre 1989

Vous êtes parmi les 37131 ayants droit à une participation aux bénéfices

Venez vite chercher votre titre de participation à votre agence pour encaissement rapide.



هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 MAI

Règlement mensuel

COMPTANT (collection)

SICAV (sélection)

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

